



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Colloque international sur la gestion durable des pêches

Renforcer les liens
entre la science
et les politiques



Rome, 18–21 novembre 2019

Colloque international sur la gestion durable des pêches

Renforcer les liens entre la science et les politiques

Rome, 18-21 novembre 2019

CITER COMME SUIT:

FAO. 2019. *Colloque international sur la gestion durable des pêches: Renforcer les liens entre la science et les politiques*, Rome, 18-21 novembre 2019. Rome.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131967-3

© FAO, 2019

Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

ÉLABORATION DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document a été élaboré et mis en forme par l'organisateur du colloque, les responsables de session de la FAO, en collaboration avec les membres du Comité consultatif du Colloque international sur la gestion durable des pêches, et le Comité d'organisation local. Mme Diana Fernández de la Reguera s'est chargée de la compilation et de l'édition du document.

Pour chaque session du colloque, le document présente: i) la thématique de la session; ii) une section intitulée «ce que vous devez savoir»; iii) le thème et les intervenants des différents groupes de discussion; iv) les questions qui seront abordées pendant les séances plénières. À cela s'ajoutent des résumés des exposés et une liste de publications intéressantes de la FAO se rapportant aux thèmes abordés lors des différentes sessions.

La conception graphique de cette publication a été réalisée par Catherine Perry et Evan Jeffries (www.swim2birds.co.uk).

Le colloque se tiendra au Siège de la FAO, à Rome (Italie), du 18 au 21 novembre 2019. Il rassemblera plus de 800 participants, notamment des experts du milieu universitaire, du secteur privé, des pouvoirs publics, d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales et de la société civile venus du monde entier.



TABLE DES MATIÈRES



iii ÉLABORATION DU PRÉSENT DOCUMENT

vii AVANT-PROPOS

viii REMERCIEMENTS

ix ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

01 PRÉSENTATION DU COLLOQUE

Thème du colloque

Objectifs et résultats
attendus

Comité consultatif
international et
fonctionnaires de la FAO
en charge des sessions

Partenaires

Structure et thématiques
des sessions



09 SESSION 1 État des lieux de la gestion durable de la pêche aux niveaux mondial et régional et conséquences en termes d'élaboration des politiques et de gestion

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
1.1 – État des stocks
aux niveaux mondial et
régional: où en sommes-
nous et quelle est la
direction à prendre?

Groupe de discussion 1.2
– Parvenir à une gestion
durable de la pêche: le
point de vue du monde
en développement

Questions

15 SESSION 2 Gestion durable de la pêche: établir des liens entre conservation de la biodiversité et sécurité alimentaire

Description

Ce que vous devez savoir



Groupe de discussion
2.1 - Vers un avenir
durable – faciliter
l'adoption d'objectifs
complémentaires en
matière de sécurité
alimentaire et de
conservation

Groupe de discussion
2.2 - Passer à l'action -
Concrétiser des objectifs
communs en matière de
sécurité alimentaire et de
conservation

Questions

21 SESSION 3 Le rôle du poisson dans la sécurité alimentaire et la nutrition: de la mer à l'assiette

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
3.1 – Éléments probants
et perspectives en ce qui
concerne l'amélioration
de la nutrition dans
les milieux à faibles
ressources

Groupe de discussion
3.2 – Pistes d'amélioration
des systèmes



alimentaires halieutiques:
environnement,
politiques et technologie

Questions

27 SESSION 4 Assurer des moyens d'existence durables aux pêcheurs

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
4.1 – Comment assurer
des moyens d'existence
durables dans la pêche
en tenant compte de
leurs dimensions sociales,
culturelles et d'équité?

Groupe de discussion
4.2 – Approches
innovantes en faveur
de coalitions inclusives,
d'une collaboration
intersectorielle et
de la participation
des pêcheurs et des
travailleurs du secteur
de la pêche – hommes
comme femmes – dans le
cadre de la gouvernance
halieutique.

Questions

TABLE DES MATIÈRES



33

SESSION 5

L'économie de la pêche

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
5.1 – L'économie
dans les politiques
halieutiques

Groupe de discussion
5.2 – Dimension sociale
de la contribution
de la pêche et de
l'aquaculture à
l'économie

Questions

39

SESSION 6

La gestion de la pêche face au changement climatique

Description

Ce que vous devez savoir



39

Groupe de discussion
6.1 – Mesures
techniques novatrices
d'adaptation des
systèmes de gestion au
changement climatique

Groupe de discussion
6.2 – Interventions visant
à atténuer les retombées
et à optimiser les
possibilités

Questions

45

SESSION 7

Systèmes d'information sur la pêche et nouvelles technologies

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
7.1 – Au cœur du
problème: quels sont
les principaux défis à
relever pour faire en
sorte que les données/
informations sur la



45

pêche deviennent un
bien public qui contribue
à satisfaire les besoins
du secteur?

Groupe de discussion 7.2
– Une vision pour l'avenir:
quelles technologies faut-il
généraliser et adopter,
et quelles lacunes les
technologies émergentes
doivent-elles combler?

Questions

51

SESSION 8

Perspectives en matière d'action publique au service de la pêche au XXI^e siècle

Description

Ce que vous devez savoir

Groupe de discussion
8.1 – Au-delà du Code de
conduite: perspectives en
matière d'action publique
pour la gestion de la
pêche au XXI^e siècle

Questions



51

58

RÉFÉRENCES

62

ANNEXE A

Orateurs et intervenants

96

ANNEXE B

Résumés des présentations

111

ANNEXE C

Lectures complémentaires

114

ANNEXE D

Comité d'organisation local

AVANT-PROPOS

En adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les gouvernements se sont mis d'accord sur un plan de transformation pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et parvenir à un développement durable pour tous. Ce projet d'une ampleur inédite s'articule autour des dimensions économique, sociale et environnementale de la durabilité.

La réalisation du Programme 2030 présente néanmoins des défis majeurs. Le nombre de personnes sous-alimentées est reparti à la hausse après une longue période de déclin pour atteindre 822 millions de personnes en 2018, et 2 milliards de personnes font face à une insécurité alimentaire modérée ou grave. Combattre la faim et la pauvreté suppose de faire une utilisation efficace et durable des ressources naturelles.

La pêche et l'aquaculture ont un rôle déterminant à jouer dans la concrétisation d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition. En 2017, le secteur a produit 153 millions de tonnes de poisson pour la consommation humaine directe, soit sept fois plus qu'en 1950. L'augmentation de la consommation mondiale de poisson par habitant a donc été deux fois plus rapide que la croissance démographique, atteignant le niveau record de 20,3 kg par habitant en 2016.

Or, l'état déplorable des ressources halieutiques met en péril leur contribution future à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Si le pourcentage des stocks mondiaux surveillés par la FAO dont la biomasse est compatible avec la production maximale équilibrée est passé de 51 pour cent en 1974 à 60 pour cent en 2015, 33 pour cent de l'ensemble des stocks de poissons marins sont exploités au-delà des niveaux biologiques viables, soit trois fois plus qu'en 1974, au début des activités de suivi. Les pêcheurs, et en particulier les pêcheurs artisanaux, s'efforcent de préserver leur mode de vie, de contribuer au bien-être des communautés côtières et de satisfaire les demandes des consommateurs.

Par ailleurs, d'autres phénomènes liés à l'action de l'homme influencent la productivité et la répartition des ressources biologiques aquatiques. Le changement climatique devrait notamment avoir une incidence négative sur le potentiel de capture dans certaines régions et engendrer des altérations majeures dans la répartition des ressources. Il importe donc d'adopter des mesures de gestion adaptative pour atténuer les répercussions et optimiser les possibilités. La pêche continentale, activité essentielle dans de nombreuses régions parmi les plus pauvres de la planète, subira non seulement les effets du changement climatique, mais aussi ceux de l'augmentation des exigences émanant de secteurs concurrents en matière d'utilisation des eaux.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que la pêche de capture est à la croisée des chemins. En tant que seul grand secteur de la production alimentaire reposant sur les cycles naturels des ressources biologiques renouvelables, la pêche de capture doit continuer de croître en améliorant sa gestion durable et s'adapter à un monde en mutation rapide. Dans ces conditions, le besoin d'assurer une gestion efficace et durable de la pêche occupe une place de plus en plus importante dans les préoccupations des pays développés et en développement.

L'organisation de ce colloque fait directement suite aux besoins et aux défis auxquels font face les scientifiques et les responsables de la gestion pour mettre en place une pêche durable dans un paysage en pleine évolution. Notre objectif est de rassembler les meilleures compétences et connaissances spécialisées et de profiter de cette occasion pour répondre à des questions techniques fondamentales, dégager des solutions possibles et inventer une nouvelle conception de la pêche au XXI^e siècle qui tienne compte de son rôle aux plans mondial et régional et qui permette d'assurer sa gestion durable dans les décennies à venir.

Les enjeux sont élevés, et il appartient à cette génération d'experts de relever le défi, non seulement de présenter des éléments probants, mais aussi de définir des mesures qui pourront être appliquées par les acteurs responsables. Je suis convaincu que cet événement sera à la hauteur des attentes et aboutira aux solutions dont les communautés ont besoin pour faire progresser la gestion durable dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

En tant que seule grande industrie agroalimentaire à s'appuyer sur les cycles naturels des ressources biologiques renouvelables, le secteur doit continuer à se développer tout en améliorant son statut de durabilité.



Manuel Barange
Directeur

Département des pêches
et de l'aquaculture de la
FAO

Organisateur du colloque

REMERCIEMENTS

Le colloque est organisé sous la supervision de M. Manuel Barange, Directeur du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO et organisateur du colloque, et sous la coordination de Mme Vera Agostini, Directrice adjointe de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO et Présidente du Comité d'organisation local, et de Mme Diana Fernández de la Reguera.

Le Département des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tient à remercier tous les membres du Comité consultatif du colloque pour leur participation des plus utiles à la préparation de cet événement, ainsi que le Comité d'organisation local pour sa contribution remarquable.

Des remerciements sont également adressés à tous les orateurs et intervenants qui ont accepté de mettre leur savoir-faire et de leurs connaissances au service de l'élaboration d'une nouvelle conception de la pêche au XXI^e siècle et de la planification de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030).

Le soutien technique et financier apporté par la FAO et tous les partenaires du colloque à l'organisation générale de celui-ci est particulièrement apprécié.

Nous sommes également très reconnaissants au Comité d'organisation local pour sa contribution à la réussite de cet événement.

De chaleureux remerciements sont adressés à M. Silvio Alejandro Catalano, coordonnateur du Salon de l'innovation, à M. Luca Limongelli, coordonnateur des services informatiques, à M. Benjamin Siegelman, coordonnateur de l'initiative d'apprentissage au sein de l'Organisation dans le cadre du colloque, à Mme Kimberly Sullivan, coordonnatrice de la stratégie de communication, à Mme Rumiana Uzunova, coordonnatrice des réunions et de la liaison, et à M. Weiwei Wang, coordonnateur des manifestations parallèles.

Enfin, nous tenons à saluer le Bureau du Comité des pêches de la FAO, le Département des pêches et de l'aquaculture, les Bureaux régionaux de la FAO et les organisations régionales de gestion des pêches partenaires pour leur participation au colloque ainsi que pour leur travail acharné et leur contribution à la gestion durable de la pêche dans le monde entier.

ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AOA	.....	aliments d'origine animale
ASIPES	.....	Association de la pêche industrielle, Chili
BOBP	.....	Organisation internationale du Programme du golfe du Bengale
CCAMLR	.....	Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique
CCPR	.....	Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable de 1995
CDB	.....	Convention sur la diversité biologique
CEDAW	.....	Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CENPAT	.....	CONICET – Centre national patagonien
CEPESCA	.....	Confédération espagnole de la pêche
CGPM	.....	Commission générale des pêches pour la Méditerranée
CICTA	.....	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique
CIEM	.....	Conseil international pour l'exploration de la mer
CM	.....	Commission du Mékong
CSIRO	.....	Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth
CTOI	.....	Commission des thons de l'océan Indien
DFOC	.....	Ministère Pêches et Océans Canada
FDE	.....	Fonds de défense de l'environnement
FRDV	.....	Faible revenu et déficit vivrier
HLPE	.....	Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition
IEO	.....	Institut espagnol d'océanographie
INP	.....	Institut national de la pêche
IRD	.....	Institut de recherche pour le développement, France
MSC	.....	Conseil d'intendance des mers
NEF	.....	Fondation pour une nouvelle économie
NOAA	.....	Administration nationale des océans et de l'atmosphère
ODD	.....	Objectif de développement durable
PEID	.....	Petits États insulaires en développement
PICES	.....	Organisation pour les sciences marines dans le Pacifique Nord
PME	.....	Production maximale équilibrée
RISE	.....	Institut de recherche de Suède
RSN	.....	Réseau des secrétariats des organes régionaux des pêches
SOFIA	.....	Rapport de la FAO sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture
USGS	.....	Service géologique des États-Unis
WCS	.....	Société pour la conservation de la faune sauvage
WWF	.....	Fonds mondial pour la nature



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Colloque international sur la gestion durable des pêches

THÈME DU COLLOQUE

La pêche marine et la pêche continentale sont aujourd'hui à la croisée des chemins. Elles contribuent de manière fondamentale et croissante à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à la pérennité des moyens d'existence, en particulier dans de nombreux pays à faible revenu et à déficit vivrier en Afrique, en Asie et en Océanie.

Cependant, malgré des avancées notables, la part des stocks de poissons marins pêchés à un niveau biologiquement viable continue de baisser, surtout dans les régions les moins développées, tandis que la pêche continentale est fortement touchée par la hausse de la demande d'eau douce. À cela s'ajoute le fait que nous vivons dans un monde en mutation rapide dont les effets sur le secteur halieutique se font de plus en plus sentir à mesure que nous approchons du milieu du siècle. Parmi les nombreux facteurs en cause figurent les éléments suivants:

- La population mondiale atteindra 9,5 milliards de personnes d'ici à 2050, et la population du continent africain augmentera de plus d'un milliard de personnes par rapport à aujourd'hui.
- Parallèlement, on assiste à un important déplacement des populations vers les zones côtières, qui s'accompagne d'un développement des activités terrestres ayant des conséquences environnementales néfastes sur la pêche côtière en raison, par exemple, de l'augmentation du ruissellement d'origine agricole ou de l'urbanisation.
- Le développement économique continuera de stimuler l'augmentation de la consommation de protéines animales, la consommation annuelle de poisson devant dépasser 25 kg par habitant d'ici à 2025, soit une hausse de plus de 20 pour cent par rapport à aujourd'hui.
- Les changements climatiques pourraient contraindre les populations et les entreprises côtières à se relocaliser à la suite du déplacement des ressources, ce qui pourrait engendrer des conflits entre les utilisateurs.



LA POPULATION MONDIALE ATTEINDRA 9,5 MILLIARDS DE PERSONNES D'ICI À 2050



LA CONSOMMATION ANNUELLE DE POISSON DEVRAIT DÉPASSER 25 KG PAR HABITANT D'ICI À 2025,

20% UNE HAUSSE DE PLUS DE 20 POUR CENT PAR RAPPORT À AUJOURD'HUI

- Les paradigmes de la préservation de la biodiversité bousculent notre façon de voir les systèmes naturels et nos attentes à leur égard, ce qui a des répercussions sur la pêche de capture, seul grand secteur de la production alimentaire qui repose sur l'exploitation durable des populations sauvages.
- Enfin, des technologies novatrices rendent la traçabilité des produits, de la mer à l'assiette, plus accessible dans toute la chaîne de valeur. Cette évolution influencera les choix que font au quotidien les entreprises et les organes de réglementation tout comme les diverses parties prenantes et les citoyens.

Le secteur halieutique doit inventer une conception de la pêche de capture du XXI^e siècle, dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable – une conception qui reflète mieux la façon dont la société perçoit cette activité et en tire parti. Qu'attendons-nous du secteur halieutique dans cet environnement en mutation? Comment concilier le développement socioéconomique inclusif et les exigences des consommateurs et de la chaîne de valeur avec la nécessité de préserver les ressources, les écosystèmes et la biodiversité? Comment appuyer la prise de décisions fondées sur des éléments concrets dans les pays développés et en développement lorsque le volume de données à notre disposition est tel que nous pourrions nous trouver dans l'incapacité de confirmer leur validité?

Les débats et conclusions des participants ouvriront la voie à l'élaboration d'une nouvelle conception de la pêche de capture, qui définira les moyens par lesquels le secteur pourra répondre aux défis sociétaux complexes et en rapide évolution

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif du colloque est de déterminer les pistes à suivre pour renforcer l'interaction des sciences et des politiques au niveau de la production, de la gestion et du commerce halieutiques, sur la base de principes de durabilité solides, afin d'améliorer les résultats dans la pratique.

En définitive, les débats et conclusions des participants ouvriront la voie à l'élaboration d'une nouvelle conception de la pêche de capture, qui définira les moyens par lesquels le secteur pourra répondre aux défis sociétaux complexes et en rapide évolution et appuyer la planification de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030).

Le principal aboutissement du colloque sera un document technique sur les questions décrites ci-dessus. Résultat de la synthèse des informations et des débats de chacune des sessions du colloque, ce document sera élaboré par le Secrétariat de la FAO et remis au Comité des pêches (COFI) à sa trente-quatrième session. Il présentera des informations quantitatives sur la situation en matière de gestion durable des pêches, des exemples de pratiques optimales dans les domaines de la gestion et des partenariats, ainsi que des recommandations pour mieux relier les éléments probants et les politiques afin d'assurer la viabilité de la pêche au XXI^e siècle.

CES DOCUMENTS SERVIRONT À:

- a) définir et formuler une nouvelle vision de la gestion durable de la pêche au XXI^e siècle;
- b) promouvoir l'élaboration de stratégies axées sur la mise en place de mesures et de politiques synergiques et porteuses à plusieurs niveaux pour favoriser une pêche durable tout en respectant les engagements internationaux;
- c) renforcer les engagements vis-à-vis du Code de conduite de la FAO pour une pêche durable et de ses instruments connexes, et conduire à de nouveaux partenariats avec la FAO;
- d) faciliter les délibérations des pays sur la possibilité de créer un sous-comité des pêches lors de la trente-quatrième session du Comité des pêches;
- e) appuyer la planification de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030), dans l'optique de contribuer à l'action concertée qui est menée pour évoluer vers l'océan dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons.

Comité consultatif international et fonctionnaires de la FAO en charge des sessions

Les experts suivants sont membres du Comité consultatif international et contrôlent le contenu technique et scientifique des différentes sessions du colloque.



M^{ME} VERA AGOSTINI

Responsable FAO pour la session 2.
Présidente du Comité d'organisation local. Directrice adjointe de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.



M^{ME} MOLLY AHERN

Responsable FAO pour la session 3.
Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.



M. MANUEL BARANGE

Responsable FAO pour la session 6.
Organisateur du colloque de la FAO. Directeur de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.



M^{ME} CLAUDIA S. BELTRAN TURRIAGO

Consultante en chaîne de valeur halieutique, El Salvador.



M. ANTHONY CHARLES

Faculté de l'environnement et École de commerce, Université Saint Mary's, Canada.



M. SLOANS KALUMBA CHIMATIRO

Consultant en pêche et aquaculture, Malawi.



M. KEVERN COCHRANE

Département de l'ichtyologie et des sciences halieutiques, Université Rhodes, Afrique du Sud.



M. GUILLERMO COMPEAN

Commission interaméricaine du thon tropical, États-Unis d'Amérique.



M. CHRISTOPHER COSTELLO

Faculté Donald Bren des sciences et de la gestion de l'environnement, Université de Californie, Santa Barbara États-Unis d'Amérique.



M. LIFENG CUI

Centre national chinois de diffusion des technologies halieutiques, Société chinoise des pêches, Chine.



M^{ME} CHARLOTTE DE FONTAUBERT

Banque mondiale, États-Unis d'Amérique.



M^{ME} NICOLE FRANZ

Responsable FAO pour la session 4.
Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.



**MME ELIZABETH
FULTON**

*Organisation de la
recherche scientifique
et industrielle du
Commonwealth, Australie.*



**M. NICOLAS
GUTIERREZ**

*Responsable FAO pour la
session 1.
Division des politiques et des
ressources des pêches et de
l'aquaculture de la FAO, Italie.*



M. RAY HILBORN

*Faculté des sciences
aquatiques et halieutiques,
Université de Washington,
États-Unis d'Amérique.*



**MME AMBER HIMES-
CORNELL**

*Responsable FAO pour la
session 8.
Division des politiques et des
ressources des pêches et de
l'aquaculture de la FAO, Italie.*



M. AUDUN LEM

*Responsable FAO pour la
session 5.
Division des politiques et des
ressources des pêches et de
l'aquaculture de la FAO, Italie.*



M. SIMON JENNINGS

*Conseil international pour
l'exploration de la mer,
Danemark.*



M. ANTHONY LONG

*Global Fishing Watch, États-
Unis d'Amérique.*



**MME EDITRUDITH
LUKANGA**

*Forum mondial des
aquaculteurs et pêcheurs,
Tanzanie.*



MME ABIGAIL LYNCH

*Centre national scientifique
de l'adaptation aux
changements climatiques,
Service géologique des
États-Unis, États-Unis
d'Amérique*



**M. BERTRUM H.
MACDONALD**

*École de gestion de
l'information, Université
Dalhousie, Halifax
Canada.*



**M. ALASTAIR
MACFARLANE**

*Ministère de l'industrie
primaire, Nouvelle-Zélande.*



**MME SANGEETA
MANGUBHAI**

*Société pour la
conservation de la faune
sauvage, Fidji.*



MME ANA PARMA

Centro Nacional Patagónico (CONICET), Argentine.



M. ERNESTO PENAS LADO

Consultant en politique halieutique internationale, Espagne.



M. MARC TACONET

*Responsable FAO pour la session 7.
Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.*



MME SHAKUNTALA THILSTED

WorldFish, Malaisie.



MME VIVIANNE SOLIS

CoopeSolidAR R.L., Costa Rica.



M. RASHID SUMAILA

Institut des océans et de la pêche, Université de la Colombie-Britannique, Canada.



M. ATSUSHI SUNAMI

Institut de recherche sur les politiques océaniques, Fondation Sasakawa pour la paix, Japon.



MME MERYL J. WILLIAMS

Section des problématiques hommes-femmes dans l'aquaculture et la pêche, Société des pêches d'Asie, Malaisie.



M. YIMIN YE

*Responsable FAO pour la session 1.
Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Italie.*

PARTENAIRES

Le Colloque international sur la gestion durable des pêches est organisé avec l'appui technique et économique de la FAO et des partenaires ci-après:



STRUCTURE ET THÉMATIQUES DES SESSIONS

Le Colloque international sur la gestion durable des pêches s'articule autour de huit sessions thématiques sur les sujets suivants:

SESSION 1	État des lieux de la gestion durable de la pêche aux niveaux mondial et régional et conséquences en termes d'élaboration des politiques et de gestion
SESSION 2	Gestion durable de la pêche: établir des liens entre conservation de la biodiversité et sécurité alimentaire
SESSION 3	Le rôle du poisson dans la sécurité alimentaire et la nutrition: de la mer à l'assiette
SESSION 4	Assurer des moyens d'existence durables aux pêcheurs
SESSION 5	L'économie de la pêche
SESSION 6	La gestion de la pêche face au changement climatique
SESSION 7	Systèmes d'information sur la pêche et nouvelles technologies
SESSION 8	Perspectives en matière d'action publique au service de la pêche au XXI ^e siècle

Les sessions prendront la forme de séances plénières d'environ deux heures chacune. Les sessions 1 à 8 s'articulent autour de deux exposés et de deux groupes de discussion réunissant cinq intervenants chacun. L'orateur principal de chaque groupe résumera l'état des connaissances et présentera les grands sujets de la thématique. Les intervenants prendront ensuite la parole en s'aidant des questions indicatives qui leur auront été communiquées, et les participants auront aussi l'occasion de réagir en temps réel. La session 9 sera l'occasion pour les rapporteurs des différentes sessions de présenter leurs conclusions et messages principaux.



SALON DE L'INNOVATION DE LA PÊCHE

Un Salon de l'innovation sur le thème de la pêche, de la durabilité et des produits d'origine marine sera organisé dans le cadre du Colloque international sur la gestion durable des pêches de la FAO. Il débutera le matin du 18 novembre et se poursuivra jusqu'à la fin du colloque sous la forme d'une présentation interactive dans l'Atrium du Siège de la FAO.

Cette manifestation a pour vocation de mettre en avant des initiatives et des projets dynamiques et novateurs qui contribuent, sous différents angles, à la gestion durable de la pêche. Les initiatives sélectionnées abordent divers aspects des sciences et de la gestion halieutiques ainsi que la manière dont ils favorisent la gestion durable de la pêche et la préservation de la biodiversité, l'atténuation de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la nutrition et d'autres éléments d'importance pour les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Par ailleurs, le Salon de l'innovation sera l'occasion, pour tous les visiteurs, de s'inspirer des projets présentés, d'en tirer des connaissances et de rencontrer des partenaires et d'autres participants passionnés et directement concernés par la gestion durable de la pêche au XXI^e siècle.

MANIFESTATIONS PARALLÈLES

Deux manifestations parallèles consacrées à des aspects spécifiques de l'innovation se tiendront également dans le cadre du Salon de l'innovation.

- **L'innovation bleue: technologies et tendances nouvelles pour la gestion durable de la pêche**
- **Initiatives régionales novatrices au niveau régional dans la gestion durable de la pêche et la conservation des écosystèmes marins (organisée par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée).**

Session 1

État des lieux de la gestion durable de la pêche aux niveaux mondial et régional et conséquences en termes d'élaboration des politiques et de gestion

Responsables de session (FAO): Yimin Ye et Nicolás Gutiérrez



DESCRIPTION DE LA SESSION

La gestion durable de la pêche revêt une importance cruciale pour les écosystèmes marins et les communautés qui dépendent du poisson et de la pêche. Bien qu'il n'existe pas de définition universelle, il est généralement admis que la durabilité vise à répondre aux besoins des populations actuelles sans mettre en péril la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Dans le contexte de la pêche, ces besoins peuvent englober un éventail complexe d'objectifs ayant trait, notamment, à l'approvisionnement alimentaire, à l'emploi et aux exigences en matière de revenu et de nutrition, ainsi que toute une série de facteurs sociaux. Face à cette complexité, la gestion durable de la pêche doit être traduite sous forme d'indicateurs concrets facilitant la mise en œuvre des politiques et le contrôle de son efficacité.

Les indicateurs relatifs à l'abondance des stocks de poissons et à la mortalité par pêche sont souvent utilisés pour évaluer la durabilité biologique. La FAO surveille l'état des stocks de poissons dans le monde depuis 1974 et travaille actuellement à l'évaluation d'environ 450 stocks par zone statistique de la FAO afin de définir des indices de durabilité biologique ventilés selon des critères géographiques. Ceux-ci sont ensuite repris dans le rapport de l'Organisation sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, qui paraît tous les deux ans. Le rapport examine les grandes tendances du secteur de la pêche et de l'aquaculture, y compris l'état des ressources halieutiques. Les analyses présentées se fondent essentiellement sur les résultats d'évaluations formelles des stocks menées par des instituts de recherche, des organes de gestion et des organisations régionales et internationales de la pêche, ou, lorsque ces données quantitatives ne sont pas disponibles, sur des évaluations qualitatives réalisées à l'aide des statistiques mondiales de la FAO relatives aux captures et de diverses sources d'information complémentaires. Pour ce qui est de la pêche continentale, les facteurs environnementaux associés à ce type de pêche et l'absence de statistiques nationales font qu'il est très difficile de déterminer l'état de leurs stocks. Parmi les cibles de l'objectif de développement durable (ODD) 14 figure le rétablissement, d'ici à 2020, de tous les stocks surexploités; l'indicateur 14.4.1 relatif à la proportion de stocks de poissons dont le niveau est biologiquement viable a été adopté en vue d'examiner les progrès réalisés par les pays sur cette voie. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture et l'indicateur susmentionné des ODD reposent tous deux sur la notion de production maximale équilibrée, conformément à d'autres instruments internationaux.

Pour ce qui est de la pêche continentale, les facteurs environnementaux associés à ce type de pêche et l'absence de statistiques nationales font qu'il est très difficile de déterminer l'état de leurs stocks.

La session s'articulera autour de trois questions. Premièrement, quelle est la situation actuelle en matière de gestion durable de la pêche aux échelons mondial et régional? Deuxièmement, quelles sont les difficultés liées au suivi de l'état des stocks aux niveaux régional et mondial, et quelles sont les solutions possibles? Troisièmement, quels sont les défis à relever et les solutions à mettre en œuvre pour orienter la pêche mondiale vers des pratiques biologiquement viables tout en faisant une large place aux régions en développement? La session aura pour finalité, d'une part, de faire état des progrès et des échecs dans le suivi de la durabilité biologique aux niveaux mondial et régional, et, d'autre part, de déterminer ce qu'il faut faire pour améliorer la gestion durable de la pêche à l'échelle mondiale.

Les thèmes sélectionnés sont étroitement liés aux efforts déployés pour atteindre la cible 4 de l'ODD 14, dont l'indicateur porte sur la proportion de stocks de poissons se situant à un niveau biologiquement viable. Dans ce contexte, la session sera également l'occasion de tenter de répondre aux questions suivantes:

- Où en sommes-nous dans la réalisation de la cible 14.4 sur la réglementation de la pêche et l'élimination de la surpêche?
- Comment évaluer au mieux les progrès réalisés sur la voie de la concrétisation de la cible 14.4?
- Quels sont les défis rencontrés et les enseignements tirés dans le cadre des efforts entrepris pour atteindre la cible 14.4?

La session aura également pour vocation de définir un programme de recherche et une stratégie en vue de:

- renforcer les pratiques en matière d'élaboration des politiques et de gestion pour améliorer les résultats de la pêche partout dans le monde;
- trouver des pistes concrètes pour assurer la gestion durable de la pêche, en particulier pour les régions qui en ont le plus besoin.

LES RÉSULTATS DE LA SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduction de la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 8 – croissance économique, cibles 14.4, 14.6 et 14.A des ODD, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

1 L'initiative mise en place par la FAO pour surveiller l'état des stocks mondiaux de poissons est l'analyse la plus fiable et la plus complète de la situation aux niveaux régional et mondial puisqu'elle couvre environ 70 pour cent des prises marines mondiales et environ 400 espèces/stocks (FAO, 2018). Il convient, dans la mesure du possible, d'intégrer d'autres activités de suivi fiables, comparables et validées afin d'améliorer la couverture, la cohérence et l'exactitude de ces évaluations.

2 À l'échelle mondiale, la part des stocks de poissons pêchés à un niveau biologiquement viable est en baisse: de 90 pour cent en 1974, elle est passée à 66,9 pour cent en 2015 (FAO, 2018). Si des régions ou pays développés ont rétabli des stocks surexploités et éliminé en grande partie la surpêche, les pays en développement font face à une aggravation de la situation s'agissant de la surcapacité, de la production par unité d'effort et de la viabilité des ressources (Ye et Gutierrez, 2017; Rousseau *et al.*, 2019).

3 Il n'existe actuellement aucune initiative équivalente destinée à surveiller l'état de la pêche continentale, ce qui restreint notre capacité à analyser et à évaluer la situation au regard de la gestion durable de la pêche de capture continentale dans le monde.

4 L'évaluation de l'état des stocks aux niveaux régional et mondial serait considérablement renforcée par une collecte, une conservation et une gestion plus efficaces des données, par l'amélioration des protocoles de saisie et d'intégration des données qualitatives aux méthodes d'évaluation, et par une meilleure aptitude à mener des évaluations. Les informations et connaissances sur la pêche, à condition de reposer sur les meilleures données scientifiques disponibles et d'avoir été validées par des acteurs compétents, appuieront l'élaboration de politiques bien conçues et favoriseront la gestion durable par les pays et les régions de leurs stocks de poissons.



30%

**ENVIRON DU TOTAL
DES CAPTURES DE
POISSONS SAUVAGES
DÉBARQUÉES SONT
QUANTIFIÉES**

SOIT MOINS DE

20%

**DU NOMBRE
TOTAL D'ESPÈCES
CAPTURÉES**



**LA GESTION
DURABLE DE LA
PÊCHE NE POURRA
SE CONCRÉTISER
QUE S'IL EXISTE UNE
VOLONTÉ POLITIQUE
DE COMBATTRE LA
SURPÊCHE**

5 Tout porte à croire qu'il existe un lien direct entre, d'une part, l'exhaustivité et l'efficacité des systèmes de gestion de la pêche, dont la capacité à évaluer les stocks, et, d'autre part, l'état des stocks. Dans ce contexte, il n'est pas anodin que les évaluations quantitatives des stocks ne concernent que 30 pour cent environ du total des captures de poissons sauvages débarquées (RAM Legacy Database; Ricard *et al.*, 2012), soit moins de 20 pour cent du nombre total d'espèces capturées (Costello *et al.*, 2012).

6 Les stocks plus petits des pays en développement et ceux dont la gouvernance est insuffisante sont souvent en plus mauvais état et sont exposés à un risque accru de surpêche (Ye et Gutierrez, 2017). Le problème principal, en particulier pour la pêche continentale, tient souvent aux difficultés politiques associées à la gestion des droits d'accès et à un effort de pêche excessif quand les niveaux de pauvreté sont élevés et que les possibilités d'emploi en dehors du secteur halieutique sont rares et insuffisantes pour assurer des moyens d'existence.

7 Il est indispensable de comprendre les conditions écologiques, sociales, économiques et institutionnelles dans lesquelles les pêcheries évoluent pour améliorer le suivi, l'évaluation et la gestion de la pêche artisanale. Les capacités locales, notamment la mise en place de communautés de pratique, doivent être exploitées pour concevoir et exécuter des stratégies adaptées à chaque situation.

8 Par ailleurs, il faut de toute urgence définir des règles concernant l'évaluation des stocks de poissons et l'encadrement des captures qui soient compatibles avec les situations marquées par un déficit de données et un manque de moyens, notamment la pêche continentale, et qui tiennent compte des pratiques de pêche et des règles informelles existantes, afin d'améliorer la gestion durable dans les régions en développement et dans les pêcheries artisanales. Il est inutile de tenter de reproduire des stratégies conçues et employées par les régions développées.

9 Il apparaît indispensable de renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour assurer une gestion modulable de la pêche (y compris la prise et la mise en œuvre des décisions) avec la participation de toutes les parties prenantes, surtout dans les pays en développement.

10 En résumé, la gestion durable de la pêche ne pourra se concrétiser que s'il existe une volonté politique de combattre la surpêche. Il faudra pour cela mener un travail de longue haleine au plan mondial en vue de renforcer les mécanismes d'évaluation et de gestion, et notamment adopter des politiques durables susceptibles d'influencer des secteurs entiers de l'économie. La recherche de nouvelles possibilités de réaménager les capacités de pêche excessives dans la pêche maritime et continentale et la lutte contre les effets négatifs de la pêche sur l'environnement seront des aspects cruciaux des activités destinées à assurer une pêche durable et productive.

GROUPE DE DISCUSSION 1

ÉTAT DES STOCKS AUX NIVEAUX MONDIAL ET RÉGIONAL: OÙ EN SOMMES-NOUS ET QUELLE EST LA DIRECTION À PRENDRE?

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Évaluer la durabilité de la pêche mondiale.

Ray Hilborn, Université de Washington (UW), États-Unis d'Amérique

PRÉSIDENCE

Ichiro Nomura, Agence japonaise de coopération internationale, Indonésie

INTERVENANTS

David Agnew, Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), Australie.

Steven J. Cooke, Université de Carleton (CU), Canada

Carmen Fernández, Institut espagnol d'océanographie (IEO), Espagne.

Libby Logewell, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique.

Elayaperumal Vivekanandan, Organisation internationale du Programme du golfe du Bengale (BOBP), Inde.

GROUPE DE DISCUSSION 2

PARVENIR À UNE GESTION DURABLE DE LA PÊCHE: LE POINT DE VUE DU MONDE EN DÉVELOPPEMENT

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Gestion de la pêche fondée sur des éléments probants: comment faire en sorte que la pêche mondiale soit biologiquement viable?

Ana M. Parma, Centro Nacional Patagónico (CONICET), Argentine.

PRÉSIDENCE

Ichiro Nomura, Agence japonaise de coopération internationale, Indonésie

INTERVENANTS

Graça Bauleth D'Almeida, Ministère de la pêche et des ressources marines, Namibie.

Paul de Bruyn, Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), Seychelles.

Macarena Cepeda, Association de la pêche industrielle (ASIPES), Chili.

Duto Nugroho, Agence de recherche et de développement halieutiques, Indonésie.

Yemi Oloruntuyi, Conseil d'intendance des mers (MSC), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

QUESTIONS

- 1 Les sciences halieutiques sont en bonne voie et une quantité de ressources sans précédent est consacrée à l'évaluation et à la gestion de la pêche. Pourtant, une part considérable des stocks demeure surexploitée. **Pourquoi ne parvenons-nous pas à inverser cette tendance?**
- 2 Il est important de surveiller l'état des stocks et/ou de comprendre le potentiel productif d'un stock pour concevoir des interventions et prendre des décisions en matière de gestion, mais la plupart des pays ne surveillent pas leurs ressources. **Quelles sont les principales lacunes (collecte des données, analyse de l'information, communication des résultats, etc.) et comment y remédier?**
- 3 Les méthodes d'évaluation des stocks sont de plus en plus complexes et gourmandes en données, mais elles ne sont toujours pas à la portée des responsables et scientifiques de par le monde. Dans ce contexte, **dans quels domaines devrions-nous investir en priorité pour réduire le nombre de pêcheries non évaluées et, par conséquent, non gérées à l'échelle mondiale?**
- 4 Nombre de nouvelles technologies sont appliquées à la gestion de la pêche, notamment des systèmes de localisation des bateaux et des systèmes d'observation automatisés avec caméra. **Pensez-vous que la technologie a un rôle important à jouer dans l'amélioration des résultats de la pêche, par exemple en haute mer?**
- 5 On a souvent invoqué le déficit d'information, et en particulier de séries chronologiques de données halieutiques, et l'insuffisance des moyens techniques pour justifier le fait que peu de mesures et de décisions soient prises en matière de gestion. D'après votre expérience, **cette justification est-elle acceptable? Que peut-on faire pour assurer la gestion durable de la pêche malgré ces contraintes?**
- 6 De nombreuses organisations, dont la FAO, ont mis en place des programmes de formation pour renforcer la capacité des pays en développement à évaluer et à gérer leur pêche. D'après vous, **ces programmes sont-ils efficaces? Si non, quelles sont les solutions qui permettraient de garantir des capacités techniques durables et efficaces?**
- 7 La mise en place d'une gestion durable de la pêche requiert toute une série d'efforts coordonnés en matière de suivi, d'évaluation, de gestion et de conformité, notamment. D'après votre expérience, **quels sont les principaux goulets d'étranglement qui font obstacle à la gestion durable de la pêche?**
- 8 Depuis des décennies, des programmes d'assistance au développement et à la gestion durable de la pêche dans le monde en développement et de la pêche artisanale sont mis en œuvre, souvent sans grand succès. **Comment inciter les décideurs à veiller à ce que les politiques de gestion durable soient exécutées et portent leurs fruits?**

Session 2

Gestion durable de la pêche: établir des liens entre conservation de la biodiversité et sécurité alimentaire

Responsable de session (FAO): Vera N. Agostini



DESCRIPTION DE LA SESSION

La diversité biologique et les relations complexes entre les espèces et les populations, leurs fonctions et l'environnement sont le fondement de l'alimentation et des moyens d'existence dont dépend notre population en pleine croissance. Cela étant, bien que l'approvisionnement alimentaire et les systèmes écologiques et socioéconomiques soient inextricablement liés, les objectifs de conservation de la biodiversité sont souvent jugés incompatibles avec les objectifs de sécurité alimentaire. Cette idée est renforcée par le fait que les responsabilités qui en découlent sont souvent attribuées à des ministères et à des organismes internationaux différents. Depuis quelques années, des instances nationales et internationales préconisent de plus en plus une meilleure intégration de ces objectifs, compte tenu de leur intérêt commun pour la durabilité et du caractère indispensable de celle-ci.

Les objectifs en matière de pêche sont abordés dans toute une série d'instruments normatifs, de directives et d'engagements. Le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable de 1995 et l'approche écosystémique des pêches, par exemple, décrivent différentes initiatives à prendre dans le secteur de la pêche en faveur de la conservation de la biodiversité. Des cibles convenues au niveau international ont été définies dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et des objectifs d'Aichi pour la biodiversité découlant de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et orientent les interventions menées par les pays dans le secteur halieutique pour concrétiser les objectifs de conservation de la biodiversité.

Comment nous assurer de pouvoir satisfaire les besoins nutritionnels d'une population mondiale en pleine croissance tout en veillant à ce que nos écosystèmes marins soient préservés et puissent contribuer à l'avenir à la production alimentaire?

Tout ceci soulève un certain nombre de questions importantes. Comment faire concorder les objectifs de la pêche avec les objectifs de biodiversité? Avons-nous les données et les systèmes nécessaires pour assurer une bonne mise en œuvre et une transparence réelle et atteindre les objectifs communs ou convenus à différentes échelles? Comment nous assurer de pouvoir satisfaire les besoins nutritionnels d'une population mondiale en pleine croissance tout en veillant à ce que nos écosystèmes marins soient préservés et puissent contribuer à l'avenir à la production alimentaire?

Il nous faut des connaissances plus approfondies, une communication efficace et des outils novateurs à mettre au service des objectifs communs et/ou complémentaires, ainsi que des mécanismes de responsabilité partagée, au besoin. Les organisations et les personnes qui travaillent dans les domaines de la pêche et de la conservation de la biodiversité semblent s'accorder sur un triple objectif ultime – durabilité écosystémique, sociale et économique –, mais comment amener plus rapidement cette transformation? Comment passer de la description et du suivi de la santé des stocks de poissons à ceux de la santé des écosystèmes, et inciter les pays et les organisations internationales à rendre compte des services d'approvisionnement, de soutien et de régulation fournis par les ressources marines renouvelables, ainsi que des bénéfices socioculturels qu'elles apportent?

L'objectif de cette session est de montrer à quel point la gestion durable de la pêche et la conservation de la biodiversité sont fondamentalement interconnectées et interdépendantes, et d'examiner le caractère évolutif de la gestion de la pêche dans ce contexte.

Nous déterminerons comment conjuguer plusieurs objectifs et tenterons de répondre à certaines questions, notamment: Quels cadres existants peuvent nous aider à analyser les compromis, les avantages et les risques, et à définir des cibles judicieuses? Quels sont les messages et les informations que nous devrions communiquer afin d'encourager la prise de mesures concrètes? Quels groupes de parties prenantes devrions-nous faire intervenir? Comment la diversité femmes-hommes et l'inclusion peuvent-elles nous aider à obtenir de meilleurs résultats? Quel est le rôle des mesures d'incitation économiques? Quels partenariats devons-nous mettre en place pour progresser? À partir des résultats obtenus à ce jour, nous ferons le point sur les données scientifiques et les solutions pratiques de gestion requises et aborderons les défis à relever et les occasions à saisir pour que la masse critique d'initiatives aboutisse à des politiques et actions concertées.

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 3 – santé et bien-être, ODD 8 – croissance économique, cibles 14.2 et 14.c des ODD, ODD 15 – vie terrestre, ODD 16 – institutions efficaces, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Objectifs d'Aichi découlant de la Convention sur la diversité biologique, Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR:

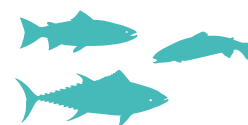
1 La pêche de capture est le seul grand secteur de la production alimentaire qui repose entièrement sur les cycles de production naturels et la grande diversité taxonomique des écosystèmes aquatiques sauvages. Les bases de données de la FAO sur la production renferment des données sur 2 144 catégories d'espèces dans la pêche de capture et 608 dans la production aquacole, pour un total de 2 346 espèces exploitées (en 2019).

2 La biodiversité aquatique contribue de manière déterminante à faire en sorte que la pêche continue de jouer un rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans les pays en développement. La bonne santé des écosystèmes est une condition préalable à la satisfaction des besoins d'une population qui croît, mais la surexploitation, la pollution et la destruction des habitats menacent déjà les services rendus par les écosystèmes aquatiques, qui sont estimés à 78,6 billions d'USD, soit environ l'équivalent du PIB mondial (Costanza *et al.*, 2017).

3 On estime que 60 pour cent de la population mondiale de vertébrés et 40 pour cent des espèces d'insectes diminuent depuis 1970 (OCDE, 2019). Les indicateurs relatifs aux habitats affichent également des diminutions inquiétantes: la planète a perdu 50 pour cent de ses coraux vivants et 85 pour cent de ses zones humides depuis les années 1870 (IPBES, 2019).

4 Bien que le rapport direct entre la surpêche et le risque élevé d'extinction soit confirmé pour les espèces terrestres (Benitez-Lopez *et al.*, 2017, Science), très peu d'espèces aquatiques se sont éteintes à l'échelle mondiale, et aucune espèce ichtyologique exclusivement marine n'a disparu en raison de la pêche (McCauley *et al.*, 2015). On observe néanmoins une défaunation et une perte de biodiversité aux niveaux local et régional qui découlent essentiellement de l'exploitation et/ou de la destruction des habitats (Dulvy *et al.*, 2003).

5 En revanche, l'eau douce peu profonde, les systèmes estuariens et les marécages côtiers comptent parmi les habitats les plus menacés au monde en raison de la panoplie variée et complexe de secteurs qui exploitent l'eau douce et dont les activités agissent sur celle-ci. Les conséquences qui s'ensuivent au niveau de la biodiversité, de l'état des écosystèmes et, partant, de la contribution de la pêche continentale à la sécurité alimentaire et à la stabilité des moyens d'existence, sont bien réelles.



LA PÊCHE DE CAPTURE EST LE SEUL GRAND SECTEUR DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE QUI REPOSE ENTièrement SUR LES CYCLES DE PRODUCTION NATURELS ET LA GRANDE DIVERSITÉ TAXONOMIQUE DES ÉCOSYSTÈMES AQUATIQUES SAUVAGES



**LES FEMMES
APPORTENT DES
CONTRIBUTIONS
IMPORTANTES
À LA CHAÎNE DE
VALEUR GRÂCE À
LA BIODIVERSITÉ
AQUATIQUE,
NOTAMMENT EN
EXPLOITANT LEURS
CONNAISSANCES
À CE SUJET, QUI
SONT SOUVENT
DIFFÉRENTES
DE CELLES DES
HOMMES.**

- 6** La gestion et la conservation des habitats et des stocks de poissons, en ce compris les activités de restauration et de reconstitution de ceux-ci, se sont avérées utiles à de nombreux égards. On estime que chaque dollar consacré à la remise en état des habitats côtiers est susceptible de rapporter 15 USD (objectifs d'Aichi pour la biodiversité, 2015), et que chaque dollar investi dans la reconstitution des stocks de poissons peut rapporter environ 4,8 USD (Sumaila, 2012).
- 7** Dans de nombreux contextes sociogéographiques, les femmes apportent des contributions importantes à la chaîne de valeur grâce à la biodiversité aquatique, notamment en exploitant leurs connaissances à ce sujet, qui sont souvent différentes de celles des hommes.
- 8** La perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes font obstacle à la concrétisation de 35 des 44 cibles associées aux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 relatifs à la pauvreté, à la faim, à la santé, à l'eau, aux villes, au climat, aux océans et à la terre (ODD 1, 2, 3, 6, 8, 11, 13, 14 et 15) (IPBES, 2019). Il convient de définir les objectifs et priorités qui nous aideront à faire en sorte que les besoins nutritionnels des populations soient satisfaits tout en préservant la résilience des écosystèmes, et de prendre les mesures nécessaires à leur concrétisation. Les principaux éléments qui favorisent la conservation de la biodiversité et l'approvisionnement alimentaire tiré des systèmes aquatiques étant similaires, il devrait être possible d'aligner les différents objectifs et priorités.
- 9** On observe une convergence progressive vers des objectifs communs dans ces deux entreprises complémentaires (par exemple Worm *et al.*, 2009; Assemblée générale des Nations Unies, 2015), mais les progrès sont lents et le manque de communication et de mesures d'incitation à la collaboration entraîne souvent des désaccords et des malentendus qui sont à l'origine de sérieuses déconvenues.
- 10** Pour faciliter la prise en considération des facteurs sous-jacents et faire converger les objectifs de sécurité alimentaire et de conservation de la biodiversité, nous devons, d'une part, faire une place plus large aux mesures d'incitation comportementales et économiques destinées à différents types de parties prenantes et, d'autre part, créer des partenariats plus solides et plus diversifiés.
- 11** Le fait de mettre uniquement l'accent sur les résultats en matière d'économie, d'équité ou de conservation ne nous permettra pas d'atteindre les ODD en général, mais il est possible de concilier ces trois paramètres (Halpern *et al.*, 2019). Les compromis et les risques associés à la réalisation simultanée des objectifs de conservation de la biodiversité et de sécurité alimentaire sont peu connus aux plans local, national et mondial et ne sont donc souvent pas sérieusement pris en considération. Il est indispensable de songer plus directement à ces compromis lors des activités de planification et de la prise de décisions. Les politiques et institutions doivent donc les prendre en compte et chercher à aplanir les divergences, et des outils visant à les communiquer efficacement aux parties prenantes concernées doivent être élaborés.
- 12** S'il est beaucoup plus simple de définir des cibles communes lorsque les moyens d'existence sont directement liés à plusieurs dimensions de la biodiversité, l'existence de liens indirects fait ressortir l'importance plus globale d'une formulation conjointe (Salafsky et Wollenberg, 2000). Il nous faut améliorer la manière dont nous élaborons des objectifs conjoints, de même que les outils facilitant leur mise en œuvre, le suivi des progrès réalisés et la communication des résultats obtenus. Les plateformes et approches que nous utilisons actuellement (comme la gestion intégrée des zones côtières et l'approche écosystémique des pêches) à cette fin constituent une bonne base, mais elles sont rarement rigoureusement exploitées et gagneraient à être améliorées et actualisées.
- 13** Nous devons multiplier les actions concrètes aux fins de la mise en œuvre et du suivi d'objectifs équilibrés ainsi que de la communication des résultats obtenus, et veiller à définir des cibles et initiatives inclusives qui tiennent compte de la problématique femmes-hommes. Enfin, il nous faut des systèmes d'information plus efficaces et des données plus détaillées pour pouvoir décrire et suivre les progrès accomplis dans la concrétisation d'objectifs écosystémiques, sociaux et économiques intégrés, ainsi que des plans judicieux pour atteindre ces objectifs.

GROUPE DE DISCUSSION 1

VERS UN AVENIR DURABLE: FACILITER L'ADOPTION D'OBJECTIFS COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE CONSERVATION

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Conjuguer biodiversité et sécurité alimentaire – comment s'en sortir?

Beth Fulton, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), Australie.

PRÉSIDENCE

Renée Sauvé, Ministère Pêches et Océans Canada (DFO), Canada.

INTERVENANTS

Rod M. Fujita, Fonds de défense de l'environnement (EDF), États-Unis d'Amérique.

Simon Jennings, Conseil international pour l'exploration de la mer (ICES), Danemark.

Yunne Shin, Institut de recherche pour le développement (IRD), France.

Nam So, Commission du Mékong (CM), Cambodge.

Beverly Wade, Ministère de la pêche, Belize.

GROUPE DE DISCUSSION 2

PASSER À L'ACTION: CONCRÉTISER DES OBJECTIFS COMMUNS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE CONSERVATION

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Stimulants à la concrétisation commune des objectifs de biodiversité et d'approvisionnement en produits comestibles de la mer.

Chris Costello, Université de Californie à Santa Barbara (UCSB), États-Unis d'Amérique.

PRÉSIDENCE

Renée Sauvé, Ministère Pêches et Océans Canada (DFO), Canada.

INTERVENANTS

Leandro Castello, Institut polytechnique et université d'État de Virginie (VT), États-Unis d'Amérique.

Stefan Gelcich, Université pontificale catholique du Chili, Chili.

Michel Kaiser, Université Heriot-Watt (HW), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Sangeeta Mangubhai, Société pour la conservation de la faune sauvage (WCS), Fidji.

Nyawira Muthiga, Société pour la conservation de la faune sauvage (WCS), Kenya.

QUESTIONS

- 1 Où en sommes-nous dans la formulation de cibles et d'objectifs communs pour la sécurité alimentaire et la conservation?
- 2 Quelles plateformes et approches employons-nous actuellement pour définir ces objectifs communs, et quelles sont les occasions à saisir?
- 3 Quels sont les défis à relever et les possibilités à exploiter pour mettre en œuvre les objectifs communs définis au niveau national et rendre compte des résultats?
- 4 Les priorités et approches adoptées dans le cadre de la préparation des objectifs communs peuvent-elles être universelles?
- 5 Quels outils et méthodes ont été les plus efficaces s'agissant à la fois des objectifs de sécurité alimentaire et des objectifs de conservation?
- 6 Quels sont les moyens d'assurer la prise en compte de la problématique femmes-hommes et l'inclusion sociale, ou quels sont ceux qu'il convient de renforcer pour garantir de meilleurs résultats?
- 7 Quelles informations et quels messages devrions-nous communiquer, et quels groupes de parties prenantes devrions-nous faire intervenir pour encourager la prise de mesures concrètes?
- 8 Quels types de partenariats devons-nous mettre en place pour concrétiser les objectifs communs? Comment pouvons-nous tirer des enseignements des partenariats existants?

Session 3

Le rôle du poisson dans la sécurité alimentaire et la nutrition: de la mer à l'assiette

Responsable de session (FAO): Molly Ahern



DESCRIPTION DE LA SESSION

La consommation de poisson n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui: sa consommation mondiale par habitant a doublé depuis les années 1960, passant de 9,0 kg à 20,3 kg par an. Depuis 1961, la hausse annuelle moyenne de la consommation alimentaire apparente de poisson au niveau mondial a dépassé la croissance démographique et l'augmentation de la consommation de viande issue de tous les animaux terrestres confondus (FAO, 2018).

Au plan local, le poisson est la première source de protéines contribuant à une alimentation saine pour bon nombre de populations côtières et continentales, en particulier dans les zones rurales et au sein des communautés pauvres qui n'ont qu'un accès limité à d'autres sources de protéines et de micronutriments essentiels. Par ailleurs, les normes sociales associées aux femmes et aux hommes et le rôle dominant de ces derniers dans la prise de décisions peuvent conduire à des inégalités dans l'accès aux aliments d'origine animale, qui influencent à leur tour les modes de consommation de poisson dans les foyers. Parmi les 34 pays où le poisson représente plus d'un tiers de l'apport total en protéines animales, 18 sont des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et cinq sont des petits États insulaires en développement (PEID) où le poisson est au centre d'une alimentation saine. Cela étant, malgré l'importance que revêt depuis longtemps le poisson dans les régimes alimentaires à travers le monde, on ne peut qu'être frappé par sa représentation insuffisante dans les transformations nutritionnelles, et en particulier dans les stratégies visant à réduire les carences en micronutriments, là où il pourrait justement produire les meilleurs résultats.

Étonnamment, si la nutrition occupe une place importante dans les préoccupations politiques mondiales, seule une infime partie de l'aide au développement lui est consacrée à l'échelle du globe.

Le rapport 2017 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a rappelé que le poisson demeurerait l'une des meilleures sources de protéines de grande qualité, d'acides gras oméga 3 et de micronutriments, surtout pour les communautés à faible revenu qui n'ont pas toujours accès à d'autres aliments d'origine animale (HLPE, 2017). En outre, les pertes après capture et les problèmes de sécurité sanitaire des aliments liés au poisson et à d'autres espèces aquatiques engendrent des difficultés pour assurer la disponibilité du poisson et l'accès à celui-ci aux fins de la consommation humaine. En se basant sur ce rapport, le Groupe d'experts a produit ensemble de recommandations politiques négociées sur la durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ces recommandations politiques sont utilisées par les gouvernements et autres entités dans le monde pour renforcer l'importance du poisson et des pêcheries comme éléments clé pour la sécurité alimentaire, la nutrition et un régime alimentaire sain.

La dégradation des ressources en eau douce et des écosystèmes marins, qui menace les systèmes de production halieutiques du monde entier et à laquelle ces derniers peuvent contribuer, représente un danger pour l'accès à l'une des sources de protéines qui contribuent le plus à une alimentation saine dans de nombreuses zones vulnérables sur le plan nutritionnel. Des rapports récents sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables présentent de nouvelles cibles scientifiques pour nos objectifs mondiaux en matière de nutrition et de systèmes alimentaires en mettant en évidence le rôle unique du poisson tout en précisant qu'il ne devrait pas être séparé des autres secteurs du système alimentaire. La définition d'un niveau optimal de consommation de poisson et d'autres aliments d'origine animale est pourtant difficile, étant donné que les modes de consommation varient d'un pays à l'autre et que le poisson et les autres aliments d'origine animale ont une incidence complexe sur la santé des êtres humains et de l'environnement.

Étonnamment, si la nutrition occupe une place importante dans les préoccupations politiques mondiales, seule une infime partie de l'aide au développement lui est consacrée à l'échelle du globe. Dans un monde où l'on estime que 821 millions de personnes – environ une personne sur neuf – sont sous-alimentées et nécessitent un accès stable à une alimentation de haute qualité, il reste difficile de déterminer comment, à quel niveau et dans quelles quantités le poisson peut être intégré de manière durable au système alimentaire mondial.

Cette session se fonde sur les recherches, les investissements et les réformes politiques les plus récents pour montrer que de plus en plus d'éléments probants confirment la contribution essentielle du poisson à la nutrition, déterminer comment tirer le meilleur parti de cette contribution à l'avenir, et mettre en évidence les conséquences possibles de la prise de conscience du rôle crucial du poisson. Selon le contexte spécifique des pays sur lesquels pèse le double ou triple fardeau de la malnutrition, où et comment les partenariats stratégiques régionaux, nationaux et locaux peuvent-ils améliorer la nutrition? Le poisson peut-il jouer un rôle de premier plan dans une alimentation saine, et éventuellement devenir un aliment d'origine animale majeur consommé dans le monde entier? Pour terminer, nous nous intéresserons à la question de savoir comment concrétiser et renforcer l'idée selon laquelle le poisson contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les secteurs qui étaient auparavant moins coordonnés avec la pêche.

Nous profiterons de l'occasion pour commencer à perfectionner la communication au sujet de la pêche dans le Programme 2030 en présentant cette activité comme une solution à part entière pour combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Nous répondrons plus précisément aux questions suivantes:

- Quels sont les facteurs ou les menaces qui nous empêchent de produire les données dont nous avons besoin pour permettre la mise en œuvre de systèmes alimentaires halieutiques ou de changements de politiques efficaces?
- Pourquoi le poisson reste-t-il sous-représenté dans les études et politiques relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle? Où peut-on observer un changement, et sous quelle forme?
- Quelles activités de recherche peuvent orienter l'élaboration de politiques halieutiques et aquacoles tenant compte de la nutrition?
- À quoi ressemble une communication efficace et précise sur la pêche et l'aquaculture au service de l'amélioration de la nutrition?

L'objectif final de la session sera de proposer des réformes politiques et institutionnelles qui préconisent judicieusement la prise en compte du poisson dans les programmes d'action en matière d'alimentation et de nutrition aux niveaux mondial, régional et national.

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 3 – santé et bien-être, ODD 5 – égalité des sexes, ODD 10 – réduire les inégalités, ODD 16 – institutions efficaces, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

- 1** Le poisson joue un rôle très important dans notre combat en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. Aujourd'hui, 3,3 milliards de personnes tirent des produits de la pêche près de 20 pour cent de leur apport moyen en protéines animales par habitant. Cette part est de 15 pour cent pour 1,5 milliard de personnes supplémentaires (FAO, 2019) et peut dépasser 50 pour cent dans certains pays.
- 2** La consommation de poisson n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui: la consommation mondiale par habitant a doublé. De 9,0 kg dans les années 1960, elle est passée à 20,3 kg par an en 2017 (FAO *et al.*, 2019).
- 3** L'importance du poisson dans la sécurité alimentaire et la nutrition va au-delà de sa contribution à un apport en protéines de grande qualité: sa composition lipidique unique et les minéraux et micronutriments essentiels qu'il contient ont de nombreux effets bénéfiques, en particulier sur le développement de l'enfant et dans le cadre d'une alimentation saine.



**3,3
MILLIARDS**

**DE PERSONNES
TIRENT DES
PRODUITS DE LA
PÊCHE PRÈS DE**

20%

**DE LEUR APPORT
MOYEN EN
PROTÉINES
ANIMALES PAR
HABITANT. CETTE
PART EST DE**

15%

**POUR 1,5 MILLIARD
DE PERSONNES
SUPPLÉMENTAIRES**

4 Le poisson contribue de façon considérable à une alimentation saine dans de nombreuses communautés qui n'ont qu'un accès restreint à d'autres aliments d'origine animale abordables. Parmi les 34 pays où il représente plus d'un tiers de l'apport total en protéines animales, 18 sont des pays à faible revenu et à déficit vivrier (FAO, 2019).

5 Il existe, à l'échelle mondiale, des différences notables dans l'accès des femmes et des hommes aux aliments d'origine animale, que l'on peut souvent attribuer à des normes sociales profondément ancrées qui sont susceptibles, d'une part, d'influencer les modes de consommation, et, d'autre part, de favoriser le rôle dominant masculin dans la prise de décisions concernant le bétail et les captures de poissons, les moyens de production et les revenus tirés de la capture du poisson. L'amélioration de l'accès des femmes au poisson au profit d'une alimentation stable et nutritive peut apporter de nombreux avantages sur les plans de la nutrition et de la santé, en particulier chez les femmes en âge de procréer et au cours des 1 000 premiers jours de la vie de leur bébé.

6 Malgré la contribution très appréciable du poisson et des produits de la pêche à notre combat en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, ceux-ci sont souvent séparés des autres secteurs des systèmes alimentaires et agricoles dans les études, les discussions et la prise de décisions au sujet de la sécurité alimentaire. Quand on sait que la demande alimentaire devrait augmenter de 60 pour cent d'ici à 2050 (FAO, 2017), on comprend aisément que cela ne peut plus durer (HLPE, 2014).

7 La réduction du gaspillage alimentaire et des pertes après capture dans le secteur engendrera une hausse considérable de la disponibilité pour la consommation humaine. Les produits de la pêche novateurs sont essentiels, de même que l'amélioration et le développement des activités de préservation, de préparation, de réutilisation et de distribution. Il importe également de souligner qu'un aliment que l'on ne peut consommer sans danger n'est plus un aliment. La sécurité sanitaire des produits alimentaires aquatiques continue de poser problème dans de nombreuses régions du monde. Il convient de faire le nécessaire pour qu'elle puisse être portée à un niveau aussi élevé que possible dans le système alimentaire mondial.

8 Des recherches et des réformes politiques ciblées renforceront le rôle du poisson dans les efforts déployés au niveau mondial dans le domaine de la nutrition, mais nous n'avons pas encore réussi à relier recherche et politiques. Les éléments qui prouvent l'existence d'un lien entre poisson et nutrition ne suscitent que depuis peu un intérêt mondial plus marqué. C'est en mettant en avant l'importance du poisson au regard des priorités des politiques de nutrition et de sécurité alimentaire, sur la base de données probantes fiables, que nous veillerons à ce que le secteur soit en mesure de participer à la concrétisation d'un avenir alimentaire durable.

9 Sachant que le poisson est un des animaux qui parvient le mieux à convertir les aliments absorbés en apports nutritionnels de haute qualité (Hall *et al.*, 2011) et que l'impact environnemental des produits de la pêche est inférieur à celui de la plupart des sources terrestres de protéines animales (Hilborn *et al.*, 2018), il est indispensable de reconnaître et de promouvoir le rôle du poisson dans l'approvisionnement alimentaire de demain. Les utilisations concurrentes des petits poissons dans l'alimentation humaine et les aliments pour poisson destinés au secteur aquacole constituent un problème complexe pour ce qui est de produire suffisamment de poisson, mais aussi de veiller à ce que le poisson produit soit nutritif.

10 Nous observons depuis quelques décennies une transition vers davantage d'aliments d'origine animale (terrestre comme aquatique) dans les régimes alimentaires mondiaux. Ce changement a donné lieu à des tentatives de définir un niveau optimal de consommation de ce type d'aliments, malheureusement souvent sans tenir compte des différences de disponibilité et d'accessibilité des aliments, des normes culturelles et traditionnelles et de l'incidence complexe des aliments d'origine animale sur la santé humaine et environnementale.

11 Enfin, bien que l'on estime que 822 millions de personnes – soit une personne sur neuf – sont sous alimentées (FAO *et al.*, 2019), une réalité qui fait de la sécurité alimentaire et de la nutrition des questions prioritaires dans les préoccupations politiques mondiales, seule une infime partie de l'aide publique au développement est consacrée à la nutrition (moins de 1 pour cent en 2016). Des investissements suffisants doublés d'une volonté politique nationale et internationale à la hauteur seront fondamentaux pour remédier à cette injustice mondiale. Les pays en développement, en particulier les PFRDV, doivent faire le nécessaire pour que la sécurité alimentaire – en ce compris le rôle réel et possible du poisson à cet égard – reçoive des allocations budgétaires suffisantes.

GROUPE DE DISCUSSION 1

ÉLÉMENTS PROBANTS ET PERSPECTIVES EN CE QUI CONCERNE L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION DANS LES MILIEUX À FAIBLES RESSOURCES

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Les produits alimentaires aquatiques améliorent les régimes alimentaires et nourrissent les nations

Shakuntala Haraksingh Thilsted, WorldFish, Malaisie.

PRÉSIDENCE

Fiorenza Micheli, Université de Stanford, États-Unis d'Amérique.

INTERVENANTS

Raúl Castillo, Ministère de la production, Pérou.

Bibi Giyose, Agence de développement de l'Union africaine (ADUA-NEPAD), Afrique du Sud.

Ahmed Khan, Banque africaine de développement (BAfD), Côte d'Ivoire.

Mimako Kobayashi, Banque mondiale, États-Unis d'Amérique.

Sveinn Margeirsson, consultant international, Islande.

GROUPE DE DISCUSSION 2

PISTES D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES HALIEUTIQUES: ENVIRONNEMENT, POLITIQUES ET TECHNOLOGIE

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Inverser la tendance: des systèmes alimentaires aquatiques durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Christopher Deweir Golden, École de santé publique T.H. Chan de l'Université Harvard (HSPH), États-Unis d'Amérique.

PRÉSIDENCE

Fiorenza Micheli, Stanford University, United States of America

INTERVENANTS

Xianshi Jin, Institut de recherche sur la pêche dans la mer Jaune (YSFRI), Chine.

Joyce Kinabo, Université d'agriculture Sokoine (SUA), Tanzanie.

Anna Lartey, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Italie.

Dave Little, Université de Stirling, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Friederike Ziegler, Institut de recherche de Suède (RISE), Suède.

QUESTIONS

- 1 Pourquoi le poisson reste-t-il sous-représenté dans les études portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle? Où peut-on observer un changement, et sous quelle forme?
- 2 Quels sont les facteurs limitants ou menaces associés à la production de données ou au changement des politiques?
- 3 Quelles activités de recherche peuvent orienter l'élaboration de politiques halieutiques et aquacoles tenant compte de la nutrition?
- 4 À quoi ressemble une communication efficace et précise sur la pêche et l'aquaculture au service de l'amélioration de la nutrition?
- 5 Quel rôle le poisson joue-t-il en tant qu'élément constitutif d'une «alimentation saine» et d'un «système alimentaire durable»? (Mise en contexte spécifique compte tenu du double/triple fardeau de la malnutrition et des maladies non transmissibles)
- 6 Le poisson peut-il remplacer la viande rouge dans certains contextes? Comment l'évolution de l'offre de poisson (de capture ou de culture) influera-t-elle sur la substitution alimentaire et le système alimentaire en général?
- 7 Quelles seraient les conséquences au niveau du système alimentaire en général si le poisson venait à occuper une place centrale dans l'alimentation, les investissements agricoles et les politiques, entre autres?

Session 4

Assurer des moyens d'existence durables aux pêcheurs

Responsable de session (FAO): Nicole Franz



DESCRIPTION DE LA SESSION

Plus de 40 millions de personnes dans le monde travaillent dans le secteur primaire de la pêche de capture. Si l'on ajoute à cela le nombre encore plus élevé de personnes qui participent aux activités avant et après capture, il apparaît évident que la pêche constitue aujourd'hui une source de revenus et de moyens d'existence fondamentale dans le monde. Le secteur halieutique est très diversifié et emploie plus de personnes que toutes les autres industries océaniques réunies, industries dont il diffère de façon saisissante par le rôle particulièrement important que jouent les femmes dans les chaînes de valeur de la pêche continentale et de la pêche maritime.

La pêche constitue souvent le fondement du tissu économique et social des populations côtières et rurales et contribue donc de façon déterminante à la cohésion et à la stabilité de ces communautés ainsi qu'aux économies locales. La mesure dans laquelle les populations dépendent de la pêche pour assurer leurs moyens d'existence est variable et très dynamique. Si l'Europe et l'Amérique du Nord observent depuis quelque temps une diminution du nombre de personnes actives dans le secteur de la pêche, la tendance générale est plutôt à la hausse en Afrique et en Asie, du fait de leur croissance démographique supérieure et de l'augmentation de la transformation et du commerce du poisson. Près de 80 pour cent des personnes qui sont actuellement employées dans la pêche de capture se trouvent en Asie, et 13 pour cent en Afrique.

Une bonne gouvernance est fondamentale pour que les principaux ingrédients nécessaires à des moyens d'existence durables dans la pêche soient réunis, à savoir l'accès équitable aux ressources et à la cogestion, la démarginalisation, l'intégration et l'équité entre les sexes.

Préserver les moyens d'existence et la diversité de ceux qui dépendent des chaînes de valeur de la pêche de capture continentale et maritime suppose de réduire leur vulnérabilité face aux menaces internes et externes les plus courantes, comme la dégradation de l'environnement, la pollution, la concurrence avec les autres secteurs et les mauvaises conditions de travail. Il faudra également améliorer la situation des pêcheurs et de leurs communautés, qui sont souvent économiquement pauvres, politiquement faibles et donc souvent marginalisés, pour maintenir et renforcer les moyens d'existence des pêcheurs et des travailleurs du secteur de la pêche artisanale, qui représente 90 pour cent du secteur halieutique.

Il n'est pas rare que ce type de difficultés sociales et les conséquences des décisions de gouvernance halieutique ne soient pas dûment pris en compte. Une bonne gouvernance est fondamentale pour que les principaux ingrédients nécessaires à des moyens d'existence durables dans la pêche soient réunis, à savoir l'accès équitable aux ressources et à la cogestion, la démarginalisation, l'intégration et l'équité entre les sexes. Plusieurs cadres et instruments mondiaux sur la bonne gouvernance visent à renforcer les moyens d'existence dans la pêche (comme les objectifs de développement durable [ODD], les instruments de l'Organisation internationale du Travail [OIT], les Directives sur la pêche artisanale, et les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale). Les instruments globaux qui présentent un intérêt pour la pêche mais ne sont généralement pas appliqués dans le secteur doivent également être pris en compte (p. ex. la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ou la Convention [n° 190] de l'Organisation internationale du Travail sur la violence et le harcèlement). Ces instruments, et tout autre instrument pertinent, doivent être dûment reconnus et appliqués pour assurer des moyens d'existence durables aux travailleurs du secteur.

Des informations utiles, fondées à la fois sur les savoirs traditionnels, les connaissances des femmes et des données scientifiques, ainsi que des approches et méthodes transdisciplinaires en matière de collecte et d'analyse des données, sont nécessaires pour pouvoir aborder la question du secteur halieutique et de ses moyens d'existence dans leur globalité, en reconnaissant les rôles que jouent les femmes et les hommes dans différentes chaînes de valeur.

Cette session sera l'occasion de se pencher sur les défis à relever pour assurer des moyens d'existence équitables et durables aux millions de femmes et d'hommes dont les moyens d'existence dépendent de la production et des chaînes de valeur de la pêche continentale et maritime, et dont le travail quotidien permet à des milliards de personnes dans le monde de se nourrir. Voici quelques-unes des questions et thématiques qui seront abordées dans ce contexte:

- Comment élargir les champs de la gestion et de la gouvernance halieutiques pour mieux renforcer les moyens d'existence découlant de la pêche, y compris leurs dimensions sociales, culturelles et d'équité? Quelles sont les bonnes pratiques existantes en matière de sécurité et d'équité des droits fonciers et des droits d'accès, de participation à la prise de décisions et de travail décent?
- Quelles méthodes innovantes faut-il mettre au point s'agissant des coalitions de gouvernance, de la collaboration intersectorielle et de la participation des pêcheurs et des travailleurs du secteur halieutique?
- Comment promouvoir et accélérer la mise en œuvre des instruments internationaux existants, à la fois ceux qui portent spécifiquement sur la pêche et ceux qui se rapportent au travail, à l'égalité femmes-hommes et aux chaînes de valeur socialement responsables, au service de moyens d'existence durables dans la pêche? Quels sont les facteurs qui encouragent la mise en œuvre de ces instruments et les avantages qui en découlent?
- Quelles sont les connaissances fondamentales à rassembler pour assurer des moyens d'existence équitables et durables? Quelles informations existent déjà et quelles sont les lacunes? Que peut-on faire, parallèlement aux initiatives actuelles, pour parvenir à une couverture totale des données ventilées par sexe sur toutes les activités des chaînes de valeur, en sachant que les efforts actuels ne portent que sur la production dans les chaînes de valeur et ne s'intéressent qu'à très peu de pays?

Nous aborderons ainsi les expériences existantes et présenterons des exemples empiriques de stratégies d'amélioration des moyens d'existence liés à la pêche. Nous commenterons également les orientations possibles et les stratégies concrètes à privilégier pour obtenir des résultats équitables pour les hommes et les femmes dans la pêche.

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 3 – santé et bien-être, ODD 5 – égalité des sexes, ODD 8 – ODD 10 – réduire les inégalités, cibles 14.4, 14.7 et 14.b des ODD, ODD 16 – institutions efficaces, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

- 1 La durabilité écologique doit aller de pair avec des moyens d'existence durables pour les populations qui sont tributaires de la pêche pour vivre. Environ 120 millions de personnes travaillant à temps plein et à temps partiel dépendent directement des chaînes de valeur de la pêche de capture commerciale (Banque mondiale, FAO, WorldFish, 2012). Si l'on y ajoute les travailleurs aquacoles et les personnes à leur charge, on estime que 10 à 12 pour cent de la population mondiale tirent leurs moyens d'existence de la pêche (FAO, 2018). Toutes ces personnes ont un rôle déterminant à jouer pour rendre la pêche continentale et maritime plus durable.



10-12%
DE LA POPULATION
MONDIALE TIRENT
LEURS MOYENS
D'EXISTENCE DE LA
PÊCHE



**D'APRÈS LES
ESTIMATIONS,
5,8 MILLIONS DE
PÊCHEURS DANS
LE MONDE, DONT
LA PLUPART
TRAVAILLENT
DANS LA PÊCHE
ARTISANALE,
GAGNENT MOINS
D'UN DOLLAR DES
ÉTATS-UNIS PAR JOUR**

2 Malheureusement, la viabilité des moyens d'existence dans le secteur halieutique est de plus en plus menacée. La concurrence et l'accès au poisson ou à des terres en tant que ressource ainsi qu'aux marchés sur lesquels le poisson est vendu sont à l'origine d'inégalités croissantes qui font que les pêcheurs et les travailleurs du secteur halieutique ont du mal à joindre les deux bouts. D'après les estimations, 5,8 millions de pêcheurs dans le monde, dont la plupart travaillent dans la pêche artisanale, gagnent moins d'un dollar des États-Unis par jour (Banque mondiale, FAO, WorldFish, 2012). L'alimentation et la sécurité des moyens d'existence des peuples autochtones sont particulièrement tributaires des ressources halieutiques. Il est indispensable de combattre ces inégalités pour promouvoir des moyens d'existence durables et, partant, une pêche durable.

3 On estime que 47 pour cent de la main-d'œuvre totale de la pêche artisanale sont des femmes, ce qui représente 56 millions d'emplois dans les pays en développement, essentiellement dans les activités après capture et le commerce (Banque mondiale, FAO, WorldFish, 2012). Ce pourcentage ne reflète pourtant pas réellement les activités diversifiées et souvent invisibles que mènent les femmes dans le secteur halieutique. Une des conséquences de cette invisibilité est que les systèmes de gouvernance et les politiques halieutiques négligent souvent les pêcheries qui sont principalement exploitées par des femmes, ignorent ou sous-estiment les apports que génère leur travail non ou peu rémunéré, et dévalorise la contribution des femmes aux revenus des foyers dont les moyens d'existence dépendent de la pêche. Les politiques, et les recherches qui éclairent leur élaboration, sont encore loin de tenir compte de la manière dont les changements qui s'opèrent dans le secteur se répercutent sur les femmes.

4 Pour briser ce cercle vicieux, il faut faire une place aux données ventilées par sexe dans les systèmes de collecte et d'analyse des données sur la pêche, de manière à faire en sorte que les politiques et les décisions de gestion tiennent compte des disparités entre les sexes. Les gouvernements et les parties prenantes du secteur devraient s'efforcer de renforcer la participation et l'autonomisation des femmes à tous les niveaux, et peuvent les aider à se faire entendre et à se mettre en avant, à développer leurs capacités, à se procurer des technologies et à prendre leur place en tant que professionnelles reconnues de la pêche.

5 Il est fondamental de comprendre véritablement la pêche pour la rendre plus durable. La production de savoirs fondés à la fois sur des données scientifiques et sur les connaissances des pêcheurs peut nous aider à mieux cerner les interactions entre les facteurs sociaux, économiques et environnementaux dans la pêche, et orienter la gestion et la gouvernance de la pêche. Les membres des communautés de pêcheurs – les hommes et les femmes, les jeunes et les moins jeunes, et des personnes aux bagages culturels variés – sont ceux qui connaissent le mieux leur situation locale. Leur savoir devrait donc être intégré à toute recherche menée sur la pêche.

6 Il existe un large éventail d'instruments internationaux d'orientation et de réglementation au service de moyens d'existence durables dans la pêche et ses chaînes de valeur, parmi lesquels : le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, la Convention de l'OIT sur le travail dans la pêche et la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, ou les instruments pertinents du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (p. ex. orientations sur le droit à l'alimentation ou les régimes fonciers, Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires). Tous les acteurs qui interviennent dans le secteur halieutique doivent les comprendre, les appliquer et suivre et diffuser les résultats obtenus et les progrès accomplis, et les adapter aux nouvelles circonstances. Les parties prenantes du secteur halieutique doivent donc aller au-delà de la pêche pour concevoir des politiques et des pratiques intégrées qui englobent réellement les trois axes du développement durable.

7 Enfin, les effets des changements climatiques nous rappellent l'importance cruciale que revêtissent la pêche et l'aquaculture pour des millions de personnes qui luttent pour conserver leurs moyens d'existence dans l'ensemble du secteur. Ces groupes sont les plus vulnérables aux effets des changements climatiques, et il convient de leur porter une attention particulière lors de la conception des mesures d'adaptation si l'on veut que le secteur de la pêche puisse continuer à contribuer aux objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire.

GROUPE DE DISCUSSION 1

COMMENT ASSURER DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES DANS LA PÊCHE EN TENANT COMPTE DE LEURS DIMENSIONS SOCIALES, CULTURELLES ET D'ÉQUITÉ?

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Conservation ou transformation: vers des moyens d'existence équitables et garantis dans la pêche artisanale.

Philippa Cohen, WorldFish, Malaisie

PRÉSIDENCE

Ratana Chuenpagdee, Université Memorial (MUN), Canada

INTERVENANTS

Xavier Basurto, Université Duke, États-Unis d'Amérique.

Courtney Cox, Rare, États-Unis d'Amérique.

Naseegh Jaffer, Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP), Afrique du Sud.

Sebastian Mathew, Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (CIATP), Inde.

Kumi Soejima, Université nationale de la pêche, Japon.

GROUPE DE DISCUSSION 2

APPROCHES INNOVANTES EN FAVEUR DE COALITIONS INCLUSIVES, D'UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE ET DE LA PARTICIPATION DES PÊCHEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA PÊCHE – HOMMES COMME FEMMES – DANS LE CADRE DE LA GOUVERNANCE HALIEUTIQUE

PRÉSENTATION PRINCIPALE

La mer dans le regard des pêcheurs.

Mitchel Lay, Réseau des organisations de pêcheurs des Caraïbes (CNFO) et Institut des pêcheries du golfe du Mexique et des Caraïbes (GCFI), Belize

PRÉSIDENCE

Ratana Chuenpagdee, Université Memorial (MUN), Canada

INTERVENANTS

Eddie Allison, Université de Washington (UW), États-Unis d'Amérique.

Anthony Charles, Université Saint Mary's (SMU), Canada.

Unni Kløvstad, Ministère des affaires étrangères, Norvège.

Editrudith Lukanga, Forum mondial des aquaculteurs et pêcheurs (WFF), Tanzanie.

Vivienne Solis, CoopeSoliDar R.L, Costa Rica.

QUESTIONS

- 1** Environnement favorable – Les moyens d’existence du secteur de la pêche sont menacés, en particulier dans les communautés vulnérables. Quel rôle les gouvernements, les organisations de la société civile, le milieu universitaire et les producteurs eux-mêmes ont-ils à jouer dans la création de conditions sociales et institutionnelles favorables à la participation des populations côtières marginalisées (comme les communautés de pêcheurs) à la prise de décisions?
- 2** Informations, données et connaissances – Il est essentiel d’exploiter tous les types de connaissances pour brosser un portrait complet de nos pêches. Quelles informations existent déjà et quelles sont les lacunes à combler, et pourquoi? Quels défis devons-nous relever pour intégrer les connaissances des utilisateurs et des peuples autochtones aux connaissances scientifiques au sein de ces systèmes d’information intégrés, et quelles sont les occasions à saisir?
- 3** Bonnes pratiques, enseignements tirés et expériences – On observe souvent des divergences dans l’évaluation des problèmes que rencontre le secteur et la définition des solutions possibles. Quels sont les principes qui sous-tendent la mise en place d’une collaboration entre, d’une part, les gouvernements, les organisations de la société civile et le milieu académique et, d’autre part, les communautés de pêcheurs, de sorte que les interventions aient plus de chances d’aboutir à des traditions d’autogouvernance en faveur de moyens d’existence durables dans la pêche, et non à une dépendance à long terme?
- 4** Mesures d’incitation, perspectives – S’il existe un large éventail d’instruments internationaux d’orientation et de réglementation au service de moyens d’existence durables dans la pêche et ses chaînes de valeur, la mise en œuvre desdits instruments est irrégulière. Comment les gouvernements, les organisations de la société civile, le milieu universitaire et les producteurs peuvent-ils collaborer pour faire en sorte que la mise en œuvre de ces instruments garantisse réellement des moyens d’existence durables aux travailleurs du secteur de la pêche, et quels sont les facteurs qui peuvent les inciter à le faire?
- 5** Quels sont les besoins le plus courants à combler en matière de renforcement des capacités à cet égard?

Session 5

L'économie de la pêche

Responsable de session (FAO): Audun Lem



DESCRIPTION DE LA SESSION

La contribution globale de la pêche et de l'aquaculture à l'économie, et en particulier leurs effets indirects et plus généraux, n'est bien souvent pas assez documentée. De telles lacunes en matière de connaissances peuvent nuire à la prise de décisions et aux travaux de planification des décideurs et, partant, aboutir à une mauvaise allocation des ressources. Par ailleurs, l'insuffisance des données économiques et socioéconomiques empêche le secteur d'apporter les transformations qui lui sont nécessaires pour exploiter pleinement son potentiel s'agissant de la création d'avantages économiques et sociaux à long terme. Les données relatives à la pêche de capture continentale, notamment, sont souvent absentes, ou à tout le moins sous-estimées.

Il est fondamental de comprendre cette contribution pour parvenir à une croissance économique et à un développement inclusifs. Les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture s'étendent à tous les secteurs de l'économie et représentent ainsi bien plus que la valeur du produit capturé ou traité après capture. Ces chaînes de valeur sont souvent longues, complexes et difficiles à évaluer de façon empirique, mais elles reflètent la contribution totale du secteur aux économies nationales sous forme de capital physique, de revenus et d'emploi, entre autres.

Plus de 56 millions de personnes sont employées directement dans les secteurs primaires de la pêche et de l'aquaculture, et beaucoup d'autres encore exercent des activités de traitement, de commercialisation et de distribution après capture

L'analyse et l'évaluation précises du secteur sont indispensables pour informer les responsables politiques et les décideurs, et reposent sur un examen des retombées moins évidentes. Il convient également de songer au rôle d'une bonne gestion de la pêche et aux conséquences de la libéralisation des échanges commerciaux. Dans le cadre des stratégies de croissance bleue, notamment, la création de valeur dans la pêche de capture est plus susceptible de se fonder sur l'adoption de mesures de gestion plus efficaces et la réduction de la surcapacité, des subventions néfastes et des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), plutôt que sur une augmentation quelconque des prises, surtout à court terme.

L'importance du secteur halieutique en tant que source de revenus et d'emplois, en particulier pour les populations côtières et dans le monde en développement, devrait être prise en compte dans l'évaluation du poids économique de la pêche (voir session 4). Plus de 56 millions de personnes sont employées directement dans les secteurs primaires de la pêche et de l'aquaculture, et beaucoup d'autres encore exercent des activités de traitement, de commercialisation et de distribution après capture. La structure de l'emploi varie fortement d'un sous-secteur à l'autre; il faudra donc recourir à différentes méthodes pour mettre en place une bonne gestion des chaînes de valeur et d'approvisionnement, qui permettra de répartir équitablement les avantages économiques au sein des populations et des groupes de parties prenantes.

Il nous faut également nous intéresser à l'importance des marchés et du commerce du poisson et des produits de la pêche. Un tiers des poissons de capture ou d'élevage sont déjà commercialisés sur les marchés internationaux, et la valeur des exportations du secteur est globalement équivalente à celle des exportations de bovins, de porcs et de volailles prises ensemble. Le volume et la valeur des échanges commerciaux devraient augmenter à mesure que s'accroît la demande mondiale de poisson et de produits de la pêche, ce qui fera naître d'immenses possibilités pour les producteurs, les exportateurs, les importateurs, les transformateurs et les distributeurs. Sans accès aux marchés internationaux, les pays producteurs ne seront pas en mesure de profiter pleinement des avantages économiques que génèrent leurs ressources aquatiques, et les pays qui dépendent des importations ne pourront pas satisfaire la demande locale.

La session portera essentiellement sur les moyens par lesquels le secteur peut exploiter pleinement sa capacité à générer des avantages économiques durables à long terme, ainsi que sur sa contribution économique et sociale aux économies nationales. L'évaluation économique de la pêche doit nécessairement tenir compte de l'importance de la bonne gouvernance pour éviter que les rendements actuels ne mettent en danger

les gains futurs et que la surcapacité et la surpêche n'exercent une pression sur les stocks. De la même manière, les échanges commerciaux et la production d'externalités positives sont tributaires d'un environnement commercial stable et transparent. Une plus grande reconnaissance du rôle de la pêche dans les économies nationales peut aider les décideurs à adopter des politiques concrètes et bien conçues qui permettront au secteur d'exploiter toute la mesure de sa capacité à générer des avantages économiques et sociaux durables à long terme.

Ci-après figurent quelques-unes des questions qui seront abordées pendant la session:

- De quels outils disposons-nous ou avons-nous besoin pour intégrer la contribution économique de la pêche de capture à l'évaluation de la gestion durable de la pêche?
- Comment obtenir une idée plus précise de la contribution du secteur au PIB?
- Comment la société peut-elle faire face aux coûts sociaux liés à la structuration de l'industrie et à la réduction de l'effort?
- Comment conserver et renforcer l'accès aux marchés pour le poisson et les produits de la pêche?
- Comment garantir aux femmes et aux groupes les plus vulnérables l'accès aux avantages économiques et sociaux durables que génère la pêche?

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduction de la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 5 – égalité des sexes, ODD 8 – travail décent et croissance économique, ODD 10 – réduire les inégalités, ODD 12 – consommation et production responsables, cibles 14.4, 14.6 et 14.7 des ODD, ODD 16 – institutions efficaces, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

- 1 Si la pêche compte dans l'ensemble pour une part restreinte de l'économie nationale, elle peut revêtir une importance capitale pour beaucoup de régions côtières, riveraines, insulaires et continentales, y compris de nombreux petits États insulaires en développement, dont les moyens d'existence et la sécurité alimentaire dépendent largement de ce secteur (Barange *et al.*, 2018).
- 2 Le secteur halieutique génère des revenus pour des millions de personnes qui travaillent dans toute une série d'industries et d'activités partout dans le monde, en particulier dans les pays en développement, qui sont les principaux producteurs (73 pour cent de l'ensemble des pêcheries de capture), consommateurs, mais aussi exportateurs.
- 3 En plus de contribuer de façon déterminante à stimuler la consommation de poisson et à assurer la sécurité alimentaire mondiale, le commerce du poisson et des produits de la pêche crée des revenus économiques considérables. Le poisson et les autres produits de la pêche figurent parmi les produits alimentaires qui génèrent le plus d'échanges commerciaux internationaux. Environ 38 pour cent de la production halieutique et aquacole totale est exportée (FAO, 2019), tandis que 78 pour cent fait l'objet d'une concurrence commerciale internationale (Tveterås *et al.*, 2012).



LE COMMERCE INTERNATIONAL A CONNU UNE CROISSANCE REMARQUABLE CES DERNIÈRES DÉCENNIES, PASSANT DE

8 MILLIARDS D'USD EN 1976 À UN VOLUME RECORD DE 156 MILLIARDS D'USD EN 2017



38%

**DE LA PRODUCTION
HALIEUTIQUE ET
AQUACOLE TOTALE
EST EXPORTÉE**

78%

**FAIT L'OBJET D'UNE
CONCURRENCE
COMMERCIALE
INTERNATIONALE**

4 Le secteur est de plus en plus mondialisé et les produits qui en sont issus peuvent traverser plusieurs fois les frontières nationales avant d'être consommés. Le commerce international a connu une croissance remarquable ces dernières décennies, passant de 8 milliards d'USD en 1976 à un volume record de 156 milliards d'USD en 2017 (FAO, 2019).

5 En 2017, les pays en développement comptaient pour 54 pour cent de la valeur commerciale totale des exportations de poisson (59 pour cent en quantité); leurs recettes nettes d'exportation (41 milliards d'USD), soit les exportations moins les importations, sont plus élevées que pour tous les autres produits agricoles confondus (FAO, 2019).

6 Il est fondamental de veiller au fonctionnement efficace et fluide de la chaîne de valeur du poisson et des produits de la pêche pour faciliter la bonne circulation des produits entre producteurs et consommateurs. S'il est vrai que le commerce du poisson et des produits de la pêche est relativement libéralisé par rapport à d'autres produits alimentaires, certains obstacles au commerce subsistent, en particulier s'agissant des échanges régionaux dans les pays en développement.

7 On ne peut dissocier l'économie de la pêche des tendances sociétales plus larges observées en matière de démographie, de développement économique, d'éducation, de parité hommes-femmes et d'urbanisation. Bien que les liens entre le secteur et la construction politique, institutionnelle et sociétale fondamentale soient bien réels, ils ne sont pas toujours faciles à observer ou à comprendre.

8 Malheureusement, peu de pays recueillent des statistiques sur les activités économiques directement ou indirectement liées à la pêche. Si la collecte de données coûte cher, il est impératif de rassembler des données plus nuancées et plus concrètes sur le poids économique du secteur halieutique. Loin de se cantonner à la production et à la transformation primaires, celles-ci doivent également porter sur les activités et services associés à la chaîne de valeur halieutique. Les informations relatives à l'apport du secteur artisanal en matière d'emploi, de valeur ajoutée, de recettes d'exportation et de services connexes sont particulièrement précieuses.

9 Le rôle non négligeable des femmes dans le secteur halieutique est rarement reconnu à sa juste valeur; ces dernières sont généralement sous-représentées au niveau de la prise de décisions, y compris dans le secteur privé. Ce déséquilibre entre les sexes équivaut à un gaspillage de capital humain et pourrait compliquer à l'avenir le recrutement et la rétention des femmes talentueuses. Le secteur doit par conséquent s'employer à améliorer l'inclusion et la participation des femmes à tous les niveaux, notamment en investissant dans la formation professionnelle, en facilitant l'accès aux carrières professionnelles et, dans la mesure du possible, en favorisant la prise en considération du rôle des femmes et leur inclusion grâce à des services d'appui spécialisés tenant compte des spécificités et des besoins régionaux.

10 Il ne fait aucun doute que des réformes s'imposent pour améliorer la gestion durable du secteur en général, mais il convient de se préoccuper des retombées socioéconomiques de ces réformes, en particulier si des solutions axées sur le marché et plus économiquement optimales sont envisagées. Certaines mesures d'accompagnement, telles que les systèmes d'aide sociale, peuvent non seulement servir à compenser les coûts liés à la transition, mais aussi encourager les parties prenantes à accepter les réformes.

11 Dans certains pays, les outils de gestion de la pêche axés sur les marchés se sont révélés efficaces pour assurer la transition vers une pêche plus durable sur le plan économique. De tels outils peuvent augmenter les revenus tout en réduisant les capacités excessives. Cela étant, il pourrait également être nécessaire d'envisager d'adopter des politiques pour atténuer la concentration des quotas, faciliter l'accès des nouveaux venus, y compris des femmes, au secteur, et atténuer les incidences sociales et culturelles. De façon générale, il faut un certain degré d'acceptation sociale pour assurer la viabilité à long terme de tout système de gestion de la pêche.

- 12** Au-delà de ses conséquences pour la viabilité écologique des stocks de poissons, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée déforme les marchés et les prix mondiaux du poisson. La pêche INDNR existe parce qu'elle est rentable. Il est donc primordial que des renseignements sur l'origine légale des produits soient recueillis, que le poisson capturé illégalement n'entre pas dans la chaîne de valeur, et que l'accès aux marchés soit interdit aux produits issus de ce type de pêche. La traçabilité peut, entre autres avantages, s'avérer déterminante pour vérifier l'origine légale d'un produit, notamment grâce aux programmes de documentation des prises.
- 13** Il y a tout lieu de craindre que les changements climatiques auront des effets notables sur la répartition des stocks de poissons et sur les conditions de production aquacole. La chaîne d'approvisionnement physique pourrait dès lors subir de graves chocs et nécessiter des investissements croissants pour gagner en solidité et en résilience, en particulier s'agissant du maintien de la chaîne du froid. Les changements climatiques entraîneront également des changements démographiques qui bouleverseront les marchés locaux, régionaux et internationaux.
- 14** On estime que 20 milliards d'USD de subventions néfastes sont accordés à la pêche chaque année; ces pratiques ne sont pas sans conséquence au niveau de la surcapacité et de la surpêche et engendrent des distorsions sur les marchés. Parallèlement aux réformes de la gestion de la pêche, il faut donc éliminer les subventions néfastes pour assurer une gestion plus durable de la pêche.
- 15** La communauté internationale mentionne expressément l'importance du travail décent dans la concrétisation de l'ODD 8, qui vise à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Comme dans les autres secteurs, il appartient à toutes les parties prenantes du secteur halieutique et aquacole, y compris aux entreprises et aux consommateurs, de promouvoir et de garantir le travail décent. L'adoption et la mise en œuvre d'instruments internationaux sont essentielles pour renforcer la responsabilité sociale dans les chaînes de valeur du secteur; la FAO se penche actuellement sur la question et travaille à l'élaboration de nouvelles orientations concernant les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture.
- 16** La pêche peut apporter une contribution positive à la croissance bleue, à condition d'être correctement gérée. Pour cela, les décideurs doivent définir précisément ce qu'ils attendent du secteur tout en acceptant que les objectifs déclarés peuvent parfois être incompatibles entre eux. Les compromis entre efficacité économique, utilisation des ressources et emploi doivent être mieux évalués, en tenant compte de leurs conséquences à court et à long terme, pour que l'obtention de résultats optimaux ne se fasse pas au détriment de la durabilité.

GROUPE DE DISCUSSION 1

L'ÉCONOMIE DANS LES POLITIQUES HALIEUTIQUES

PRÉSENTATION PRINCIPALE

La gestion de la pêche à la croisée des chemins: contribution de l'économie à l'amélioration des décisions de politique halieutique.

Carl Christian Schmidt, Nordic Marine Think Tank (NMTT), Danemark

PRÉSIDENCE

Zhengyong Yang, Université de l'océan de Shanghai, Chine

INTERVENANTS

Frank Asche, Université de Floride (UFL), États-Unis d'Amérique.

Elisa Calvo, consultante internationale, Argentine.

Griffin Carpenter, Fondation pour une nouvelle économie (NEF), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Mohamed Naji, Institut agronomique et vétérinaire Hassan II (IAV), Maroc.

Ruangrai Tokrisna, Université Kasetsart (KU), Thaïlande.

GROUPE DE DISCUSSION 2

DIMENSION SOCIALE DE LA CONTRIBUTION DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE À L'ÉCONOMIE

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Dimension sociale de la contribution de la pêche et de l'aquaculture à l'économie.

Claudia S. Beltran, consultante internationale, El Salvador.

PRÉSIDENCE

Rashid Sumaila, Université de Colombie-Britannique (UBC), Canada

INTERVENANTS

Jingjie Chu, Banque mondiale (BM), États-Unis d'Amérique.

Javier Garat, Président, Coalition internationale des associations halieutiques (CIAH) and Confédération espagnole de la pêche (CEPESCA), Espagne.

Marie Christine Monfort, Organisation internationale pour les femmes dans l'industrie des produits aquatiques (WSI), France.

Katrina Nakamura, The Sustainability Incubator, États-Unis d'Amérique.

Nobuyuki Yagi, Université de Tokyo, Japon.

QUESTIONS

- 1 De quels outils disposons-nous ou avons-nous besoin pour intégrer la contribution économique de la pêche de capture aux activités d'évaluation de la gestion durable de la pêche?
- 2 Comment obtenir une idée plus précise de la contribution du secteur au PIB?
- 3 Comment la société peut-elle faire face aux coûts sociaux liés à la restructuration de l'industrie et à la réduction de l'effort?
- 4 Comment conserver et renforcer l'accès aux marchés pour le poisson et les produits de la pêche?
- 5 Comment garantir aux femmes et aux groupes les plus vulnérables l'accès aux avantages économiques et sociaux durables que génère la pêche?
- 6 Comment la responsabilité sociale peut-elle contribuer à améliorer la situation des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture?
- 7 Quels outils économiques peuvent encourager un comportement responsable dans le secteur de la pêche?
- 8 Dans quelle mesure de nouvelles règles et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce sur les subventions à la pêche peuvent améliorer la gestion durable de la pêche de capture à l'échelle mondiale?

Session 6

La gestion de la pêche face au changement climatique

Responsable de session (FAO): Manuel Barange



DESCRIPTION DE LA SESSION

La pêche de capture est le seul grand secteur de la production alimentaire qui repose sur l'exploitation durable des espèces sauvages. Elle subit donc le contrecoup des variations naturelles de l'abondance des ressources, qui trouvent leur origine dans des interactions physiques, biologiques et écologiques complexes. Étant donné que l'observation de ces fluctuations, la perception que nous en avons et notre capacité à réagir en conséquence sont et seront toujours lacunaires, l'incertitude est un paramètre inévitable dans la gestion et les opérations halieutiques.

Le signal de plus en plus marqué du changement climatique observé dans tous les écosystèmes naturels, notamment sous la forme de pics et de vagues de chaleur (Oliver *et al.*, 2017) représente un nouveau défi de taille s'agissant de la gestion de la pêche et de notre manière de faire face à l'incertitude. Les stratégies de gestion de la pêche reposent en effet dans une large mesure sur l'idée selon laquelle les populations fluctuent autour d'un niveau moyen, et le principal enjeu est de définir des mesures de gestion qui tiennent compte de ces variations naturelles et imprévisibles ainsi que de l'incidence de la pêche. Si le changement climatique se traduit par des altérations unidirectionnelles pouvant dépasser les limites de la variabilité à court terme, par exemple au niveau de l'abondance, de la répartition et du cycle de vie des ressources halieutiques, avons-nous les outils nécessaires pour adapter nos stratégies de gestion en conséquence?

Quels sont les enseignements tirés du traitement de l'incertitude à court terme qui pourraient nous être utiles dans la recherche de solutions judicieuses aux difficultés que présente la gestion des ressources naturelles à l'ère du changement climatique?

La gestion de la pêche est la démarche qui consiste à trouver des compromis acceptables entre la conservation et l'utilisation durable des ressources en tenant compte de l'incertitude. Ces dernières années, nous avons mis au point des méthodes, des outils et des systèmes toujours plus efficaces pour réduire et lever les incertitudes relatives à l'évolution des populations à court terme et aux solutions en matière de gestion. Deux grands types d'approches ont fini par se dégager:

- des approches de gestion solides conçues pour donner de bons résultats face à toute une série d'incertitudes;
- des approches de gestion adaptative qui privilégient une évaluation périodique et l'ajustement des outils de prise de décision pour exploiter les nouvelles connaissances.

Dans les deux cas, il est largement reconnu que l'application du principe de précaution, qui consiste à agir avec plus de prudence lorsque l'incertitude est plus élevée, est indispensable pour garantir une utilisation durable et réduire les risques. Au cours de cette session, nous nous appuyerons sur notre manière de traiter l'incertitude dans la gestion de la pêche pour tenter de répondre aux questions suivantes:

- Comment la gestion de la pêche peut-elle s'adapter à temps, en amont, aux tendances découlant du changement climatique pour atténuer les retombées négatives et optimiser les possibilités?
- Quels sont les enseignements tirés du traitement de l'incertitude à court terme dans le cadre de l'évaluation et de la gestion de la pêche, qu'elle soit artisanale ou industrielle, qui pourraient nous être utiles dans la recherche de solutions judicieuses aux difficultés que présente la gestion des ressources naturelles à l'ère du changement climatique?
- Notre connaissance de plus en plus approfondie de l'incertitude dans les prévisions à long terme des effets du changement climatique peut-elle être incorporée de façon constructive aux méthodes de gestion modernes?
- Existe-t-il des systèmes d'alerte rapide efficaces en cas de phénomènes extrêmes, comme les vagues de chaleur marines, qui sont susceptibles d'améliorer la gestion durable des ressources fragilisées?

Par ailleurs, si la gestion de la pêche passe par la gestion de l'activité humaine:

- Quelles seront les conséquences globales, non seulement de la détermination des niveaux de prise et des stratégies de capture, mais aussi de la gestion des chaînes de valeur de la pêche, et les retombées pour les êtres humains qui dépendent de la pêche?
- Comment élaborer des solutions pour faire face au changement climatique qui soient compatibles avec les pêches dont les capacités sont limitées ou pour lesquelles peu de données sont disponibles, ou comment adapter les méthodes existantes?
- Dans le cas des systèmes d'eau douce, comment intégrer les objectifs de la pêche continentale aux plans de gestion des eaux de retenue, des eaux de bassin et des eaux régionales pour veiller à ce que ce secteur et les communautés qui en dépendent ne soient pas laissés pour compte dans la lutte contre le changement climatique?

L'objectif de cette session sera de présenter les éléments nécessaires pour revoir la gestion de la pêche de façon à ce que les modifications graduelles et non linéaires générées par le changement climatique au niveau de l'abondance, de la répartition et du caractère saisonnier des ressources halieutiques soient prises en compte, ainsi que d'examiner les conséquences de ces réorientations sur la durabilité des ressources et les communautés qui en dépendent.

Nous nous attarderons notamment sur les moyens d'adapter les points de référence de gestion aux accords existants ou futurs de cogestion, y compris ceux qui nous permettront de faire face aux nouveaux stocks transfrontières, ou encore sur le passage éventuel de méthodes de contrôle de la production axées sur les espèces à des procédés axés sur les assemblages.

Au-delà des solutions sophistiquées accessibles uniquement à une poignée de ressources et de pays, nous nous intéresserons aussi aux procédés compatibles à la fois avec la pêche continentale et la pêche de capture maritime et adaptés aux contextes marqués par un déficit de données. Les exemples spécifiques de bonnes pratiques et de rectification des stratégies seront particulièrement recherchés.

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 3 – santé et bien-être, ODD 8 – croissance économique, ODD 11 – villes côtières résilientes, ODD 13 – changement climatique, cibles 14.2 et 14.3 des ODD, ODD 16 – institutions efficaces, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Accord de Paris relevant de la Convention-cadre des Nations Unies, Cadre d'action de Sendai, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR:

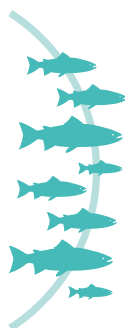
- 1 L'océan a absorbé 93 pour cent de la chaleur supplémentaire produite par le changement climatique anthropique (cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Il est donc l'un des premiers touchés par les effets à long terme de l'évolution du climat, qui agissent déjà et devraient continuer d'agir sur la répartition, la productivité et les variations saisonnières des ressources marines, avec tout ce que cela implique pour la pêche continentale et maritime (Barange *et al.*, 2018).
- 2 Sans la pêche, la biomasse moyenne mondiale des animaux marins devrait baisser de 5 à 17 pour cent d'ici à 2100 selon le scénario d'émissions pris en compte, essentiellement en raison de la hausse des températures et de la baisse de la production primaire (Lotze *et al.*, 2019). Les variations de la biomasse se traduiront par une diminution, d'ici à 2050, du potentiel de capture maximal dans les zones économiques exclusives de la planète, plus précisément de 2,8 à 5,3 pour cent en cas de forte atténuation, et de 7 à 12,1 pour cent en cas de maintien du statu quo (Barange *et al.*, 2018).



L'OCÉAN A ABSORBÉ

93%

DE LA CHALEUR
SUPPLÉMENTAIRE
PRODUITE PAR
LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE
ANTHROPIQUE



JUSQU'À 35 ZONES
ÉCONOMIQUES
EXCLUSIVES
DEVRAIENT
RECEVOIR DE
NOUVEAUX STOCKS
TRANSFRONTIÈRES
D'ICI À 2100

3 Les fluctuations du potentiel de capture maximal des poissons marins diffèrent selon les régions. C'est dans les tropiques que l'on devrait observer les diminutions les plus importantes, tandis que l'on s'attend soit à une hausse, soit à une baisse moins marquée dans les régions de haute latitude. La gestion de la pêche contribue énormément à atténuer les retombées et à optimiser les possibilités à cet égard (Barange, 2019).

4 Jusqu'à 35 zones économiques exclusives devraient recevoir de nouveaux stocks transfrontières d'ici à 2100 en raison des changements de répartition, un bouleversement qui sera synonyme de nouveaux défis et perspectives pour les nations qui pratiquent la pêche et qui s'accompagnera d'un risque de conflit autour de ces ressources nouvellement partagées (Pinsky *et al.*, 2018).

5 Une réforme de la pêche axée sur la résolution des problèmes d'efficacité, l'adaptation aux variations de la productivité dans le secteur et la création d'institutions transfrontières efficaces aura pour effet de renforcer la résilience des ressources halieutiques et pourrait conduire à des bénéfices et à des rendements plus élevés par rapport à aujourd'hui (Gaines *et al.*, 2018).

6 Environ 50 pour cent des espèces ichtyologiques continentales sont menacées par les répercussions du changement climatique, au nombre desquelles figurent la hausse des températures des eaux, les altérations de débit et les interactions entre ces facteurs et d'autres pressions, comme les espèces envahissantes, les agents pathogènes et l'hydroélectricité (Reid *et al.*, 2018). Les conséquences prévues ou déjà constatées ont augmenté au fil du temps, et la diminution de l'abondance de l'eau froide et des poissons d'eau froide constitue la réponse directionnelle la plus courante (Myers *et al.*, 2017).

7 Adapter la gestion de la pêche continentale au changement climatique suppose de faire reposer la gestion des habitats, des paysages et des écosystèmes sur une collaboration entre les acteurs de la gestion de la pêche et toute une série de partenaires axée sur l'utilisation des terres, l'élaboration des politiques et les systèmes humains (Paukert *et al.*, 2016). Pour la pêche continentale, les répercussions les plus importantes seront liées à la concurrence avec d'autres secteurs économiques plus valorisés pour les rares ressources en eau. Des effets positifs ont aussi été mis en évidence, notamment une hausse des précipitations qui a pour effet d'approfondir et d'améliorer la connectivité entre certains habitats de poissons, mais il faudra réaliser de nouveaux investissements et faire preuve de flexibilité en ce qui concerne les politiques, les lois et les règles ainsi que les pratiques après capture pour en tirer profit (Funge-Smith, 2018).

8 Il est de plus en plus clair que la fréquence et l'intensité des phénomènes extrêmes sont en hausse dans plusieurs régions et sont attribuables au changement climatique anthropique. Les catastrophes liées au climat représentent désormais plus de 80 pour cent de l'ensemble des catastrophes et ont des conséquences sociales et économiques majeures. L'ampleur leurs répercussions sur la pêche et l'aquaculture dépendra de la vulnérabilité des systèmes socioécologiques et de la mesure dans laquelle ils sont menacés.

9 Les effets du changement climatique sur le secteur, notamment les phénomènes extrêmes, seront déterminés dans une large mesure par sa capacité à élaborer et à exécuter des stratégies d'adaptation, parmi lesquelles doivent figurer la transformation des institutions et des modes de gestion et l'adoption, d'une part, de mesures favorables aux moyens d'existence et, d'autre part, de mesures visant à faire face aux risques et à les atténuer pour renforcer la résilience.

10 Volonté politique, participation des parties prenantes, innovations technologiques et changements des comportements seront indispensables pour que des solutions d'adaptation puissent voir le jour. Il convient également de bien évaluer la soif de changement dans tous les secteurs de la société, de même que les éléments qui favorisent ce changement ou qui lui font obstacle.

11 Les actions entreprises aux fins de l'adaptation aux effets directs et indirects du changement climatique et de leur atténuation devraient être axées sur les populations et planifiées et déployées de telles sorte que la complexité multidimensionnelle et interconnectée de la pêche soit dûment prise en compte, faute de quoi l'inefficacité et les risques de mauvaise adaptation augmenteront et aggraveront les répercussions au lieu de les atténuer.

GROUPE DE DISCUSSION 1

MESURES TECHNIQUES NOVATRICES D'ADAPTATION DES SYSTÈMES DE GESTION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Mesures techniques de gestion tenant compte du changement climatique dans le secteur de la pêche.

Steve D. Gaines, Université de Californie à Santa Barbara (UCSB), États-Unis d'Amérique.

PRÉSIDENTE

Hazel Oxenford, Université des Indes occidentales (UWI), Barbade

INTERVENANTS

Miguel Bernal, Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM-FAO), Italie.

John Hampton, Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), Nouvelle-Calédonie.

Kristin Holsman, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique.

Ernesto Penas Lado, consultant en politiques halieutiques internationales, Espagne.

Carl van der Lingen, Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, Afrique du Sud.

GROUPE DE DISCUSSION 2

INTERVENTIONS VISANT À ATTÉNUER LES RETOMBÉES ET À OPTIMISER LES POSSIBILITÉS

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Modifier la gestion de la pêche pour parvenir à des sociétés et à des économies dynamiques et prêtes à affronter le changement climatique

Éva Plagányi, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), Australie.

PRÉSIDENTE

Hazel Oxenford, Université des Indes occidentales (UWI), Barbade

INTERVENANTS

Merrick Burden, Fonds de défense de l'environnement (EDF), États-Unis d'Amérique.

Abigail Lynch, Service géologique des États-Unis (USGS), États-Unis d'Amérique.

Flower Msuya, Initiative de groupes d'algoculture de Zanzibar (ZaSCI), Tanzanie.

John Pinnegar, Centre des sciences de l'environnement, de la pêche et de l'aquaculture (CEFAS), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Shyam S. Salim, Institut central de recherche sur la pêche maritime (ICAR), Inde.

QUESTIONS

- 1 Comment la gestion de la pêche peut-elle s'adapter en amont au changement climatique, et quelles seront les conséquences d'une non-adaptation?
- 2 Compte tenu des modes de gestion de l'incertitude adoptés jusqu'à présent dans la pêche, quelles sont les difficultés associées à l'incorporation de l'incertitude dans les prévisions à long terme relatives au changement climatique?
- 3 Quelles sont les mesures de gestion les plus envisageables pour faire face aux changements qui s'opèrent dans la production, la répartition et les variations saisonnières des ressources aquatiques dans les secteurs pour lesquels on dispose de peu ou de beaucoup de données?
- 4 Comment le changement climatique se répercutera-t-il sur les communautés qui dépendent de la pêche, et quelles sont les stratégies d'adaptation qui peuvent contribuer à atténuer les retombées et à optimiser les possibilités en ce qui concerne les moyens d'existence, en particulier ceux des plus vulnérables, en tenant compte de la problématique femmes-hommes?
- 5 Comment définir des solutions ou revoir les procédés existants pour aider les pêcheurs à anticiper le changement climatique et à s'adapter en conséquence?
- 6 Comment mettre au point des solutions à plusieurs échelles pour les systèmes halieutiques qui tiennent compte des stratégies d'adaptation régionales, nationales et locales, en veillant à optimiser les possibilités et à atténuer les risques?

Session 7

Systèmes d'information sur la pêche et nouvelles technologies

Responsable de session (FAO): Marc Taconet



DESCRIPTION DE LA SESSION

La gestion durable de la pêche doit reposer sur une prise de décisions étayée par les meilleurs éléments scientifiques disponibles (FAO, 1995). Il faut pour cela une chaîne d'approvisionnement en données et en statistiques fonctionnelle et efficace, alimentée par divers systèmes d'information sur la pêche. Alors que des enjeux sociétaux toujours plus complexes (hausse de la demande de poisson, concurrence pour les ressources, changements climatiques, etc.) transforment le monde dans lequel nous vivons, la demande de données et d'informations évolue elle aussi. Aujourd'hui, la réalisation de l'ODD 14 sur les océans du Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert, entre autres: une meilleure connaissance des stocks de poissons pour améliorer leur situation en matière de durabilité (ODD 14.4.1); une attention plus marquée pour la réduction des effets néfastes de la pêche sur les habitats et les écosystèmes (ODD 14.2 et 14.5); une diminution de l'ampleur de la pêche illégale (ODD 14.4) et des stratégies pour éliminer les subventions nuisibles à la pêche (ODD 14.6.1); une connaissance plus précise de la contribution de la pêche artisanale aux moyens d'existence (ODD 14.b.1); des attentes croissantes quant à la contribution économique de la pêche durable au PIB (ODD 14.7.1). Il convient par ailleurs de créer des systèmes de suivi en temps quasi réel, capables d'orienter l'adoption, en temps voulu, de mesures correctives, pour faire face aux changements climatiques et à la nécessité croissante de mettre au point des dispositifs de gestion modulables fondés sur les risques (Barange *et al.*, 2018). Pourtant, malgré tous ces défis, le secteur halieutique reste en général parmi les derniers à adopter les nouveaux systèmes d'information, et la capacité de bon nombre de pays en développement à adopter les technologies les plus élémentaires est souvent considérée comme étant très faible. Les systèmes de collecte inadaptés et les lacunes majeures en matière de données sont encore monnaie courante et empêchent nombre de pays, d'une part, d'évaluer et de surveiller correctement l'état de leurs ressources halieutiques et, d'autre part, de concevoir des politiques et des dispositifs efficaces de gestion de la pêche.

La nécessité d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des données, des statistiques et des informations sur la pêche est clairement exposée dans la publication de la FAO sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (FAO, 2018).

La nécessité d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des données, des statistiques et des informations sur la pêche est clairement exposée dans la publication de la FAO sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture (FAO, 2018). Étant donné que les cibles des ODD reposent sur des évaluations quantitatives de la situation des pays fondées sur des éléments concrets, elles constituent un moyen unique de stimuler la production de données et d'améliorer la qualité, la disponibilité et l'utilisation de ces données dans les systèmes de suivi sectoriels aux fins de l'élaboration d'orientations (FAO, 2018b). S'il est vrai qu'il faut faire une meilleure utilisation des données nationales incomplètes et/ou inaccessibles, on se préoccupe de plus en plus des perspectives que peut offrir l'innovation en matière de technologies de l'information, ainsi que de la capacité de ces dernières à modifier la façon dont nous produisons, interprétons et diffusons les données relatives à la gestion durable de la pêche. Il ressort clairement des initiatives de mise en œuvre des nouvelles technologies éprouvées que ces dernières peuvent combler des besoins importants liés à la collecte de données sur la pêche – notamment en matière de transparence (p. ex. système d'identification automatique sur les activités de pêche – Taconet *et al.*, 2019), de sciences pluridisciplinaires et/ou de participation des communautés (p. ex. environnements de recherche virtuelle, production participative), de données en temps quasi réel (p. ex. systèmes de suivi électroniques de l'utilisation des quotas de captures), ou de participation des pêcheurs artisanaux à la cogestion – FAO, sous presse b). L'utilisation de normes internationales adéquates sera fondamentale pour veiller à l'uniformité des différents systèmes de statistiques nationaux.

Au cours de cette session, nous chercherons d'abord à évaluer l'efficacité des systèmes actuels d'information et de collecte de données sur la pêche et à mettre en évidence les technologies nouvelles et éprouvées qui permettraient d'améliorer la pêche maritime et continentale. Nous aborderons le problème tel qu'il se manifeste sur le terrain, selon le point de vue des populations côtières et des États en développement. Nous nous efforcerons de définir les enjeux actuels et de déterminer si la diversité des technologies rend le paysage de l'information plus complexe et plus stimulant, ou si elle offre au contraire des perspectives et des solutions pour résoudre les problèmes actuels. Nous chercherons par exemple à

déterminer la capacité de ces technologies à donner une image précise de chaque sous-secteur, en particulier de la pêche artisanale, de la pêche de subsistance et de la pêche de loisir, ou à savoir dans quelle mesure elles facilitent la participation de toutes les parties prenantes – y compris des femmes et des groupes les plus vulnérables – à la prise de décisions sur les politiques et la gestion halieutiques à tous les niveaux. Nous nous intéresserons également à la conviction croissante que les données sur la pêche se seront converties en bien public dans les dix prochaines années, et que l'intégration des sources et des services analytiques constitue un défi majeur. Enfin, nous présenterons les obstacles que les pays sont susceptibles de rencontrer sur la voie d'une science ouverte, s'agissant notamment des normes d'uniformité entre les différents systèmes de statistiques, de la propriété des données, des droits d'auteur et des conditions d'utilisation, des règles relatives à la confidentialité, et de la viabilité des solutions proposées.

Une fois que nous aurons une idée globale des problèmes à résoudre et des techniques éventuelles à employer et à généraliser, nous réfléchirons à une nouvelle vision prospective globale en analysant les technologies émergentes et le rôle qu'elles auront à jouer dans la généralisation des technologies avérées qui sont actuellement disponibles, et en tenant compte des éléments qui nous semblent indispensables à la gestion de la pêche et à la conservation des océans. S'il est techniquement possible de suivre chaque bateau, d'autres innovations présentent de très grandes difficultés. Comment, par exemple, l'évaluation des activités de pêche évoluera-t-elle à mesure que nous créerons des innovations technologiques? Comment les innovations de rupture, comme la technologie des chaînes de blocs, modifieront-elles le paysage de la traçabilité et le comportement des parties prenantes qui interviennent dans la chaîne de valeur? Comment la disponibilité des mégadonnées influencera-t-elle les attentes en matière de gestion écosystémique et adaptative face à l'incertitude? Enfin, quel sera le rôle de l'intelligence artificielle dans la diffusion de points de vue cohérents provenant de sources d'informations environnementales, économiques et sociales complexes, et/ou dans l'élaboration de scénarios et de solutions?

Tout au long de la session, nous nous efforcerons de définir des orientations quant éléments suivants: les mesures décisives nécessaires et les niveaux auxquels elles doivent être mises en œuvre; les rôles que devraient assumer les différentes organisations et parties prenantes (gouvernements, organismes du secteur, organisations non gouvernementales, etc.) pour veiller à l'adoption de systèmes d'information efficaces; les moyens de faire en sorte que les innovations en matière de données et d'informations contribuent véritablement à la gestion durable de la pêche aux plans local et mondial et soient accessibles aux plus vulnérables.

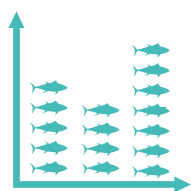
LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:



ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 8 – croissance économique, ODD 9 – technologie et innovation, ODD 13 – changements climatiques, cibles 14.2, 14.4, 14.5, 14.6 et 14.7, 14.b et 14.a des ODD, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Accord de Paris relevant de la Convention-cadre des Nations Unies, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable.

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR:

- 1** Des statistiques fiables, actualisées et détaillées sont indispensables à l'élaboration de politiques judicieuses et à la communication des informations sur les résultats et la durabilité du secteur halieutique qui sont indispensables à une bonne gestion (FAO, 1995).
- 2** La plupart des pays se sont dotés d'un système de collecte de statistiques au moins partielles sur la pêche. Pourtant, les systèmes inadaptés et les lacunes en matière de données restent monnaie courante et empêchent nombre de pays, d'une part, d'évaluer et de surveiller correctement l'état de leurs ressources halieutiques et, d'autre part, de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des dispositifs efficaces de gestion de la pêche (FAO, 2018). Il faut de toute urgence améliorer la disponibilité, la qualité et l'utilisation des données, statistiques et informations sur la pêche, en particulier dans les pays en développement (FAO, 2018), afin de faciliter la prise de décisions fondées sur des éléments concrets s'agissant de la gestion durable de la pêche aux niveaux local, national et international.



**LA RÉALISATION DE
L'ODD 14 SUR LES
OCÉANS REPOSE
SUR UNE MEILLEURE
CONNAISSANCE
DES STOCKS
DE POISSONS
POUR AMÉLIORER
LEUR SITUATION
EN MATIÈRE DE
DURABILITÉ**

3 Le secteur halieutique est généralement parmi les derniers à adopter les technologies de l'information novatrices, et la capacité de nombreux pays en développement à se doter des technologies les plus élémentaires est souvent faible, ce qui contribue au manque de données sur de nombreuses pêcheries. Il ressort des initiatives existantes que les nouvelles technologies et les nouveaux systèmes d'information, associés à des solutions bien conçues de renforcement des capacités et de gestion durable, sont susceptibles de favoriser considérablement l'amélioration de la collecte de données de grande qualité sur la pêche et de leur disponibilité, et de participer au renforcement des systèmes de statistiques nationaux (FAO, sous presse a).

4 La réalisation de l'ODD 14 sur les océans du Programme de développement durable à l'horizon 2030 repose, entre autres, sur les objectifs suivants: une meilleure connaissance des stocks de poissons pour améliorer leur situation en matière de durabilité (ODD 14.4.1); une attention plus marquée pour la réduction des effets néfastes de la pêche sur les habitats et les écosystèmes (ODD 14.2 et 14.5); une idée plus précise de la contribution de la pêche artisanale aux moyens d'existence (ODD 14.b.1), une diminution de l'ampleur de la pêche illégale (ODD 14.4) et des stratégies pour interdire les subventions à la pêche préjudiciables (ODD 14.6.1); des attentes croissantes quant à la contribution économique de la pêche durable au PIB. Étant donné que les ODD s'appuient sur des évaluations quantitatives de la situation des pays, ils constituent une raison et une occasion uniques d'améliorer les systèmes de collecte de données et d'augmenter la production, la qualité, la disponibilité et l'utilisation de ces données dans les systèmes de suivi sectoriels aux fins de l'élaboration d'orientations. L'utilisation de normes internationales adéquates sera fondamentale pour veiller à l'uniformité des différents systèmes de statistiques nationaux.

5 Il est nécessaire de créer des systèmes de suivi en temps quasi réel, capables d'orienter l'adoption, en temps voulu, de mesures correctives, pour faire face à l'émergence des changements climatiques et à la nécessité croissante de mettre au point des dispositifs de gestion modulables fondés sur les risques (Barange *et al.*, 2018). Ces systèmes, qui sont conçus pour appuyer la prise de décisions de gestion et assurer une utilisation optimale des nouvelles technologies, amélioreront l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données pertinentes par rapport à ce qui se fait actuellement.

6 Les nouvelles technologies de l'information sont de nature à modifier la manière dont nous produisons, interprétons et diffusons les données relatives à la gestion durable de la pêche. Il ressort clairement des initiatives de mise en œuvre des nouvelles technologies éprouvées que ces dernières peuvent combler des besoins importants liés à la collecte de données sur la pêche¹ notamment en matière de transparence (par exemple, système d'identification automatique sur les activités de pêche – Taconet *et al.*, 2019), de sciences pluridisciplinaires et/ou de participation des communautés (par exemple, environnements de recherche virtuelle, production participative), de données en temps quasi réel (par exemple, systèmes de suivi électroniques de l'utilisation des quotas de captures), ou de participation des pêcheurs artisanaux à la cogestion – FAO, sous presse b). Ces exemples donnent un aperçu de la valeur ajoutée considérable et des possibilités pour ce qui est d'inspirer et d'influencer les opérations et la gestion locales de la pêche.

7 S'il est vrai que les gouvernements et les organismes en charge du contrôle et de la gestion de la pêche étaient jusqu'ici peu enclins à ouvrir l'accès aux systèmes de données, les informations sur le poisson et la pêche se convertissent rapidement en un bien public, ce qui donne l'occasion à bon nombre d'acteurs non étatiques de proposer des services novateurs, et aux acteurs étatiques de tirer le meilleur parti des technologies disponibles.

8 Les technologies de l'information constituent un secteur novateur en évolution rapide, et il est difficile de savoir, au-delà d'un délai de cinq ans, à quoi il ressemblera et dans quelle mesure il transformera nos méthodes de suivi et de gestion. L'arrivée de nouvelles technologies, telles que la technologie des chaînes de blocs, les mégadonnées, l'intelligence artificielle et l'apprentissage profond, est de nature à altérer considérablement la chaîne de valeur établie et à bouleverser la gestion du secteur à court et à moyen terme.

9 Il reste encore des défis majeurs à relever pour faire profiter le secteur de ces innovations et contribuer aux efforts entrepris pour mettre en œuvre le Programme 2030, notamment en ce qui concerne les limites en matière de droits d'auteur, de vie privée et de confidentialité, l'exhaustivité et les risques de biais, la capacité à intégrer les sources et les services analytiques, le coût des investissements, le bouleversement des systèmes de suivi existants et l'adaptation des parties prenantes, et la viabilité des solutions proposées.

10 Le rôle que joue le secteur public dans ce domaine aux niveaux national, régional et mondial demeure capital. En participant au Le renforcement de la gouvernance et à l'augmentation des partenariats entre les fournisseurs de données et de technologies peut faciliter la mise en place de flux de données complètes et partageables reposant sur des applications locales comme sur le suivi des statistiques et des tendances mondiales. Il devra pour ce faire veiller à ce que les erreurs inhérentes liées aux intérêts privés ne faussent pas une évaluation objective de la situation dans le secteur. Le secteur public a également un rôle déterminant à jouer pour combattre la tendance naturelle à l'apparition d'un fossé numérique et faire en sorte que toutes les parties intéressées, y compris les femmes et les personnes les plus vulnérables, puissent bénéficier de ces innovations technologiques.



LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ET L'AUGMENTATION DES PARTENARIATS ENTRE LES FOURNISSEURS DE DONNÉES ET DE TECHNOLOGIES PEUVENT FACILITER LA MISE EN PLACE DE FLUX DE DONNÉES COMPLÈTES, NEUTRES ET PARTAGEABLES

GROUPE DE DISCUSSION 1

AU CŒUR DU PROBLÈME: QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER POUR FAIRE EN SORTE QUE LES DONNÉES/INFORMATIONS SUR LA PÊCHE DEVIENNENT UN BIEN PUBLIC QUI CONTRIBUE À SATISFAIRE LES BESOINS DU SECTEUR?

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Comment les technologies de l'information et de la communication peuvent-elles répondre à certaines questions liées aux mégadonnées dans la pêche artisanale?
Serge Raemaekers, Abalobi, Afrique du Sud.

PRÉSIDENCE

Cisco Werner, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique

INTERVENANTS

Douglas Beard, Service géologique des États-Unis (USGS), États-Unis d'Amérique.

Emmanuel Chassot, Autorité de pêche seychelloise, Seychelles.

Jeannette Mateo, Chargée des ressources halieutiques au Conseil dominicain de la pêche et de l'aquaculture (CODOPESCA), République dominicaine.

Nyoman Radiarta, Institut de recherches et d'observation marines (IMRO), Indonésie.

Suzette Soomai, Pêche et Océans Canada (DFO), Canada.

GROUPE DE DISCUSSION 2

UNE VISION POUR L'AVENIR: QUELLES TECHNOLOGIES FAUT-IL GÉNÉRALISER ET ADOPTER, ET QUELLES LACUNES LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES DOIVENT-ELLES COMBLER?

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Aller plus loin que l'intelligence augmentée (sans faire de laissés-pour-compte).
Donatella Castelli, Conseil national italien de la recherche (CRN-ISTI), Italie

PRÉSIDENCE

Cisco Werner, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique

INTERVENANTS

Bubba Cook, Fonds mondial pour la nature (WWF), Nouvelle-Zélande.

Lifeng Cui, Centre national de développement des technologies de la pêche, Société générale des pêches, Chine

Sara Iverson, Réseau de suivi des océans (OTN), Canada.

Tony Long, Global Fishing Watch, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Lida Teneva, Fondation californienne pour les sciences océaniques, États-Unis d'Amérique.

QUESTIONS

- 1 Quels sont les principaux obstacles qui empêchent les pays de mettre au point des systèmes efficaces d'information et de suivi sur la pêche? Quelles sont les nouvelles exigences liées aux ODD auxquelles nos systèmes d'information doivent répondre?
- 2 Les lacunes importantes en matière de données trouvent-elles leur origine dans l'absence de collecte de données par les pays, ou dans le fait que ceux-ci ne sont pas en mesure de gérer et d'analyser comme il se doit les données recueillies? Quels sont les obstacles techniques, financiers et politiques à l'adoption de technologies éprouvées ou novatrices?
- 3 Comment faire en sorte que les données et les informations soient plus ouvertement accessibles? Comment augmenter la transparence, en particulier lorsque les données/informations sont confidentielles ou pourraient faire l'objet d'une utilisation qui fragilise les pratiques durables?
- 4 Les nouvelles technologies changeront-elles les modèles de gestion de la pêche ou la façon dont nous relevons les défis associés à la sécurité alimentaire et à la pérennité des moyens d'existence? Comment faire une place aux différentes formes de savoir, par exemple aux connaissances traditionnelles ou aux savoirs autochtones, dans les nouvelles technologies?
- 5 Comment les données produites au moyen des nouvelles technologies pour satisfaire les besoins locaux peuvent-elles contribuer à l'évaluation du secteur halieutique mondial? Que faudrait-il faire pour veiller à ce que les informations interprétées de manière responsable continuent d'alimenter les décisions?
- 6 Compte tenu des investissements requis, comment éviter l'apparition d'un fossé numérique, et quelles stratégies adopter pour garantir la participation des femmes et des personnes les plus vulnérables?
- 7 Que deviendra une organisation comme la FAO (fournisseur de données, organisme d'assurance de la qualité et de décision, organisation chargée de réaliser des analyses pour ses membres), comment son rôle en matière de gouvernance évoluera-t-il, et quel sera le rôle des autres organisations et parties prenantes?

Session 8

Perspectives en matière d'action publique au service de la pêche au XXI^e siècle

Responsable de session (FAO): Amber Himes-Cornell



DESCRIPTION DE LA SESSION

Cette session sera l'occasion d'analyser les impératifs en matière d'action publique dans le secteur halieutique au XXI^e siècle, dans un contexte marqué par un intérêt renouvelé pour la capacité de la pêche à satisfaire les besoins alimentaires d'une population humaine en pleine croissance, l'évolution progressive de la productivité globale des systèmes marins, les répercussions au plan international de l'accès limité aux ressources halieutiques, et la redistribution des espèces pêchées au regard des zones de gestion et des pêcheries à mesure que le climat change.

Les caractéristiques économiques, sociales et écologiques des régions et de leurs pêches étant extrêmement diverses, les modes de gestion de la pêche et la mesure dans laquelle cette gestion est jugée efficace varient considérablement. La plupart des politiques nationales de gestion de la pêche visent essentiellement à trouver un équilibre entre conservation et utilisation durable des ressources en faisant une place plus large à la durabilité écologique qu'à la durabilité sociale ou économique. Les résultats de ces politiques sont néanmoins variables: certains pays et certaines régions ont largement atteint leurs objectifs de gestion, tandis que d'autres n'y sont pas parvenues.

Parmi les différents obstacles à la bonne mise en œuvre des politiques, beaucoup sont liés à la demande élevée de ressources limitées, à la pauvreté et à l'absence de solutions alternatives à la pêche, à la complexité et aux connaissances insuffisantes, aux mesures d'incitation peu adaptées à la situation et aux distorsions du marché, au manque de gouvernance, et aux désaccords entre le secteur halieutique et les autres secteurs et l'environnement. On s'accorde ainsi à reconnaître que la gestion nationale et internationale de la pêche reste marquée par un certain nombre de lacunes et de faiblesses auxquelles il faut remédier afin de pouvoir libérer toute l'étendue du potentiel de la pêche mondiale.

Parmi les principaux défis à relever figurent notamment:

- la recherche de méthodes de gestion efficaces adaptées aux pays et aux régions qui ne peuvent pas ou qui choisissent de ne pas affecter des ressources humaines suffisantes à la mise au point de systèmes de gestion et à leur fonctionnement;
- la gestion de pêches différentes qui partagent parfois les mêmes ressources biologiques;
- l'amélioration de l'efficacité de la coopération internationale;
- la gestion de la pêche dans les zones à haute diversité biologique;
- une répartition juste des ressources halieutiques mondiales;
- l'établissement de relations constructives avec les initiatives de conservation de la biodiversité marine et continentale et d'autres secteurs, et les utilisations des ressources d'eau douce et des ressources marines;
- l'alignement des objectifs économiques, sociaux et environnementaux;
- la mise en œuvre pratique et le contrôle de l'application des systèmes de gestion existants.

S'il est vrai qu'un certain nombre de politiques et d'accords internationaux sous-tendent la gestion de la pêche, au nombre desquels la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ONU, 1994), l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (ONU, 2001), le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (FAO, 1995), et d'autres instruments et plans d'action internationaux, le monde évolue rapidement sous l'influence, entre autres facteurs, des changements climatiques et du développement économique et technologique. L'élaboration et l'adoption relativement récentes d'une série de nouvelles orientations et approches témoignent d'une vaste expérience pour ce qui est de faire face aux difficultés, et souligne la nécessité de tenir compte des besoins futurs en matière d'action publique et de fixer des priorités à cet égard.

Les ressources halieutiques, quoique renouvelables, ne sont pas infinies et doivent être convenablement gérées si l'on veut maintenir leur contribution au bien-être nutritionnel, économique et social d'une population mondiale croissante.

Code de conduite pour une pêche responsable, 1995

Par ailleurs, compte tenu des nombreux compromis à faire au niveau des axes environnemental, économique et social des objectifs de développement durable (ODD), nous ne pouvons pas aborder la question des politiques halieutiques uniquement sous un angle sectoriel. Nous devons faire une place aux politiques halieutiques dans l'action publique globale si nous voulons réellement progresser au-delà de l'ODD 14 sur la vie aquatique et concrétiser les nombreux autres ODD qui sont utiles à la gestion de la pêche de capture et aux parties prenantes du secteur, et si nous voulons faire évoluer positivement la société et parvenir à un avenir durable.

Les intervenants principaux et les groupes de discussion de cette session s'efforceront de mettre en évidence les perspectives en matière d'action publique au service de l'amélioration de la gestion de la pêche au XXI^e siècle. Ils détermineront comment un changement d'orientation pour le secteur dans différentes régions du monde peut contribuer à maintenir ou à améliorer la gestion de la pêche et favoriser plus globalement la réalisation des objectifs d'atténuation de la pauvreté, de développement, de création d'emplois, de sécurité alimentaire et de nutrition, et de santé des océans et des ressources en eau douce. La session se terminera par l'élaboration d'une conception pour le secteur et la contribution de la pêche à «L'avenir que nous voulons».

LES RÉSULTATS DE CETTE SESSION CONTRIBUERONT AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS:

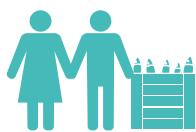


ODD 1 – réduire la pauvreté, ODD 2 – sécurité alimentaire, ODD 3 – santé, ODD 5 – égalité des sexes, ODD 8 – travail décent et croissance économique, ODD 10 – inégalités réduites, ODD 13 – changements climatiques, cibles 14.2, 14.4, 14.6 et 14.c des ODD, Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement, Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

1 Si les gouvernements et la société civile sont de plus en plus conscients de l'importance de nos océans et eaux continentales, les nombreux services que nous rendent ces derniers n'occupent que depuis peu une place de premier plan dans les préoccupations des dirigeants politiques de haut niveau. Il est aujourd'hui largement admis que les cadres de gouvernance relatifs aux océans et aux mers doivent être renforcés pour que les générations futures puissent bénéficier des biens et services océaniques et pour parvenir à une économie bleue véritablement durable.

2 Le pouvoir de l'économie bleue oriente l'élaboration de politiques marines et maritimes qui visent à créer des solutions cohérentes de gestion des activités interconnectées de transport maritime, de production d'énergie, de tourisme, d'extraction des ressources minérales et de pêche. L'augmentation attendue des exigences quant à l'économie bleue suscite également des appels à veiller à ce que le fondement de cette économie – nos mers et océans – fassent l'objet d'une exploitation durable.



**LES EMPLOIS CRÉÉS
POUR LES HOMMES
ET LES FEMMES QUI
INTERVIENNENT
ENTRE LE MOMENT
OÙ LE POISSON EST
PÊCHÉ ET CELUI OÙ
IL EST CONSOMMÉ
PARTICIPENT À
L'ÉLIMINATION DE LA
PAUVRETÉ**



**53
ORGANES
RÉGIONAUX DES
PÊCHES DANS LE
MONDE**

3 Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans les espaces maritimes et continentaux ne datent pas d'hier et contribuent à un large éventail d'objectifs. Bien qu'il s'agisse de secteurs traditionnellement moins prioritaires et moins importants que les autres sur les plans économique et politique, ce sont des secteurs essentiels de la production alimentaire qui sont source de moyens d'existence, mais aussi de valeurs sociales et culturelles.

4 Le Code de conduite pour une pêche responsable (le Code de conduite) reconnaît que «les ressources halieutiques, quoique renouvelables, ne sont pas infinies et doivent être convenablement gérées si l'on veut maintenir leur contribution au bien-être nutritionnel, économique et social d'une population mondiale croissante» (Préface du Code de conduite pour une pêche responsable, 1995). Cette déclaration faite il y a 25 ans – qui met en évidence le rôle décisif des poissons et de la pêche maritimes et continentaux dans la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement économique et social à l'échelle mondiale – est plus que jamais d'actualité.

5 Grâce aux appels à la coopération et à la coordination régionales et mondiales lancés dans le Code de conduite, le cadre juridique international relatif au secteur de la pêche est à présent bien établi, tant dans les zones qui relèvent de la compétence nationale qu'en haute mer. Par l'intermédiaire du Réseau des secrétariats des organes régionaux des pêches (RSN) et d'autres systèmes de coopération, les 53 organes régionaux des pêches du monde entier renforcent, avec d'autres organisations compétentes (p. ex. les organisations régionales des mers, l'Organisation maritime internationale et l'Autorité internationale des fonds marins), les mécanismes internationaux de gouvernance des océans relatifs à la haute mer et aux pêches mondiales.

6 La mise en œuvre des politiques halieutiques aux niveaux national, régional et mondial est néanmoins irrégulière et donne des résultats mitigés, parfois en raison de l'inadéquation des politiques, parfois à cause de défaillances dans la mise en application qui peuvent être liées à un manque de moyens ou de ressources. Il est impératif de réfléchir collectivement à ce problème pour trouver des moyens d'améliorer les politiques là où les objectifs ne sont pas atteints, tout en veillant à ne pas perturber ce qui fonctionne bien. Il faut en particulier assurer une gestion durable de l'utilisation des ressources dans toutes les zones de pêche en visant des objectifs plus ambitieux que les cibles récentes axées sur la conservation (comme la cible 11 des objectifs d'Aichi pour la biodiversité).

7 Du côté des terres, les politiques environnementales plus globales sur la protection contre les inondations, l'irrigation et la répartition des ressources en eau, la navigation ou encore la production d'énergie hydroélectrique s'interrogent encore rarement sur les répercussions au niveau de la qualité de l'eau, de la cohésion de l'habitat, de la disponibilité de l'eau douce et des changements climatiques, qui sont pourtant d'une importance capitale pour la pêche continentale. En effet, les enjeux liés à la pêche continentale commencent seulement à être abordés dans le cadre des dialogues plus généraux sur la terre et l'eau, et la gestion de la pêche continentale demeure largement centrée sur l'administration des accès et la définition de règles techniques.

8 On sait d'expérience que les systèmes d'accès libre sont moins utiles pour produire des résultats durables sur les plans environnemental, économique et social. La gestion de la pêche doit dès lors reposer sur des droits fonciers et des droits des usages conformes aux différents contextes dans lesquels ils sont exercés. Ces systèmes de gestion doivent être conçus de manière à faire en sorte que la capacité de pêche soit proportionnée aux possibilités de pêche disponibles.

9 Les politiques relatives au secteur halieutique ne se cantonnent pas uniquement au poisson (ODD 14 sur la vie aquatique):

- Les emplois créés pour les hommes et les femmes qui interviennent entre le moment où le poisson est pêché et celui où il est consommé participent à l'élimination de la pauvreté (ODD 1).
- Le poisson capturé contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition (ODD 2 et 3).
- Une pêcherie bien gérée qui opère de manière écologiquement viable peut favoriser l'élimination de la pauvreté (ODD 1), le bien-être économique (ODD 8), l'adaptation aux changements climatiques (ODD 13), et la paix et la sécurité (ODD 16).
- Lorsque l'accès à ces ressources naturelles et aux marchés est reconnu et garanti aux pêcheurs artisanaux (ODD 14.b), la concurrence avec les secteurs rivaux est plus équitable (ODD 10) et l'égalité entre hommes et femmes est mieux assurée (ODD 5).

10 Le Comité des pêches de la FAO est l'instance mondiale de discussion et de prise de décisions sur les questions liées à la pêche et à l'aquaculture. C'est là que se jouera et que sera débattu l'avenir des politiques halieutiques.

11 L'application généralisée des instruments et cadres mondiaux existants – notamment en faveur des droits de l'homme, du droit à l'alimentation, des peuples autochtones, de l'égalité femmes-hommes, du travail, de la gouvernance responsable des droits fonciers, de la gestion durable de la pêche artisanale, de l'investissement agricole responsable, et de la sécurité alimentaire et de la nutrition – dans le secteur halieutique est l'une des perspectives les plus importantes en matière d'action publique pour le renforcement de la gouvernance de la pêche au XXI^e siècle.

GROUPE DE DISCUSSION 1

AU-DELÀ DU CODE DE CONDUITE: PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ACTION PUBLIQUE POUR LA GESTION DE LA PÊCHE AU XXI^E SIÈCLE

PRÉSENTATION PRINCIPALE

Navigation en eaux inconnues.

Lori Ridgeway, consultante internationale, Canada.

Assurer une gestion durable de la pêche sans faire de laissés-pour-compte: trois perspectives fondamentales en matière d'action publique au XXI^e siècle.

John Kurien, Université Azim Premji, Inde.

PRÉSIDENCE

Atsushi Sunami, Institut de recherche sur les politiques océaniques, Fondation Sasakawa pour la paix (OPRI – SPF), Japon.

INTERVENANTS

Samantha Burgess, Fonds mondial pour la nature (WWF), Belgique.

Michael Copeland, Lucky Star Operations, Oceana Group Ltd, Afrique du Sud.

Claire Delpeuch, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France.

Hamady Diop, Agence de développement de l'Union africaine (ADUA-NEPAD), Afrique du Sud.

Sergei Leontiev, Institut de recherche sur la pêche et l'océanographie de la Fédération de Russie (VNIRO), Russie.

Pamela Mace, Ministère de l'industrie primaire, Nouvelle-Zélande.

Patrick McConney, Université des Indes occidentales (UWI), Barbade.

Yi Tang, Université de l'océan de Shanghai (SHOU), Chine.

Veronika Veits, Direction générale des affaires maritimes et des pêches de la Commission européenne, Belgique.

Sally Yozell, Centre Stimson, États-Unis d'Amérique.

QUESTIONS

- 1 Quels ont été les principaux échecs et résultats des politiques halieutiques depuis l'adoption du Code de conduite pour une pêche responsable?
- 2 Compte tenu des principaux besoins à combler à l'avenir en matière d'action publique, quelles politiques innovantes nous aideront selon vous à assurer une gestion durable de la pêche dans un monde où la demande de ressources marines et de ressources d'eau douce est en hausse dans plusieurs secteurs?
- 3 Quels cadres régionaux et internationaux existants faut-il renforcer pour promouvoir les politiques halieutiques et favoriser la gestion du secteur à l'avenir?
- 4 Quels compromis la société devra-t-elle envisager pour parvenir à un équilibre entre les objectifs des différents secteurs pour lesquels les océans, les fleuves et les lacs présentent un intérêt?
- 5 Comment mieux contribuer collectivement à la mise en œuvre de politiques et de stratégies de gouvernance halieutiques qui répondent aux besoins des pêcheurs artisanaux, notamment s'agissant de leurs droits d'accès aux ressources halieutiques de mer et d'eau douce?
- 6 Quels éléments doivent être abordés lors des futurs débats d'orientation pour que la croissance de l'économie bleue contribue au mieux à assurer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire?

BIBLIOGRAPHIE

SESSION 1

Costello, C., Ovando, D., Hilborn, R., Gaines, S.D., Deschenes, O. & Lester, S.E. 2012. «Status and Solutions for the World's Unassessed Fisheries», *Science*, 338(6106): 517–20. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/science.1223389>)

FAO. 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)

Ricard, D., Minto, C., Jensen, O.P. & Baum, J.K. 2012. «Examining the Knowledge Base and Status of Commercially Exploited Marine Species with the RAM Legacy Stock Assessment Database», *Fish and Fisheries*, 13(4): 380–98. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1111/j.1467-2979.2011.00435.x>)

Rousseau, Y., Watson, R.A., Blanchard, J.L. & Fulton, E.A. 2019. «Evolution of Global Marine Fishing Fleets and the Response of Fished Resources», *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(25): 12238–43. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1073/pnas.1820344116>)

Ye, Y. & Gutierrez, N.L. 2017. «Ending fishery overexploitation by expanding from local successes to globalized solutions», *Nature Ecology & Evolution*, 1(7). (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1038/s41559-017-0179>)

SESSION 2

Abt Associates. 2015. *Estimating the Change in Ecosystem Service Values from Coastal Restoration*. (également disponible à l'adresse https://www.abtassociates.com/sites/default/files/migrated_files/1d3da4ac-9f10-4583-90bf-0f6cb2eafdc0_0.pdf)

Assemblée générale des Nations Unies. 2015. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015: 70/1. *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. (également disponible à l'adresse <https://undocs.org/fr/A/RES/70/1>)

Benítez-López, A., Alkemade, R., Schipper, A.M., Ingram, D.J., Verweij, P.A., Eikelboom, J.A.J. & Huijbregts, M.A. J. 2017. «The Impact of Hunting on Tropical Mammal and Bird Populations», *Science*, 356(6334): 180–83. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/science.aaj1891>)

Costanza, R., Rudolf de Groot, L. B., Ida K., Lorenzo F., Paul S., Steve F. & Monica G. 2017. «Twenty Years of Ecosystem Services: How Far Have We Come and How Far Do We Still Need to Go?», *Ecosystem Services*, 28 (Décembre): 1–16. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2017.09.008>)

Dulvy, N. K., Sadovy, Y. & Reynolds, J.D. 2003. «Extinction Vulnerability in Marine Populations», *Fish and Fisheries*, 4(1): 25–64. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1046/j.1467-2979.2003.00105.x>)

Halpern, B. S., Cottrell, R.S., Blanchard, J.L., Bouwman, L., Froehlich, H.E., Gephart, J.A., Jacobsen, N.S., Kuempel, C.D., McIntyre, P.B., Metian, M., Moran, D.D., Nash, K.L., Többen, J. & Williams, D.R. 2019. «Opinion: Putting All Foods on the Same Table: Achieving Sustainable Food Systems Requires Full Accounting», *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(37): 18152–56. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1073/pnas.1913308116>)

IPBES. 2019. *Résumé à l'intention des décideurs du rapport sur l'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques*, Díaz, S., Settele, J., Brondizio, E.S., Ngo, H.T., Guèze, M., Agard, J., Arneth, A., et al. Secrétariat de l'IPBES, Bonn, Allemagne. (également disponible à l'adresse <https://www.ipbes.net/global-assessment-report-biodiversity-ecosystem-services>)

- McCauley, D. J., Pinsky, M.L., Palumbi, S.R., Estes, J.A., Joyce F.H. & Warner, R.R.** 2015. «Marine Defaunation: Animal Loss in the Global Ocean», *Science*, 347(6219): 1255641–1255641. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/science.1255641>)
- OCDE.** 2019. *Financer la biodiversité, agir pour l'économie et les entreprises, préparé par l'OCDE pour la Présidence française du G7 et la réunion des ministres de l'Environnement du G7, les 5 et 6 mai 2019*. (également disponible à l'adresse <https://www.oecd.org/environment/resources/biodiversity/Rapport-G7-financer-la-biodiversite-agir-pour-l%27economie-et%20les-entreprises.pdf>)
- Salafsky, N. & Wollenberg, E.** 2000. «Linking Livelihoods and Conservation: A Conceptual Framework and Scale for Assessing the Integration of Human Needs and Biodiversity», *World Development*, 28(8): 1421–38. (également disponible à l'adresse [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00031-0](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00031-0))
- Sumaila, U. R.** 2012. «Seas, Oceans and Fisheries: A Challenge for Good Governance», *The Round Table*, 101(2): 157–66. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1080/00358533.2012.661532>)
- Worm, B., Hilborn, R., Baum, J.K., Branch, T.A., Collie, J.S., Costello, C., Fogarty, M.J., Fulton, E.A., Hutchings, J.A., Jennings, S., Jensen, O.P., Lotze, H.K., Mace, P.M., McClanahan, T.R., Minto, C. Palumbi, S.R., Parma, A.M. Ricard, D., Rosenberg, A.A., Watson, R. & Zeller, D.** 2009. «Rebuilding Global Fisheries», *Science*, 325(5940): 578–85. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/science.1173146>)

SESSION 3

- FAO, FIDA, OMS, PAM & UNICEF.** 2019. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>)
- FAO.** 2017. *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Tendances et défis*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6881f.pdf>)
- FAO.** 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)
- FAO.** 2019. *FAO yearbook. Fishery and Aquaculture Statistics 2017 / FAO annuaire. Statistiques des pêches et de l'aquaculture 2017 / FAO anuario. Estadísticas de pesca y acuicultura 2017*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5495t/CA5495T.pdf>)
- Groupe d'experts de haut niveau.** 2014. *La durabilité de la pêche et de l'aquaculture au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i3844f.pdf>)
- Groupe d'experts de haut niveau.** 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*, FAO, Rome. (également disponible à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_FR.pdf)
- Hall, S.J., Delaporte, A., Phillips, M.J., Beveridge, M. & O'Keefe, M.** 2011. *Blue Frontiers: Managing the Environmental Costs of Aquaculture*. WorldFish Center, Penang, Malaisie. (également disponible à l'adresse http://pubs.iclarm.net/resource_centre/WF_2818.pdf)
- Hilborn, R., Banobi, J., Hall, S.J., Pucylowski, T. & Walsworth, T.E.** 2018. «The Environmental Cost of Animal Source Foods», *Frontiers in Ecology and the Environment*, 16(6): 329–35. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1002/fee.1822>)

SESSION 4

Banque mondiale, FAO, WorldFish Center. 2012. *Hidden harvest: The global contribution of capture fisheries*. Banque mondiale, New York, États-Unis d'Amérique. (également disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/515701468152718292/pdf/664690ESW0P1210120HiddenHarvest0web.pdf>)

FAO. 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)

SESSION 5

Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M.C.M., Cochrane, K.L., Funge-Smith, S. & Poulain, F. (sous la dir. de). 2018. *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*, FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 627. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/policy-support/resources/resources-details/en/c/1152846/>)

FAO. 2019. *FAO yearbook. Fishery and Aquaculture Statistics 2017 / FAO annuaire. Statistiques des pêches et de l'aquaculture 2017 / FAO anuario. Estadísticas de pesca y acuicultura 2017*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5495t/CA5495T.pdf>)

Tveterås S., Asche F., Bellemare M.F., Smith M.D., Guttormsen A.G., Lem, A. Lien, K. & Vannuccini, S. 2012. «Fish Is Food - The FAO's Fish Price Index», *PLoS ONE*, 7(5): e36731. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0036731>)

SESSION 6

Barange, M. 2019. «Avoiding misinterpretation of climate change projections of fish catches», *ICES Journal of Marine Science*. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsz061>)

Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M.C.M., Cochrane, K.L., Funge-Smith, S. & Poulain, F. (sous la dir. de). 2018. *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*, FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 627. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/policy-support/resources/resources-details/en/c/1152846/>)

Funge-Smith, S. 2018. *Review of the state of world fishery resources: inland fisheries*. FAO Fisheries and Aquaculture Circular No. C942 Rev.3, FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/inland-fisheries/resources/detail/en/c/1145511/>)

Gaines, S.D., Costello, C., Owashi, B., Mangin, T., Bone, J., Molinos, J.G., Burden, M., Dennis, H., Halpern, B.S., Kappel, C.V., Kleisner, K.M. & Ovando, D. 2018. «Improved fisheries management could offset many negative effects of climate change», *Science Advances*, 4(8), eaao1378. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/sciadv.aao1378>)

Lotze, H.K., Tittensor, D.P., Bryndum-Buchholz, A., Eddy, T.D., Cheung, W.W.L., Galbraith, E.D., Barange, M., Barrier, N., Bianchi, D., Blanchard, J.L., Bopp, L., Buchner, M., Bulman, C.M., Carozza, D.A., Christensen, V., Coll, M., Dunne, J.P., Fulton, E.A., Jennings, S., Jones, M.C., Mackinson, S., Maury, O., Niiranen, S., Oliveros-Ramos, R., Roy, T., Fernandes, J.A., Schewe, J., Yunné-Jai, S., Silva, T.A.M., Steenbeek, J., Stock, C.A., Verley, P., Volkholz, J., Walker, N.D. & Worm, B. 2019. «Global ensemble projections reveal trophic amplification of ocean biomass declines with climate change», *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(26): 12907–12912. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1073/pnas.1900194116>)

Myers, B.J.E., Lynch, A.J., Bunnell, D.B., Chu, C., Falke, J.A., Kovach, R.P., Krabbenhoft, T.J., Kwak, T.J. & Paukert, C.P. 2017. «Global synthesis of the documented and projected effects of climate change on inland fishes», *Reviews in Fish Biology and Fisheries*, 27(2): 339–361. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1007/s11160-017-9476-z>)

Oliver, E.C.J., Benthuisen, J.A., Bindoff, N.L., Hobday, A.J., Holbrook, N.J., Mundy, C.N. & Perkins Kirkpatrick, S.E. 2017. «The Unprecedented 2015/16 Tasman Sea Marine Heatwave», *Nature Communications*, 8(1). (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1038/ncomms16101>)

Paukert, C.P., Glazer, B.A., Hansen, G.J.A., Irwin, B.J., Jacobson, P.C., Kershner, J.L., Shuter, B.J., Whitney, J.E. & Lynch, A.J. 2016. «Adapting Inland Fisheries Management to a Changing Climate», *Fisheries*, 41(7): 374–384. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1080/03632415.2016.1185009>)

Pinsky, M.L., Reygondeau, G., Caddell, R., Palacios-Abrantes, J., Spijkers, J. & Cheung, W.W.L. 2018. «Preparing ocean governance for species on the move», *Science*, 360(6394): 1189–1191. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1126/science.aat2360>)

Reid, A.J., Carlson, A.K., Creed, I.F., Eliason, E.J., Gell, P.A., Johnson, P.T.J., Kidd, K.A., MacCormack, T.J., Olden, J.D., Ormerod, S.J., Smol, J.P., Taylor, W.W., Tockner, K., Vermaire, J.C., Dudgeon, D. & Cooke, S.J. 2019. «Emerging threats and persistent conservation challenges for freshwater biodiversity», *Biological Reviews*, 94(3): 849–873. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1111/brv.12480>)

SESSION 7

Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M.C.M., Cochrane, K.L., Funge-Smith, S. & Poulain, F. (sous la dir. de). 2018. *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*, FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 627. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/policy-support/resources/resources-details/en/c/1152846/>)

FAO. 1995. *Code de conduite pour une pêche responsable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-v9878f.pdf>)

FAO. 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)

FAO. À paraître a. *Global Atlas of AIS-based estimated fishing activity – opportunities and challenges*

FAO. À paraître b. *Information and communications technologies to secure sustainable small-scale fisheries in Asia: Successes and Failures*

SESSION 8

Assemblée générale des Nations Unies. 2012. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 27 juillet 2012: 66/288. *L'avenir que nous voulons*. (également disponible à l'adresse <https://undocs.org/fr/A/RES/66/288>)

Assemblée générale des Nations Unies. 2015. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015: 70/1. *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. (également disponible à l'adresse <https://undocs.org/fr/A/RES/70/1>)

Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M.C.M., Cochrane, K.L., Funge-Smith, S. & Poulain, F. (sous la dir. de). 2018. *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*, FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 627. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/policy-support/resources/resources-details/en/c/1152846/>)

FAO. 1995. *Code de conduite pour une pêche responsable*. Rome. <http://www.fao.org/3/a-v9878f.pdf>

FAO. 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)

Organisation des Nations Unies. 1994. *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*. (également disponible à l'adresse https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf)

Organisation des Nations Unies. 1995. *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*. (également disponible à l'adresse http://legal.un.org/avl/pdf/ha/aipuncis/aipuncis_ph_f.pdf)

ANNEXE A

ORATEURS ET INTERVENANTS

OUVERTURE OFFICIELLE



Orateur principal

Manuel Barange

Directeur, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO (FIA), Italie

Manuel Barange est Directeur de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et Professeur honoraire au College of Life and Environmental Sciences de l'Université d'Exeter (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Jusqu'en mai 2016, il était Directeur général adjoint et Directeur des sciences du Laboratoire marin de Plymouth (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Ces dernières années, ses travaux de recherche se sont de plus en plus concentrés sur les effets du changement climatique et de la mondialisation économique sur les produits marins et les interactions entre les sciences naturelles et sociales dans la pêche, les écosystèmes et le changement climatique, dans les pays développés et en développement. Il a reçu la médaille Roger Revelle de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO pour son œuvre et ses contributions à la science océanique. Il a publié plus de 120 publications soumises à un comité de lecture.

SESSION 1 – ÉTAT DES LIEUX DE LA GESTION DURABLE DE LA PÊCHE AUX NIVEAUX MONDIAL ET RÉGIONAL ET CONSÉQUENCES EN TERMES D'ÉLABORATION DES POLITIQUES ET DE GESTION



Orateur principal

Ray Hilborn

Professeur, Université de Washington (UW), États-Unis d'Amérique

Ray Hilborn est professeur à la School of Aquatic and Fishery Sciences de l'Université de Washington et spécialiste en gestion et conservation des ressources naturelles. Il a publié plusieurs livres, notamment *Ocean Recovery: a sustainable future for global fisheries?* (Avec Ulrike Hilborn) en 2019, *Overfishing: what everyone needs to know* (avec Ulrike Hilborn) en 2012, *Quantitative fisheries stock assessment* avec Carl Walters en 1992 et *The Ecological Detective: confronting models with data* avec Marc Mangel en 1997, et plus de 300 articles soumis à un comité de lecture. Il a reçu le Prix environnemental Volvo, le Prix d'excellence de la Société américaine des pêches, le Prix Sustainability Science de la Société écologique d'Amérique et le Prix International Fisheries Science. Il est membre de la Société royale du Canada, de l'Académie américaine des arts et sciences, de l'Académie des Sciences de l'État de Washington et de la Société américaine des pêches.



Oratrice principale

Ana M. Parma

Chercheuse principale, Centre national patagonien (CENPAT – CONICET), Argentine

Ana Parma est chercheuse principale au CONICET (Conseil national des recherches scientifiques et techniques), basé au Centre national patagonien à Puerto Madryn en Argentine. Elle a obtenu son doctorat en sciences halieutiques en 1989 à l'Université de Washington et travaillé comme spécialiste de l'évaluation pour l'International Pacific Halibut Commission jusqu'en 2000, date à laquelle elle rentre en Argentine, son pays d'origine. Elle a travaillé sur différents aspects de la modélisation, de l'évaluation et de la gestion de la pêche, englobant un large éventail de types de pêches, depuis la pêche artisanale et côtière ciblant les coquillages benthiques jusqu'à la pêche industrielle internationale ciblant les thons. Ses travaux de recherche ont porté principalement sur l'évaluation et la conception des stratégies de récolte permettant d'atteindre la durabilité face aux divers problèmes techniques et institutionnels que posent ces types de pêche. Elle a toujours travaillé à l'intersection entre la science et la gestion, en participant à plusieurs conseils consultatifs scientifiques et stratégiques, ainsi qu'à des comités d'examen, aussi bien au niveau national qu'international.



Intervenant

David Agnew

Secrétaire exécutif, Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), Australie

David Agnew occupe le poste de Secrétaire exécutif de la CCAMLR depuis avril 2018. Auparavant, il a occupé les postes de Directeur des sciences et des normes au Conseil d'intendance des mers (MSC), de Directeur des pêches chez MRAG Ltd, de Maître de conférence à l'Imperial College London et de Responsable des données à la CCAMLR. Au niveau international, il a exercé des responsabilités en tant que Président du Comité scientifique de la CCAMLR, Président du Conseil consultatif technique du MSC et membre du Conseil d'administration de l'International Seafood Sustainability Foundation. David Agnew possède une vaste expérience dans les domaines des sciences halieutiques à l'échelle mondiale et de la gestion, notamment dans l'estimation des stocks, la gestion écosystémique de la pêche et la gouvernance de la pêche. Il collabore depuis plus de 20 ans avec la CCAMLR et est un expert reconnu de la pêche en Antarctique et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR). Il est Professeur invité à l'Université de Floride et l'Université de Tasmanie, et membre de la Marine Biological Association.



Intervenante

Graça Bauleth D'Almeida

Directrice de la gestion des ressources, Ministère de la pêche et des ressources marines, Namibie

Graça Bauleth D'Almeida est Directrice de la gestion des ressources au Ministère de la pêche et des ressources marines en Namibie depuis avril 2012. Elle est chargée de l'exploitation durable des ressources biologiques marines et de la préservation de l'environnement marin. Elle est entrée au ministère en 1993 comme chercheuse, a travaillé sur différentes ressources biologiques marines et divers environnements océanographiques dans le système du courant de Benguela et a gravi les échelons un à un. Par conséquent, elle a acquis une solide expérience dans le domaine de la gestion des ressources. Graça Bauleth D'Almeida a également participé à plusieurs comités traitant de la gouvernance des océans, ainsi que des effets du changement climatique et de l'exploitation minière sur l'écosystème marin. Elle est titulaire d'une licence en biologie obtenue au Gettysburg College de Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique) en 1990, et d'une maîtrise en sciences marines, estuariennes et environnementales de l'Université du Maryland (États-Unis d'Amérique) obtenue en 1998.



Intervenant

Paul de Bruyn

Responsable scientifique, Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), Seychelles

Paul de Bruyn est le Responsable scientifique du Secrétariat de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) qu'il a rejoint en 2018. Il a débuté sa carrière par l'évaluation des pêches côtières artisanales en Afrique australe et l'élaboration de procédures de gestion opérationnelles des pêches d'espèces invertébrées sur la côte Est de l'Afrique du Sud. Il a déménagé ensuite en Espagne, où il a travaillé pour la fondation de recherche basque AZTI Tecnalia. Il était chargé d'effectuer des estimations de stocks de thonidés et d'espèces apparentées dans les groupes de travail de la CTOI et de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), mais également de faire progresser les évaluations des stratégies de gestion des stocks de thons tempérés dans l'océan Atlantique. Par la suite, il a rejoint le Secrétariat de la CICTA où pendant six ans il a assumé les fonctions de Coordinateur des prises accessoires, puis de Responsable du Département de la recherche et des statistiques. Paul de Bruyn est titulaire d'un doctorat en sciences marines, spécialisé dans l'estimation des stocks et l'évaluation des stratégies de gestion.



Intervenante

Macarena Cepeda

Présidente, Association de la pêche industrielle (ASIPES), Chili

Macarena Cepeda Godoy est la Présidente de l'Association de la pêche industrielle (ASIPES), qui représente plus de 60 pour cent des captures industrielles au Chili. Elle est ingénieure chimiste et possède une expérience de sept ans dans le secteur halieutique chilien. Lorsqu'elle travaillait pour l'ASIPES, elle a œuvré en faveur de bonnes pratiques dans le secteur halieutique, principalement dans le transport de poisson, les solutions d'atténuation des odeurs, les accords de production moins polluante, la certification internationale des pêches et les mesures de lutte contre la pêche INDNR. De plus, pour que ces pratiques soient durables, elle a apporté des améliorations permanentes aux filets, aux navires et à la technologie utilisés dans la pêche.

industrielle. Les entreprises qui font partie de l'ASIPES pêchent la sardine, le chinchard, le calmar géant, le merlu, les crevettes, etc. pour la consommation humaine. Le chinchard et les crevettes du Chili ont reçu la certification MSC pour la pêche durable.



Intervenant

Steven J. Cooke

Professeur, Université de Carleton (CU), Canada

Steven J. Cooke est professeur de sciences environnementales et interdisciplinaires à l'Université de Carleton à Ottawa (Canada). Il étudie l'écologie et la gestion des poissons sauvages dans les systèmes continentaux et marins. Ses centres d'intérêt spécifiques sont la science de la pêche de loisir, l'écologie du mouvement, les agresseurs environnementaux, l'hydroélectricité et la mobilisation des connaissances. Dans le cadre de ses fonctions de Directeur du Centre canadien de conservation fondée sur des données probantes, il participe également de manière active à des travaux sur la synthèse des données probantes. Steven J. Cooke est rédacteur en chef de la revue *Conservation Physiology* et siège aux comités de rédaction de sept autres revues. Il a été Président de la Section Pêche internationale de la Société américaine des pêches. Il est membre fondateur d'InFish et Secrétaire du Collège de la Société royale du Canada. Il a reçu la médaille de la Fisheries Society of the British Isles et le Prix d'excellence en gestion de la pêche de la Société américaine des pêches.



Intervenante

Carmen Fernandez

Chercheuse scientifique, Institut espagnol d'océanographie (IEO), Espagne

Carmen Fernandez est titulaire d'un diplôme de premier cycle en mathématiques et d'un doctorat en statistiques. Depuis 2006, elle travaille comme chercheuse scientifique à l'Institut espagnol d'océanographie (IEO). Ses travaux portent précisément sur l'état des stocks de poissons, l'évaluation des stratégies de gestion de la pêche et la fourniture d'avis scientifiques sur ces sujets et des aspects connexes. Elle participe régulièrement aux travaux scientifiques et consultatifs d'organisations internationales telles que le CIEM (Conseil international pour l'exploration de la mer), la NAFO (Organisation des pêches de l'Atlantique Nord Ouest) et la CICTA (Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique). De 2012 à 2017, elle était détachée par l'Institut espagnol d'océanographie pour travailler comme vice-présidente du Comité consultatif du CIEM, et plus spécifiquement pour donner des avis scientifiques sur les stocks de poissons et les pêcheries de l'Atlantique Nord-Est. Depuis 2018, elle est vice-présidente du Conseil scientifique de la NAFO.



Intervenante

Libby Logerwell

Chercheuse ichtyobiologiste, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique

Libby Logerwell est chercheuse ichtyobiologiste dans le programme des processus de recrutement du Centre des sciences halieutiques de l'Alaska (AFSC) et coprésidente du groupe d'experts Arctic Council PAME Joint Ecosystem Approach. Ses sujets de recherche sont l'océanographie halieutique, les premiers stades du cycle biologique des poissons, les communautés benthiques de l'Arctique et la gestion écosystémique. Libby Logerwell est titulaire d'une licence de l'Université de Stanford et d'un doctorat de l'Université de Californie à Irvine. Elle a été post-doctorante au Southwest Fisheries Science Center de la NOAA, puis à l'Université de Washington avant de rejoindre l'AFSC en 2001.



Président

Ichiro Nomura

Conseiller en politique de la pêche, Ministère des affaires maritimes et de la pêche, Indonésie

Ichiro Nomura est conseiller en politique de la pêche au Ministère indonésien des affaires maritimes et de la pêche. D'avril 2000 à août 2010, il a occupé le poste de Sous-directeur général et Chef du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO à Rome, où il était chargé de tous les programmes et activités de la FAO dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture. Avant d'intégrer la FAO, il a occupé divers postes de responsabilité à l'Agence des pêches du Gouvernement japonais pendant plus de 25 ans et il est bien connu dans

plusieurs instances internationales pour la pêche, notamment celles qui négocient l'Accord d'application de la FAO et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons. Ichiro Nomura a siégé au Conseil d'administration du Conseil d'intendance des mers (MSC) de 2010 à 2016. Actuellement, il est membre du Conseil d'administration de l'ISSF (International Seafood Sustainability Foundation).



Intervenant

Duto Nugroho

Chercheur principal, Institut de recherche sur la pêche en mer (RIMF), Indonésie

Duto Nugroho est chercheur principal à l'Agence de recherche et de développement halieutiques d'Indonésie. Il est titulaire d'une maîtrise en acoustique des pêches de l'Université d'agronomie de Bogor et d'un doctorat en biologie de la conservation de l'Université d'Indonésie. Il participe à des travaux de recherche dans le domaine des pêches depuis 1978. Ses principaux travaux de recherche portent sur l'évaluation de la situation et des tendances des petits pélagiques et des groupes démersaux d'espèces halieutiques à l'aide de modèles analytiques tropicaux. Actuellement, il est membre de différents groupes de travail techniques qui élaborent des données de référence destinées à être utilisées dans les règles nationales de contrôle des captures en Indonésie. Ses travaux ont été publiés dans un grand nombre de revues scientifiques.



Intervenante

Yemi Oloruntuyi

Responsable du Programme d'accessibilité mondiale, Conseil d'intendance des mers (MSC), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Yemi Oloruntuyi est Responsable du Programme d'accessibilité mondiale du Conseil d'intendance des mers (MSC). Elle possède une vaste expérience sur les questions liées à l'utilisation durable des ressources halieutiques. Ses missions consistent notamment à diriger la mise en œuvre de la stratégie du Conseil d'intendance des mers afin d'accroître la participation des pêcheries des pays du Sud au programme d'élaboration de normes et de certification du MSC. Elle est également chargée d'évaluer, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des outils afin de s'assurer que le programme du MSC est applicable et accessible aux pêcheries des pays en développement et artisanaux. Avant de rejoindre le MSC, elle a travaillé à l'Université de l'État de Lagos (Nigéria) où elle a participé à des travaux de recherche et dispensé des formations sur la gestion des ressources halieutiques, l'écologie des littoraux et l'aquaculture.



Intervenant

Elayaperumal Vivekanandan

Consultant international, Organisation internationale du Programme du golfe du Bengale (BOBP), Inde

Elayaperumal Vivekanandan travaille comme consultant pour l'Organisation internationale du Programme du golfe du Bengale à Chennai (Inde). Jusqu'en 2012, il faisait partie du Service de recherche agronomique et a occupé plusieurs fonctions, notamment Chef de division et Scientifique principal de l'Institut central de recherche sur les pêches maritimes (ICAR, Gouvernement de l'Inde). Il possède plus de 40 ans d'expérience dans les domaines de la recherche sur la pêche maritime et du développement. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Madurai. Il a été le précurseur de la recherche sur la dynamique des populations de poissons marins, l'estimation des stocks, le changement climatique et la modélisation des écosystèmes marins en Inde. Il est l'auteur de plusieurs études scientifiques, chapitres de livres et livres dans différents domaines de la pêche maritime. Il a beaucoup voyagé et collabore avec plusieurs organisations régionales de recherche et de gestion de la pêche. Il a dirigé des programmes de formation multinationaux sur l'estimation des stocks de poissons, l'approche écosystémique de la gestion de la pêche et la communication scientifique.

SESSION 2 – GESTION DURABLE DE LA PÊCHE: ÉTABLIR DES LIENS ENTRE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Orateur principal

Chris Costello

Professeur et directeur, Université de Californie à Santa Barbara (UCSB), États-Unis d'Amérique

Christopher Costello est professeur en économie des ressources à l'Université de Californie à Santa Barbara. Il est également codirecteur du Sustainable Fisheries Group, directeur de l'Environmental Markets Solutions Lab et chercheur associé au National Bureau of Economic Research. Chris Costello a obtenu un doctorat à l'Université de Californie à Berkeley en 2000 et dirige des activités de recherche sur l'économie et la politique des ressources concernant les droits de propriété, la prise de décisions dans un contexte d'incertitude et la raréfaction des ressources naturelles. Ses travaux combinent la micro-économie théorique avec la modélisation et l'analyse empirique pour éclairer les politiques sur la gestion de la pêche, la diversité biologique et les politiques maritimes. Aidé de plusieurs partenaires, Chris Costello applique ses travaux de recherche dans plusieurs pays, notamment le Pérou, le Chili, le Mexique, l'Indonésie, la Chine et le Cambodge. Il siège au conseil d'administration de Global Fishing Watch et du Fonds de défense de l'environnement, et a publié plus de 100 articles dans des revues telles que Science, Nature et PNAS. En 2016, il a gagné le Prix Peter Benchley Ocean Solutions.



Oratrice principale

Beth Fulton

Responsable du groupe de chercheurs, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), Australie

Beth Fulton est chercheuse scientifique principale au CSIRO Oceans and Atmosphere, où elle dirige le Groupe Systèmes marins et informatique. Elle est également professeure adjointe au Centre de socioécologie marine, qui est une collaboration entre l'Université de Tasmanie, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth et le Département australien de l'Antarctique. Elle travaille pour l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth depuis 18 ans et a élaboré divers outils de modélisation de systèmes permettant d'étudier les écosystèmes marins et la durabilité. Les modèles élaborés par son équipe font partie des premiers à accorder la même attention aux composantes biophysiques et humaines des écosystèmes marins et côtiers. Ils appuient les travaux de recherche de l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth portant sur les utilisations des environnements marins potentiellement concurrentes qui assurent une gestion durable et l'adaptation aux changements mondiaux. Ces modèles ont été utilisés pour étudier des moyens efficaces de préserver et de surveiller les écosystèmes marins et côtiers.



Intervenant

Leandro Castello

Professeur associé, Université technique de Virginie (VT), États-Unis d'Amérique

Leandro Castello étudie la manière dont les humains influent sur les populations de poissons à cause de la surpêche et de la modification de leur habitat, et ce qu'ils peuvent faire pour gérer la pêche de manière durable. Axés sur les systèmes marins et d'eau douce tropicaux, ses travaux de recherche interdisciplinaire portent sur divers sujets et souvent sur des questions susceptibles d'influer les politiques. Ses travaux sur la préservation du pirarucu ont créé une méthode de comptage des poissons au moment de la respiration aérienne obligée, ce qui permet à un nombre plus important de pêcheurs d'estimer les stocks et d'établir des quotas de capture durables. Il a également effectué des évaluations multidimensionnelles des effets anthropiques sur les écosystèmes d'eau douce amazoniens dont s'inspire la stratégie d'orientation du WWF dans le bassin. Actuellement, il étudie les effets des changements de l'hydrologie et de la couverture des sols sur la pêche dans les fleuves, et élabore une méthode d'estimation des données historiques de capture et d'effort de pêche en s'appuyant sur les souvenirs des pêcheurs, dans le cadre d'une bourse d'études sur la conservation des ressources marines de la Fondation Pew.



Intervenant

Rod Fujita

Directeur de la recherche et du développement, Fonds de défense de l'environnement, États-Unis d'Amérique

Rod Fujita est un écologiste marin spécialisé dans les processus qui renforcent la biodiversité. Il a cofondé le Programme océan du Fonds de défense de l'environnement en 1990 et travaille depuis à l'amélioration de la pêche et la mise en place de réserves marines destinées à accroître la production alimentaire et les profits en préservant ou en rétablissant la productivité et la résilience des systèmes. Avec différents partenaires, il a élaboré plusieurs approches efficaces, notamment des aires marines protégées couvrant plus de 25 000 kilomètres carrés, un rachat privé de chalutiers de fond en échange de zones d'interdiction de chalutage, la création d'un fonds d'emprunt pour aider les pêcheurs à adopter des pratiques plus durables et la mise en place d'un cadre d'évaluation et de gestion des pêches pour lesquelles on dispose de données limitées (fish.edf.org). Rod Fujita apporte son appui au personnel du Programme océan du Fonds de défense de l'environnement dans 12 zones géographiques autour du monde. Actuellement, il mène des travaux de recherche sur les interventions destinées à changer les comportements afin d'améliorer les résultats de la pêche, l'analyse des systèmes de pêche visant à trouver des interventions ayant un effet de levier important, les moyens de gérer les compromis entre l'aquaculture et la pêche artisanale dans le but d'accroître la production alimentaire et de réduire les effets sur la biodiversité et l'écosystème.



Intervenant

Stefan Gelcich

Professeur, Université pontificale du Chili, Chili

Stefan Gelcich est professeur à l'Université pontificale du Chili où il étudie les dimensions socioécologiques de la conservation de l'environnement et de la gestion de la pêche. Une grande partie de ses travaux sont axés sur l'interaction entre déterminants écologiques et de la gouvernance dans la mise en œuvre et la gestion efficace des zones protégées. Il est conseiller régional de Global Green Grants, une ONG environnementale qui octroie de petites subventions à des organisations de base actives dans le domaine de la protection de l'environnement, et il a reçu une bourse d'études sur la conservation des ressources marines de la Fondation Pew.



Intervenant

Simon Jennings

Président du comité scientifique, Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM), Danemark

Simon Jennings est spécialiste des sciences de la mer et conseiller. Dans le cadre d'une collaboration internationale, il s'efforce de faire progresser et de définir la compréhension scientifique des écosystèmes marins et leurs interactions avec les humains et l'environnement, en se focalisant sur l'établissement de liens plus solides entre la recherche appliquée et la recherche translationnelle, et en améliorant le suivi, l'évaluation et la gestion. Actuellement, il préside le Comité scientifique du Conseil international pour l'exploration de la mer et le Conseil consultatif technique du Conseil d'intendance des mers.



Intervenant

Michel Kaiser

Professeur, Université Heriot-Watt (HW), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Michel Kaiser est actuellement professeur de conservation des pêches à l'Université Heriot-Watt d'Édimbourg. Il occupe divers postes dans le secteur public. Il est membre du Groupe d'experts sur la pêche de l'UICN, membre indépendant du UK Marine Science Coordination Committee, membre du Conseil consultatif technique de Fisheries Innovation Scotland et président du Comité consultatif scientifique international pour le projet de pêche au chalut électrique (Pays-Bas). Ses travaux de recherche portent principalement sur les techniques permettant une utilisation durable des ressources marines tout en cherchant à réduire les incidences sur l'environnement marin. Il est surtout connu pour ses connaissances en matière d'écosystème de la pêche sur les fonds marins, de pêches qui ne disposent pas de beaucoup de données et d'utilisation de mesures de gestion spatiale pour atteindre les objectifs de conservation et de pêche. Tout au long de sa carrière, il a travaillé à l'intersection scientifique entre la pêche et la conservation.



Intervenante

Sangeeta Mangubhai

Directrice du Programme de pays pour les Fidji, Société pour la conservation de la faune sauvage, Fidji

Sangeeta Mangubhai est la Directrice du Programme de pays de la Société pour la conservation de la faune sauvage pour les Fidji. Originaire des Fidji, elle a travaillé dans les domaines des sciences marines et de la conservation en Australie, en Afrique de l'Est, en Indonésie et dans le Pacifique Sud. Elle est spécialisée dans la gestion communautaire, la pêche côtière, la rémunération des services écosystémiques, la prise en compte de la problématique femme-homme dans la pêche, les aires marines protégées, la planification spatiale marine, les politiques environnementales et le changement climatique. Elle est l'auteure de plus de 120 publications, y compris 45 articles sur une grande diversité de sujets dans des revues. Sangeeta Mangubhai siège dans un grand nombre de comités gouvernementaux et préside le Groupe de travail sur le milieu marin du Comité national des aires marines protégées des Fidji. Actuellement, elle est rédactrice pour la revue *Pacific Conservation Biology* et le *Women in Fisheries Information Bulletin* de la Communauté du Pacifique. En 2018, elle a reçu une bourse d'études sur la conservation des ressources marines de la Fondation Pew pour mener des travaux sur l'intégration des approches prenant en compte la problématique femme-homme et les droits de l'homme dans la gestion de la pêche côtière en Mélanésie.



Intervenante

Nyawira Muthiga

Directrice et spécialiste de la conservation du Programme maritime du Kenya, Société pour la conservation de la faune sauvage (WCS), Kenya

Nyawira Muthiga a consacré plus de 30 années à la gestion et la conservation des écosystèmes marins dans l'Océan Indien Ouest en faisant de la recherche, en dispensant des formations et en améliorant la conservation. Actuellement, elle est directrice du Programme maritime du Kenya pour la Société pour la conservation de la faune sauvage et coordonne un portefeuille d'activités qui comprend l'étude des aires marines protégées et de leur efficacité, de la pêche artisanale durable, des récifs de coraux et du changement climatique, ainsi que le renforcement des capacités des aires de conservation communautaires. Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses publications soumises à un comité de lecture. Elle contribue également au renforcement des capacités scientifiques marines en Afrique de l'Est en supervisant des étudiants et elle a présidé l'Association pour les sciences marines de l'Océan Indien occidental (WIOMSA). Nyawira Muthiga coordonne également d'autres initiatives régionales et professionnelles auxquelles elle participe, et a reçu plusieurs prix notamment le National Geographic/Buffer pour les efforts qu'elle a déployés en faveur de la conservation et le prix du Président du Kenya appelé Order of the Grand Warrior.



Présidente

Renée Sauvé

Directrice principale, Direction générale des relations extérieures de Pêches et Océans Canada, Canada

Renée Sauvé est actuellement Directrice principale de la Direction générale des relations extérieures de Pêches et Océans Canada. Elle représente le Canada dans de nombreuses négociations relatives à la biodiversité marine et la gouvernance des océans. En novembre 2018, elle était à la tête du Secrétariat canadien de la Sustainable Blue Economy Conference qui s'est tenue à Nairobi et était cohébergée par le Gouvernement du Canada. En 2017, elle était la principale négociatrice du Canada pour le document final d'appel à l'action de la Conférence des Nations Unies sur les océans, ainsi que pour le volet marin du Sommet mondial pour le développement durable de 2002. Renée Sauvé a également dirigé la participation du Canada aux discussions sur les questions marines pour la Convention sur la diversité biologique. Entre 2014 et 2019, elle était la Présidente internationale du Groupe de travail du Conseil de l'Arctique sur la Protection de l'environnement marin arctique (PEMA). Elle est titulaire d'une licence en sciences naturelles de l'Université du Manitoba (1985). Elle réside à Ottawa (Canada) avec sa famille.



Intervenante

Yunne Shin

Chercheuse principale, Institut de recherche pour le développement (IRD), France

Yunne Shin est écologiste marine, chercheuse principale à l'IRD (Institut de recherche pour le développement, France) et chercheuse honoraire associée à l'Université du Cap (UCT) en Afrique du Sud. Ses travaux de recherche mettent l'accent sur la biodiversité marine, ainsi que sur le fonctionnement intégré des communautés de poissons et des écosystèmes marins dans le cadre d'un changement mondial. Elle a créé des modèles écosystémiques (coord. www.osmose-model.org), des données et des analyses d'indicateurs de la biodiversité marine (coord. www.indiseas.org, panel www.goosocean.org/biology), et des scénarios (coord. FRB Emibios, BIODIVERSA Sombee) permettant de quantifier les effets des changements mondiaux sur la biodiversité marine. Elle a été auteure coordonnatrice principale de l'Évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).



Intervenant

Nam So

Directeur de la gestion de l'environnement, Secrétariat de la Commission du Mékong, Cambodge

Nam So a presque 25 ans d'expérience professionnelle dans la recherche, le développement, la gestion et la gouvernance de l'environnement, de la pêche et de l'aquaculture dans plusieurs pays de la région du Mékong et ailleurs dans le monde, notamment le Cambodge, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande, le Viet Nam, la Belgique, les Pays-Bas, la France, les États-Unis d'Amérique et le Canada. Il a rédigé plus de 100 rapports techniques sur la pêche, l'environnement et l'aquaculture, y compris une cinquantaine de publications dans des revues soumises à un comité de lecture, et deux articles publiés conjointement dans Science et dans Proceedings of the National Academy of Science sur les effets des projets hydroélectriques sur la diversité des espèces de poissons dans les fleuves Amazone, Congo et Mékong. Il est titulaire d'un doctorat en biologie de l'Université catholique de Louvain (Belgique), d'une maîtrise en aquaculture de l'Université de Gand (Belgique) et de l'Université d'agronomie de Wageningen (Pays-Bas), et d'une licence en sciences halieutiques de l'Université royale d'agriculture de Phnom Penh (Cambodge).



Intervenante

Beverly Wade

Administratrice des pêches du Ministère des pêches du Belize, Belize

Beverly Wade est Administratrice des pêches au Ministère des pêches du Belize. Elle travaille dans le domaine de la gestion de la pêche depuis 24 ans. En qualité d'Administratrice des pêches depuis 18 ans, elle a participé directement à l'application de mesures en faveur du développement durable des ressources marines du Belize. Elle a représenté le Belize dans divers forums internationaux qui transforment et réglementent le développement national des pêcheries locales. Ces sept dernières années, Beverly Wade a été membre du comité exécutif du Mécanisme régional pour la pêche dans les Caraïbes et de l'Organisation du secteur des pêches et de l'aquaculture de l'isthme centraméricain qui sont les organisations régionales de la CARICOM et de l'Amérique centrale chargées d'aider les gouvernements à développer de manière durable leurs secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Depuis 2013, elle est le point focal des sites classés au patrimoine mondial par l'UNESCO et collabore étroitement avec son gouvernement et les parties prenantes partenaires pour coordonner la gestion et la conservation de ces sites.

SESSION 3 – LE RÔLE DU POISSON DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION: DE LA MER À L'ASSIETTE



Orateur principal

Christopher Golden

Professeur adjoint, Harvard T.H. Chan School of Public Health (HSPH), États-Unis d'Amérique.

Christopher Golden est professeur adjoint en santé et nutrition planétaires à la Harvard T.H. Chan School of Public Health. Il est écologiste et épidémiologiste et ses travaux portent sur les grandes tendances des changements environnementaux mondiaux et de la santé humaine. Il est titulaire d'une licence du Harvard College où il a créé son propre cursus intégrant des cours d'écologie, d'anthropologie médicale et de développement. Il a ensuite obtenu deux diplômes d'études supérieures de l'Université de Berkeley en Californie: un master en santé publique en épidémiologie axé sur la nutrition et un doctorat en sciences environnementales, politique et gestion. Christopher Golden mène des travaux de recherche à Madagascar depuis 20 ans, et depuis peu en Afrique de l'Ouest et dans le Pacifique Sud. Il a été l'enquêteur principal dans plusieurs projets de recherche: 1) l'étude des effets induits par le climat des effondrements de la pêche marine partout dans le monde sur la sécurité alimentaire et la nutrition humaine, 2) l'examen du rôle de la gestion des récifs coralliens à Kiribati dans l'augmentation de l'accès aux produits de la mer et la réduction des cas de diabète et des maladies métaboliques et 3) un exercice de cartographie mondiale du rôle de la décoloration des coraux et la prévision de ses conséquences futures sur la nutrition humaine.



Oratrice principale

Shakuntala Haraksingh Thilsted

Responsable du programme de recherche, WorldFish, Malaisie

Shakuntala Haraksingh Thilsted est Responsable du programme de recherche Chaînes de valeur et nutrition chez WorldFish, organisation basée à Penang en Malaisie. Ses travaux portent principalement sur les systèmes agroalimentaires halieutiques tenant compte de la nutrition, et plus particulièrement sur les possibilités qu'offrent l'augmentation de la production et de la consommation des petits poissons riches en nutriments pour lutter contre les carences en vitamines et en minéraux et les prévenir dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Elle participe à l'élaboration et à l'expérimentation de produits à base de poisson destinés aux femmes et aux enfants pendant les 1 000 premiers jours de leur vie. Dans de nombreuses instances internationales, régionales et nationales, elle joue un rôle central dans la promotion des programmes d'alimentation à base de poisson dans le monde, et défend l'importance du secteur de la pêche dans la réalisation des objectifs de développement durable. Elle a récemment été sélectionnée pour faire partie du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale.



Intervenante

Boitshepo «Bibi» Giyose

Conseillère spéciale, Agence de développement de l'Union africaine (ADUA-NEPAD), Afrique du Sud

Boitshepo Bibi Giyose est Fonctionnaire principale (nutrition) chargée des politiques et des programmes au sein de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de la FAO, mais actuellement détachée auprès du NEPAD comme conseillère spéciale du PDG. Le principal objectif de ses travaux consiste à intégrer et prendre en compte la nutrition dans les activités prévues dans le secteur agricole et les programmes de développement correspondants. En outre, elle œuvre en faveur d'une approche multisectorielle pour la lutte contre toutes les formes de malnutrition. Elle est titulaire d'une maîtrise en nutrition internationale de l'Université Cornell et d'une licence en nutrition et diététique de l'Appalachian State University (États-Unis d'Amérique). En 2007, Boitshepo Bibi Giyose a reçu le prix Distinguished Alumna Award décerné par l'Appalachian State University pour sa réussite professionnelle exceptionnelle. En 2011, elle a été désignée Senior Policy Scholar par la Fondation globale pour la nutrition des enfants (États-Unis d'Amérique) en reconnaissance de ses travaux sur l'alimentation scolaire issue de la production locale. Elle a siégé dans un grand nombre de comités scientifiques et techniques, et de conseils consultatifs internationaux.



Intervenant

Xianshi Jin

Chercheur principal, Institut de recherche sur la pêche en mer Jaune, Chine.

Xianshi Jin est le chercheur principal et le Directeur général de l'Institut de recherche sur la pêche en mer Jaune, Académie chinoise des sciences de la pêche. Il est titulaire d'un doctorat obtenu en 1996 à l'Université de Bergen (Norvège). Ses travaux de recherche portent principalement sur l'estimation des stocks, l'écologie de la pêche, la gestion de la pêche et la pêche en haute mer. Il a étudié plus spécifiquement les changements à long terme du mélange des espèces, la dynamique des populations, le re-empoissonnement et le réseau alimentaire des niveaux trophiques élevés dans l'écosystème de la mer Jaune, de la mer de Bohai et de la mer de Chine orientale. Il a terminé plus de 40 projets en qualité de chercheur principal, notamment les principaux programmes de la Fondation nationale des sciences naturelles de Chine, le Programme national de recherche de base de la Chine, le Programme de recherche orientée vers les hautes technologies et beaucoup d'autres. Il a publié plus de 200 articles et 14 monographies en tant que rédacteur ou compilateur.



Intervenant

Ahmed Khan

Directeur des pêches et Coordinateur principal de l'Économie bleue, Banque africaine de développement (BAfD), Côte d'Ivoire

Ahmed Khan a plus de 15 ans d'expérience dans le domaine de la gestion des ressources des pêches, le commerce du poisson et la gouvernance des systèmes des ressources des pêches au niveau régional et mondial. Il a obtenu son doctorat à la Memorial University (Terre-neuve et Labrador au Canada). En tant que Directeur des pêches et Coordinateur principal de l'Économie bleue à la Banque africaine de développement, il est en charge des portefeuilles (de prêts ou non), recherchant les projets et programmes qui regroupent ou ont pour priorité la gestion durable des ressources marines, le bien-être nutritionnel, des chaînes de valeur compétitives dans le domaine de la pêche, et le développement économique pour atteindre les buts fixés par la stratégie «Nourrir l'Afrique» et les autres «high 5» de la BAD. Avant de rejoindre la BAD, il était fortement engagé dans la recherche pour le développement et les politiques d'entrepreneuriat avec les agences gouvernementales, les panels d'experts sur les politiques, les cabinets d'experts-conseils et le milieu universitaire. Il a publié plus de 40 contributions scientifiques dans des articles parus dans Ambio, Bioeconomics, Coastal Management, Climate Policy, Fisheries Research, Marine Policy, et Science. Il adore la bonne cuisine et les cocktails de fruits de mer.



Intervenante

Joyce Kinabo

Professeure, Université d'agriculture Sokoine (SUA), Tanzanie

Joyce Kinabo est professeure de nutrition humaine au Département de technologie alimentaire, de nutrition et de sciences de la consommation à l'Université d'agronomie Sokoine de Morogoro (Tanzanie). Elle est titulaire d'un doctorat en physiologie de la nutrition de l'Université de Glasgow obtenu en 1990. Ses travaux de recherche ont porté principalement sur l'étude du bilan énergétique (effet thermique des aliments), la nutrition maternelle et infantile, la nutrition des adolescents, les interactions entre l'alimentation et le corps, et l'état nutritionnel. Dans le cadre de certains de ces travaux, elle a élaboré et expérimenté des directives d'éco-alimentation pour permettre aux communautés de mieux s'armer contre les difficultés dues à l'insécurité alimentaire, aux soins inadéquats et à la qualité inadéquate de l'environnement dans le contexte du changement climatique. Joyce Kinabo est également membre du Comité consultatif indépendant de l'IFPRI (depuis 2014) et a été Présidente de la Federation of Africa Nutrition Societies (FANUS) (2011-2015). Elle est membre de l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN) et de la Society for Implementation Science in Nutrition. Actuellement, elle est Présidente du Conseil d'administration du Tanzania Food and Nutrition Centre.



Intervenante

Mimako Kobayashi

Économiste principale chargée de l'environnement, Banque mondiale, États-Unis d'Amérique

Mimako Kobayashi est Économiste principale chargée de l'environnement pour le Pôle mondial d'expertise en environnement, ressources naturelles et économie bleue de la Banque mondiale. Tout au long de sa carrière professionnelle en économie appliquée, elle a étudié les interactions entre l'environnement et le comportement des humains face à divers problèmes de gestion des ressources naturelles partout dans le monde. Au sein du Pôle mondial d'expertise en économie bleue, elle est chargée principalement de gérer les analyses ciblant à la fois un public mondial et les activités de la Banque mondiale. Elle a participé à la rédaction des analyses suivantes pour la Banque mondiale: Fish to 2030 et The Sunken Billions Revisited. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle était professeure adjointe à l'Université du Nevada à Reno (États-Unis d'Amérique). Elle est titulaire d'un doctorat en économie agricole de l'Université de Californie à Davis (États-Unis d'Amérique).



Intervenante

Anna Lartey

Directrice, Division de la nutrition et des systèmes alimentaires, FAO, Rome, Italie

Anna Lartey est la Directrice de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires à la FAO, Rome, Italie, (2013 jusqu'à présent). Auparavant, elle était Professeur de nutrition à l'université du Ghana (1986-2013). Elle a étudié pour son doctorat à l'université de Californie, Davis, États-Unis d'Amérique qui lui avait octroyé la bourse Fulbright. Elle a travaillé comme chercheuse en Afrique subsaharienne pendant 27 ans. Ses recherches se consacraient alors principalement sur la nutrition des mères et des enfants. À la FAO, elle supervise le travail technique des systèmes alimentaires pour des régimes alimentaires sains et une meilleure nutrition. Anna a reçu le prix de «meilleur chercheur 2004» de l'université du Ghana. Elle a reçu le prix du «Sight and Life Leadership Award» pour l'année 2014. Anna a aussi été la Présidente de l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN, 2013-2017). Anna a également reçu un doctorat honorifique en science de l'université McGill en juin 2018.



Intervenant

Dave Little

Professeur, Université de Stirling, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

David Little est Président du Développement des ressources aquatiques à l'Institut d'aquaculture de l'Université de Stirling et dirige une nouvelle initiative appelée Seafood Consumption Initiative avec des partenaires nationaux et internationaux. Il possède plus de 35 ans d'expérience professionnelle dans le secteur. Ses travaux de recherche et ses centres d'intérêt dans le domaine éducatif sont essentiellement les impacts sociétaux de l'aquaculture et, de plus en plus, ils soulignent l'importance des produits de la mer dans les systèmes alimentaires. Il a créé et coordonné un large éventail d'études axées sur l'Asie et l'Afrique. Il a publié abondamment sur les liens entre la production alimentaire d'origine aquatique, la gestion plus large des ressources naturelles et le développement, et est un ardent défenseur et praticien de la recherche interdisciplinaire sur les systèmes. Il a participé à un grand nombre d'examen et de consultations effectués par des spécialistes, tels que ceux relatifs à Food Futures (Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), les possibilités de stratégies innovantes de sources d'alimentation (WorldFish Centre), l'intensification durable (FAO-RCAAP), la certification en aquaculture (WWF, FAO) et les rôles de l'aquaculture dans la lutte contre la pauvreté (DFID).



Intervenant

Sveinn Margeirsson

Consultant international, Islande

Sveinn Margeirsson a grandi dans une ferme biologique dans le nord de l'Islande. Il est titulaire d'une licence en sciences alimentaires, d'un doctorat en ingénierie de fabrication et a suivi un programme de management général à la Harvard Business School. En qualité de Directeur général de Matis en Islande entre 2010 et 2018, et aujourd'hui en tant que consultant indépendant, il met l'accent sur l'augmentation de la valeur de nos ressources, en considérant différentes chaînes de valeur d'un point de vue créatif et global. Il a dirigé plusieurs projets portant sur diverses questions telles que l'optimisation des chaînes de valeur des produits de la

mer, le développement régional, les perturbations techniques dans l'industrie alimentaire et la communication scientifique. Il a supervisé un grand nombre d'étudiants en master et en doctorat. Il a présenté ses résultats et sa vision devant un large éventail d'auditoires, y compris des représentants de l'industrie alimentaires islandais et internationaux, des ministres de différents pays, des membres de la Commission européenne et des délégations de l'industrie.



Présidente

Fiorenza Micheli

Codirectrice du Stanford's Center for Ocean Solutions, Université de Stanford, États-Unis d'Amérique

Fiorenza Micheli est codirectrice du Stanford's Center for Ocean Solutions et travaille comme écologiste marine pour le laboratoire Hopkins Marine Station de l'Université de Stanford où elle bénéficie d'une bourse de la Fondation David et Lucile Packard pour enseigner les sciences marines. Ses travaux de recherche portent sur les processus qui déterminent les communautés marines et les systèmes socio-écologiques côtiers, et intègrent ces connaissances dans la gestion et la conservation marines. Elle étudie les incidences climatiques sur les écosystèmes marins, en particulier les effets de l'hypoxie et de l'acidification des océans sur les espèces marines, les communautés et la pêche, l'écologie des prédateurs marins et les cascades trophiques, la dynamique et la durabilité de la pêche artisanale, et la conception et le fonctionnement des aires marines protégées. Pour ses travaux de recherche actuels elle voyage au Mexique, en Italie et aux Palaos, en plus de la Californie. Elle est titulaire d'une bourse d'études sur la conservation des ressources marines de la Fondation Pew, membre de l'Académie des sciences de Californie, conseillère en recherche pour le Monterey Bay National Marine Sanctuary, Seafood Watch et la Benioff Ocean Initiative, et chargée de recherche principale pour le Stanford's Woods Institute for the Environment.



Intervenante

Friederike Ziegler

Chercheuse principale, Institut de recherche de Suède, Suède

Friederike Ziegler est chercheuse principale à l'Institut de recherche de Suède et dirige les travaux de recherche et à façon du groupe de l'exploitation durable des produits de la mer de l'Institut de recherche de Suède. Son projet de recherche de doctorat a ouvert la voie dans le domaine de l'évaluation du cycle de vie appliquée aux systèmes halieutiques, à la fois en ce qui concerne les catégories d'effets environnementaux typiques des évaluations du cycle de vie telles que les émissions de gaz à effet de serre et la quantification d'un plus grand nombre d'incidences propres à la pêche sur les stocks, les captures accessoires et les habitats benthiques. Après son doctorat, ses travaux de recherche ont porté à la fois sur les pêcheries et les systèmes d'aquaculture à travers le monde, en se focalisant sur les pêcheries de l'Atlantique Nord et les systèmes aquacoles des pays nordiques. Récemment, elle a collaboré avec des nutritionnistes pour décrire et quantifier les caractéristiques nutritionnelles hautement variables des différents produits de la mer afin de prendre en compte de manière plus complète la fonction des produits de la mer dans les évaluations du cycle de vie et de donner des directives de production et de consommation favorisant les types de produits de la mer les plus nourrissants et exploités de manière durable.

SESSION 4 – ASSURER DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES AUX PÊCHEURS



Oratrice principale

Philippa Cohen

Responsable du programme de recherche, WorldFish, Malaisie

Philippa Cohen est une scientifique interdisciplinaire spécialisée dans la pêche et les sciences sociales (alignées très étroitement avec l'écologie politique) qui s'intéresse à la gouvernance équitable des systèmes de pêche dans le contexte des transformations des océans, de l'eau et de l'agriculture. Ses travaux de recherche sont souvent intégrés dans les processus de gestion et de développement, et/ou les observent de manière critique. Elle a travaillé dans le domaine du développement de la pêche pendant 15 ans, d'abord dans des petits États insulaires en développement tels que Tonga, les Fidji, les Îles Salomon et Timor-Leste. Aujourd'hui elle est basée à Penang (Malaisie), où elle dirige le programme mondial de recherche sur la pêche artisanale de WorldFish qui travaille avec des chercheurs et des gestionnaires de la pêche artisanale dans 10 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique.



Orateur principal

Mitchell Lay

Pêcheur et coordinateur de programme, Réseau des organisations de pêcheurs des Caraïbes (CNFO) et Institut de pêche du Golfe et des Caraïbes (GCFI), Belize

Mitchell Lay est né à Antigua. Il pratique la pêche commerciale artisanale depuis 1988. Il fait partie d'organisations de pêcheurs à Antigua-et-Barbuda et participe à des initiatives régionales, telles que le Réseau des organisations de pêcheurs des Caraïbes (CNFO) et l'Institut de pêche du Golfe et des Caraïbes (GCFI). Mitchell Lay assiste à des réunions et des ateliers sur la pêche dans toutes les Caraïbes et milite pour une utilisation durable et une administration responsable des ressources marines.



Intervenant

Eddie Allison

Professeur, Université de Washington (UW), États-Unis d'Amérique

Eddie Allison travaille dans la recherche, l'élaboration de politiques et la pratique à la fois dans les domaines des sciences halieutiques et du développement international. Il a travaillé sur les côtes et les eaux intérieures de l'Afrique sub-saharienne, d'Asie, d'Océanie, d'Amérique latine et d'Europe, principalement sur la contribution de la pêche et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et aux moyens d'existence dans les zones côtières, la gouvernance des pêcheries artisanale et la production aquacole, et la vulnérabilité et l'adaptation des humains au changement climatique. Lorsqu'il travaillait au Malawi pour le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au début des années 90, il a occupé un poste d'enseignant à l'École de développement international de l'Université d'East Anglia à Norwich (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et de professeur spécialisé dans les questions maritimes et environnementales à l'Université de Washington à Seattle (États-Unis d'Amérique). Entre 2007 et 2010, il était le Directeur du département Politique, économie et sciences sociales du WorldFish Center, en Malaisie. Depuis peu, il travaille de nouveau comme scientifique principal pour WorldFish. Il est l'auteur ou le coauteur de plus de 200 articles scientifiques, rapports et documents d'orientation, et a contribué à beaucoup d'autres publications.



Intervenant

Xavier Basurto

Professeur associé, Université Duke, États-Unis d'Amérique

Xavier Basurto est professeur associé en sciences de la durabilité à la Nicholas School of the Environment et Directeur du Coasts and Commons Co-Laboratory de l'Université Duke. Il est spécialisé dans la gouvernance du fonds commun, en particulier dans le contexte de la pêche côtière. Il a initié des collaborations à grande échelle entre universitaires, praticiens et organisations de pêcheurs pour qu'ils conçoivent ensemble des études visant à diagnostiquer les résultats de différents types d'organisations de pêcheurs. Il s'intéresse également à la manière dont les facteurs biophysiques influent sur les résultats de divers mécanismes de gouvernance. Avant d'intégrer l'Université Duke, Xavier Basurto a travaillé pendant deux ans avec Elinor Ostrom pour l'Université de l'Indiana et publié plus de 50 articles dans plusieurs revues, notamment Science, Science Advances et Nature. Ses travaux ont été financés par la US National Science Foundation et diverses organisations caritatives basées aux États-Unis d'Amérique et en Europe.



Intervenant

Anthony Charles

Professeur, Saint Mary's University (SMU), Canada

Anthony Charles est professeur à la School of the Environment et la School of Business de la Saint Mary's University (Halifax, Canada). Il est chercheur transdisciplinaire dans les domaines de la pêche, des côtes et des océans, et travaille plus particulièrement sur des sujets tels que la gestion écosystémique, la durabilité, les aires marines protégées, la gestion communautaire, la pauvreté et la sécurité alimentaire, et l'adaptation au changement climatique. Il dirige le Réseau de recherche sur la conservation communautaire (www.communityconservation.net), une initiative mondiale axée sur les liens entre la conservation

et les moyens d'existence durables au sein des communautés côtières. Il est l'auteur du livre *Sustainable Fishery Systems* et a coédité plusieurs ouvrages, notamment *Governance of Marine Fisheries and Biodiversity Conservation*, *Governing the Coastal Commons* et *The Future of Ocean Governance and Capacity Development*. Il est titulaire d'une bourse d'études sur la conservation des ressources marines de la Fondation Pew et fait partie du Groupe d'experts sur la pêche de la Commission de la gestion des écosystèmes de l'UICN. Anthony Charles a été conseiller pour la FAO, l'OCDE, l'OMC, le Gouvernement canadien et de nombreuses organisations de pêcheurs et autochtones.



Présidente

Ratana Chuenpagdee

Professeure, Memorial University of Newfoundland (MUN), Canada

Ratana Chuenpagdee est professeure de géographie à la Memorial University of Newfoundland (St. John's, Canada). Elle est à la tête d'un partenariat mondial de recherche, Too Big To Ignore (TBTI), dont l'objectif est de faire mieux connaître la pêche artisanale et de remédier à la marginalisation de ce secteur dans les politiques nationales et internationales. Dans le cadre de ce projet, elle coordonne la recherche et des activités visant à appuyer la mise en œuvre des directives sur la pêche artisanale et la recherche transdisciplinaire pour la pêche et la gouvernance des océans dans le monde entier. Elle codirige également, pour l'Ocean Frontier Institute, un module de recherche destiné à éclairer les réponses en matière de gouvernance des océans qui changent, autre initiative de recherche collaborative importante entre universités, gouvernements, secteurs privés et communautés. Avec plusieurs collègues, elle a coédité trois ouvrages Too Big To Ignore sur la gouvernance de la pêche artisanale (2015), des directives pour la pêche artisanale (2017) et la transdisciplinarité pour la durabilité de la pêche (2018).



Intervenante

Courtney E. Cox

Directrice des sciences marines appliquées, Rare, États-Unis d'Amérique

Courtney Cox est une écologiste marine à la tête de l'équipe scientifique «Fish Forever» à Rare qui développe des stratégies pour mettre en œuvre et évaluer la cogestion communautaire des pêches côtières dans dix pays. L'équipe évalue l'impact du programme «Fish Forever» sur les systèmes écologiques, l'adoption de nouvelles attitudes, la relance des pêcheries, et les moyens de subsistance des communautés. Dr. Cox a 10 ans d'expérience dans l'évaluation des effets des stratégies de gestion des pêches et dans l'identification des facteurs de réussite et des barèmes appropriés de gestion. Elle conduit des évaluations à grande échelle en intégrant l'écologie, les sciences socio-économiques, la génomique, et les sciences des pêches pour produire des outils innovants utiles à résoudre les problèmes complexes liés à la conservation et aux pêches. Dr. Cox est titulaire d'un doctorat en biologie (en particulier sur l'écologie des récifs de corail) de l'université de Caroline du Nord. Avant de rejoindre Rare, elle était le responsable technique du Programme de Conservation Marine au musée national d'histoire naturelle (Smithsonian).



Intervenant

Naseegh Jaffer

Secrétaire général et Coprésident, Forum mondial des populations de pêcheurs, Afrique du Sud

J'ai grandi en Afrique du Sud sous un régime d'apartheid qui obligeait les gens de races, de classes et d'origines ethniques différentes à vivre séparément dans tous les domaines, entraînant une quête de justice sociale, d'égalité et d'équité. J'ai participé à beaucoup d'initiatives aux niveaux national, continental et mondial visant à appliquer les directives pour la pêche artisanale du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies. Entre 2004 et 2017, j'ai occupé les postes à responsabilité de Secrétaire général et Coprésident du Forum mondial des populations de pêcheurs. Actuellement, je joue encore plusieurs rôles actifs au sein du Forum mondial des populations de pêcheurs et du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire. Mes activités s'étendent à plusieurs plateformes intergouvernementales sur le continent africain. Je travaille pour Masifundise (Afrique du Sud), une organisation qui milite pour les droits des communautés de petits pêcheurs. Masifundise est un membre actif du Forum mondial des populations de pêcheurs.



Intervenante

Unni Kløvstad

Conseillère spéciale et Directrice de l'Équipe océan, Ministère des Affaires étrangères, Norvège

Unni Kløvstad est diplomate de carrière et travaille pour le service diplomatique norvégien depuis 1993. Elle a une longue expérience multilatérale et a représenté la Norvège aux Nations Unies, à l'OTAN et à l'Union européenne. Elle a travaillé dans un grand nombre de domaines de la politique étrangère. Plus récemment, elle a occupé les postes d'ambassadrice de la Norvège en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Océanie. Avant 2014, elle occupait le poste de Directrice, responsable de la Section de la politique de sécurité et Amérique du Nord au Ministère norvégien de l'agriculture et de l'alimentation. En tant que Directrice de l'Équipe océan au Ministère des Affaires étrangères elle supervise pour la Norvège la coordination des politiques internationales relatives aux océans, y compris dans les relations bilatérales, régionales et internationales. Elle supervise également les initiatives spéciales telles que l'hébergement de la conférence «Notre océan» organisée à Oslo les 23 et 24 octobre et les programmes norvégiens de développement dans les secteurs liés aux océans qui ciblent les programmes de collecte de connaissances sur la pêche et la gestion des océans.



Intervenante

Editrudith Lukanga

Coprésidente, Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche, Tanzanie

Editrudith Lukanga est la fondatrice et la Directrice exécutive de l'Environmental Management and Economic Development Organization (EMEDO), une organisation à but non lucratif qui s'intéresse aux problèmes environnementaux, sociaux et économiques en Tanzanie. Elle est Coprésidente du Forum mondial des pêcheurs et des travailleurs de la pêche, une organisation internationale qui regroupe 42 organisations nationales de pêcheurs artisanaux du monde entier. Cette organisation milite pour des communautés côtières et une pêche durables, et défend les droits de l'homme et la justice sociale pour les pêcheurs et les travailleurs de la pêche, aussi bien les femmes que les hommes. En tant que Secrétaire générale du Réseau africain des femmes transformatrices et vendeuses de poisson (AWFISHNET) auquel appartiennent 28 pays africains et organisatrice de l'Association tanzanienne des femmes travailleuses de la pêche (TAWFA), Editrudith Lukanga aide les femmes qui travaillent dans le secteur de la pêche à s'organiser, à faire campagne, à participer aux processus d'orientation et de prise de décisions, et à les influencer. Elle a participé à l'élaboration des Directives pour la pêche artisanale et dirige actuellement leur application en Tanzanie.



Intervenant

Sebastian Mathew

Directeur exécutif, Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), Inde

Sebastian Mathew, Directeur exécutif du Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), participe à l'élaboration de politiques, à la recherche et à la documentation sur la pêche, à la communication et à la diffusion d'informations depuis presque trois décennies, en valorisant la pêche artisanale, en particulier les connaissances et les institutions des pêcheurs et des travailleurs de la pêche. Depuis les années 90 et pour le compte de l'ICSF, il suit les principaux processus internationaux d'élaboration de politiques qui concernent les pêcheurs artisanaux et les travailleurs de la pêche. Sebastian Mathew a mené des études sur un certain nombre de sujets tels que les litiges concernant les engins de pêche, la sécurité de jouissance, les connaissances des pêcheurs, le travail (des migrants, forcé et des enfants dans le secteur de la pêche des pays en développement), la protection sociale et les subventions à la pêche. Il a organisé plusieurs ateliers et conférences sur divers aspects de la pêche artisanale. Pour le compte de l'ICSF, il participe actuellement à l'application des Directives pour la pêche artisanale dans le cadre d'une approche fondée sur le respect des droits de l'homme visant à améliorer la gouvernance et la conservation inclusive, ainsi que l'utilisation durable des ressources des pêches maritime, côtière et continentale.



Intervenante

Kumi Soejima

Chargée d'enseignement, Université nationale de la pêche, Japon

Kumi Soejima est chargée d'enseignement à l'Université nationale de la pêche du Japon. Elle est titulaire d'un doctorat de l'Université d'Hiroshima (Japon). Ses travaux portent essentiellement sur les rôles et les problèmes des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. De mai à septembre 2018, elle a reçu une bourse de recherche octroyée par le programme Co-operative Research Programme: Biological Resource Management for Sustainable Agricultural Systems de l'OCDE. L'intitulé de sa recherche était «L'utilisation des questions de parité dans la recherche sur la pêche artisanale pour améliorer les politiques». Ensuite elle a travaillé comme chercheuse invitée pour le département Gestion innovante de la pêche de l'Université d'Aalborg (Danemark). Depuis 2003, en collaboration avec deux chercheurs japonais, elle essaie de créer des réseaux appelés «Umi Hito Kurashi Forum» (que l'on pourrait traduire par Forum pour les gens et la vie de la mer) pour les pêcheuses japonaises. Elle essaie également d'établir des relations collaboratives non seulement avec des chercheurs, mais également avec des organismes liés à la pêche artisanale tels qu'AKTEA (réseau d'organisations de pêcheuses en Europe).



Intervenante

Vivienne Solis

Biologiste, CoopeSoliDar, Costa Rica

Vivienne Solis Rivera est biologiste et titulaire d'un master en systématique et écologie de l'Université de Lawrence (Kansas), États-Unis d'Amérique. Elle est membre de CoopeSoliDar R.L, une coopérative de solidarité sociale basée au Costa Rica qui promeut la conservation de la diversité biologique et culturelle comme principal facteur de la résilience des communautés locales aux nouveaux défis et opportunités. Au niveau régional, cette coopérative œuvre en faveur d'actions qui renforcent les capacités de la pêche artisanale et sa gestion durable dans un cadre favorable à une approche de la conservation des ressources marines fondée sur le respect des droits de l'homme et à une répartition équitable et juste des bénéfices découlant de leur utilisation. À partir de cette plateforme organisationnelle, Vivienne Solis a orienté son travail vers la gestion communautaire des ressources naturelles, la gouvernance des aires protégées et la participation des communautés locales à la conservation, en s'intéressant tout particulièrement aux questions de parité. Ces dernières années, elle a œuvré à la promotion de modèles communautaires et de gouvernance partagée pour la gestion des ressources marines. Elle encourage également une participation civile à l'élaboration des politiques visant à renforcer une approche de la conservation marine et de la pêche artisanale fondée sur le respect des droits de l'homme.

SESSION 5 – L'ÉCONOMIE DE LA PÊCHE



Oratrice principale

Claudia Beltran

Consultante internationale, El Salvador

Claudia Beltran est colombienne et réside à El Salvador depuis 2007. Elle est économiste, spécialisée en gestion du marketing et gestion de projets. Elle travaille depuis 28 ans dans la planification socioéconomique de la pêche et de l'aquaculture dans 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Depuis 2014, elle préside le Groupe scientifique consultatif de la Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO) de la FAO. Elle a travaillé comme consultante nationale et internationale pour la FAO, l'OCDE, l'Organisation du secteur des pêches et de l'aquaculture de l'isthme centraméricain (OSPESCA), le Mécanisme régional pour la pêche dans les Caraïbes (CRFM), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Centre régional pour la promotion des micro, petites et moyennes entreprises en Amérique centrale (CENPROMYPE) et les gouvernements de la Colombie et de Panama, entre autres missions.



Orateur principal

Carl Christian Schmidt

Président, Nordic Marine Think Tank (NMTT), Danemark

Jusqu'en juillet 2015, Carl Christian Schmidt a occupé le poste de Directeur de la Division des politiques de pêche et de Directeur du Programme de recherche coopérative sur la gestion des ressources biologiques pour les systèmes d'agriculture durable. Depuis juillet 2015, il travaille comme consultant sur des projets pour la FAO, le Centre international pour le commerce et le développement durable, l'OCDE et le Nordic Marine Think Tank (www.nmtt.org). Actuellement, il est le Président du Nordic Marine Think Tank. Pour plus de détails et des liens à ses activités, veuillez consulter www.ccmrschmidt.com. Pendant sa mission à l'OCDE et actuellement au sein du NMTT, Carl Christian Schmidt a contribué à améliorer les connaissances sur la pêche durable et responsable, en couvrant un large éventail de questions liées à la gestion de la pêche, à la commercialisation, aux services liés à la pêche, à la sécurité alimentaire, à la croissance bleue ou verte et au développement économique régional. Il possède une grande expérience internationale dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, de la gestion des ressources naturelles et des politiques océaniques.



Intervenant

Frank Asche

Professeur, Université de Floride (UFL), États-Unis d'Amérique

Frank Asche est titulaire d'un doctorat de l'École norvégienne d'économie et de gestion des entreprises (1996). Actuellement, il est professeur à l'Université de Floride, président de l'International Association of Aquaculture Economics and Management, rédacteur en chef de la revue Aquaculture Economics and Management et rédacteur adjoint de la revue Marine Resource Economics. Il a été professeur invité à l'Université de Colombie britannique et à l'Université de Rhode Island, et a été titulaire d'une bourse Fulbright à l'Université Duke. Ses travaux de recherche portent principalement sur l'aquaculture et les marchés de produits de la mer, mais il a également travaillé sur la gestion de la pêche et l'économie de l'énergie. Frank Asche a publié de nombreux articles dans des revues internationales sur l'économie, ainsi que dans des publications pluridisciplinaires de premier plan telles que Science et PNAS. Il a également mené un certain nombre de projets de recherche en Norvège et pour des organisations internationales telles que la FAO, l'OCDE et l'OMC.



Intervenante

Elisa Calvo

Consultante internationale, Argentine

Elisa Calvo est Directrice de l'Économie de la pêche dans l'Administration des pêches en Argentine depuis 10 ans. C'est une spécialiste internationale des projets financés par la FAO en Amérique centrale. Elle a représenté l'Argentine dans des réunions du Comité des pêches de la FAO, du Sous-comité du commerce du poisson de la FAO, du Comité des pêches et de l'OCDE et dans les séries de négociations sur les subventions à la pêche à l'OMC. Elle a également participé à des consultations d'experts organisées par la FAO sur l'économie et la pêche sociale. Elisa Calvo a élaboré des documents à utiliser dans des projets de la FAO, et est chargée des questions commerciales lors de la préparation des accords bilatéraux et multilatéraux avec des pays tiers.



Intervenant

Griffin Carpenter

Chercheur principal, New Economics Foundation (NEF), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Griffin Carpenter est un constructeur de modèles économiques spécialisé dans les politiques environnementales et la gestion des ressources naturelles. Ses travaux actuels portent sur la socioéconomie des flottes de pêche européennes. Il travaille également sur l'énergie, le changement climatique, l'agriculture, les systèmes alimentaires et la santé. Il a fait des interventions dans les médias, notamment Al Jazeera, la BBC, Sky News et Nieuwuur, et il est souvent interviewé pour des publications de la presse écrite. Il a publié dans les revues soumises à un comité de lecture Marine Policy, Fish and Fisheries et Nature.



Intervenante

Jingjie Chu

Économiste principale spécialisée dans les ressources naturelles, Banque mondiale, États-Unis d'Amérique

Jingjie Chu est économiste principale spécialisée dans les ressources naturelles à la Banque mondiale. Elle a obtenu un doctorat en économie environnementale et des ressources naturelles de l'Université de Rhode Island en 2009 et une maîtrise en économie et politique environnementales de l'Université de Pékin (Chine) en 2004. Elle a travaillé pour l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) aux États-Unis d'Amérique en 2008 et a rejoint la Banque Mondiale en 2009. Elle gère actuellement un portefeuille d'investissement de plus de 140 millions d'USD axé sur les projets de ressources de la pêche dans les pays d'Afrique et d'Asie de l'Est, et a fait bénéficier divers projets de son expertise en économie dans différents pays. En outre, elle a collaboré avec d'autres spécialistes de l'Université de Floride et de l'Université de Washington pour établir des indicateurs de performance de la pêche qui sont des outils permettant d'évaluer rapidement le fonctionnement des systèmes de gestion de la pêche afin d'améliorer la viabilité communautaire, économique et écologique. Récemment, elle a également participé à la promotion de l'adoption par les femmes en Afrique de techniques de transformation du poisson efficaces sur le plan énergétique, afin d'améliorer la qualité des produits, de réduire les émissions de carbone et de fumées, d'augmenter leurs revenus et de réduire les risques pour la santé.



Intervenant

Javier Garat

Président, Coalition internationale des associations halieutiques (CIAH) et Secrétaire général, Confédération espagnole de pêche (CEPESCA), Espagne

Javier Garat est le Secrétaire générale de la Confédération espagnole de pêche, la CEPESCA. Il est également Président de l'Association des organisations nationales d'entreprises de pêche de l'Union Européenne (Europêche), Président de la Coalition internationale des associations halieutiques (CIAH), membre du Comité directeur de l'International Seafood Sustainability Foundation (ISSF) et membre de l'European Bioeconomy Stakeholders Panel. L'année dernière il a été nommé membre de l'Académie royale espagnole de la mer. Il est spécialiste et suppléant du Conseiller pour la pêche espagnole du Comité économique et social européen, membre de plusieurs conseils consultatifs, membre du Conseil de gestion de l'Institut espagnol d'océanographie, membre du Comité consultatif pour le secteur espagnol de la pêche, Conseiller auprès du Conseil général de l'Institut social de la marine et membre du Pôle espagnol d'activités maritimes. En septembre 2010, il a été nommé Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or.



Intervenante

Marie Christine Monfort

Cofondatrice et Présidente de l'Organisation internationale des femmes dans le secteur des produits de la mer (WSI), France

Cofondatrice et Présidente de l'Organisation internationale des femmes dans le secteur des produits de la mer, Marie Christine Monfort œuvre à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans le secteur des produits de la mer. Pendant plus de 20 ans, elle a travaillé comme analyste des marchés des produits de la mer pour conseiller les entreprises privées, les institutions publiques nationales et les organisations internationales. Pendant cette période d'immersion dans le secteur, elle a observé la répartition des rôles entre les deux sexes et parfois été témoin de discrimination, ce qui lui a permis de comprendre comment le secteur pouvait fonctionner différemment. Elle est l'auteur du rapport de la FAO *The role of women in the seafood industry* (2015). En 2016, elle a cofondé l'Organisation internationale des femmes dans le secteur des produits de la mer, une ONG qui sensibilise les parties prenantes de ce vaste secteur au rôle souvent invisible des femmes. Marie Christine Monfort est diplômée en économie de la Sorbonne (Paris) et titulaire d'un master en économie de l'Institut norvégien d'économie de la pêche (NHH) situé à Bergen (Norvège). Elle a reçu la Légion d'honneur pour les résultats qu'elle a obtenus dans le secteur de la pêche en France.



Intervenant

Mohamed Naji

Enseignant-Chercheur, Institut d'agronomie et de médecine vétérinaire Hassan II, Maroc

Mohamed Naji est un spécialiste en économie de la pêche et travaille pour le Département de la pêche et de l'aquaculture de l'Institut d'agronomie et de médecine vétérinaire de Rabat (Maroc). Il possède 28 ans d'expérience dans l'enseignement, la recherche et le développement dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture au Maroc et dans les pays arabes et africains. Il est spécialisé dans les études de marché, le commerce international du poisson, la chaîne de valeur du poisson, le pilotage des projets de développement et la gestion de la pêche. Il a également collaboré avec plusieurs organismes et programmes internationaux, notamment la FAO et l'Union européenne, sur les questions liées à l'économie bleue, au commerce international du poisson et à l'écoétiquetage du poisson et des produits de la pêche.



Intervenante

Katrina Nakamura

Fondatrice, Sustainability Incubator, États-Unis d'Amérique

Katrina Nakamura est la fondatrice de Sustainability Incubator (sustainability-incubator.com), qui propose une méthodologie pour une exploitation durable des produits de la mer dans le monde entier. Elle travaille dans le secteur de l'exploitation durable des produits de la mer depuis 20 ans, et a commencé avec les trémailleurs de saumons sauvages dans le Pacifique Nord-Ouest, près de l'Alaska. Elle a cofondé la Quality Fishing Expo en 1998. En tant que planificatrice rurale, scientifique et entrepreneuse, elle a participé à des entreprises d'ostréiculture et de transformation des huîtres, à de nouvelles pêcheries commerciales et institutions de cogestion, à l'élaboration de stratégies de flotte pour le bien-être de l'équipage, et à la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme pour permettre l'amélioration des produits. Elle a géré des bars à sushi et commercialisé du saumon sauvage avant d'obtenir un doctorat en étudiant les enjeux du secteur concernant l'exploitation durable des produits de la mer. Récemment, elle a dirigé l'élaboration du Labour Safe Screen (laboursafescreen.com) que les entreprises du secteur alimentaire peuvent utiliser pour connaître les conditions de travail de ceux qui fabriquent leurs produits et s'acquitter de leur obligation de défendre tous les droits des travailleurs. Elle prépare actuellement des directives sur la responsabilité sociale à l'intention du secteur halieutique dans le cadre d'une collaboration dirigée par la FAO.



Président

Rashid Sumaila

Professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada, Université de Colombie britannique (UBC), Canada

Rashid Sumaila est professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie interdisciplinaire des océans et de la pêche à l'Institute for the Oceans and Fisheries & School of Public Policy and Global Affairs de l'Université de Colombie britannique. Il est spécialisé en bioéconomie, valorisation des écosystèmes marins et analyse de questions mondiales telles que les subventions à la pêche, la pêche illégale, le changement climatique et les marées noires. Les travaux de Rashid Sumaila sont largement publiés et cités. Il fait partie du comité de rédaction de plusieurs revues, notamment *Science Advances*, *Scientific Reports* et *Environmental & Resource Economics*. Il a gagné plusieurs prix, à savoir le President's Award for Public Education Through Media de l'UBC en 2018, le Volvo Environment Prize en 2017, le Benchley Oceans Award in Science en 2017 et l'UBC Killam Research Prize en 2017. Il a été nommé Ambassadeur de l'Université d'Hokkaido en 2016. Il a fait des présentations à la Conférence Rio +20 des Nations Unies, à la Maison blanche, au Parlement canadien, à l'Union africaine, au St James Palace et à la Chambre des Lords britannique.

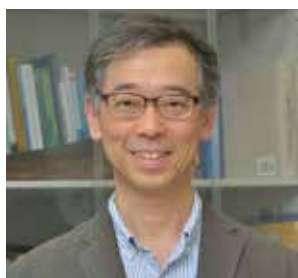


Intervenante

Ruangrai Tokrisna

Professeure, Université Kasetsart (KU), Thaïlande

Ruangrai Tokrisna a obtenu un doctorat en économie de l'Université d'Hawaii (États-Unis d'Amérique) en 1979. Elle enseigne au Département d'économie agricole et des ressources de l'Université Kasetsart. Ruangrai Tokrisna a dirigé l'équipe de plusieurs projets sur les politiques de développement, le renforcement des capacités et la gestion collective des pêches et de l'aquaculture en Thaïlande. Elle a été chercheuse principale dans des projets de libéralisation des investissements dans l'aquaculture et a publié dans de nombreuses revues soumises à un comité de lecture, ainsi que dans des livres et des rapports techniques sur différents thèmes relatifs à la pêche et à l'aquaculture tels que la gestion des ressources marines, l'élevage de crevettes et les politiques publiques de développement durable en Thaïlande.



Intervenant

Nobuyuki Yagi

Professeur, Université de Tokyo, Japon

Nobuyuki Yagi est professeur à l'Université de Tokyo et membre du Conseil scientifique du Japon. Il étudie notamment les aspects socioéconomiques de la pêche artisanale, la microfinance et l'analyse des chaînes de valeur des produits alimentaires. Il est titulaire d'un MBA de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie (États-Unis d'Amérique) et d'un doctorat de la Graduate School of Agricultural and Life Sciences de l'Université de Tokyo (Japon). Il a été membre du Comité exécutif de l'International Institute of Fisheries Economics & Trade (IIFET) de 2014 à 2018 et expert au sein du groupe sur les valeurs de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques de 2014 à 2018. Il fait également partie du Groupe scientifique consultatif du programme Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial (SIPAM) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) depuis 2019 et jusqu'en 2020.



Président

Zhengyong Yang

Professeur, Université Shanghai Ocean, Chine

Yang Zhengyong est le Vice-président exécutif et Secrétaire général du Comité de l'économie de la pêche de la China Society of Forestry Animal Husbandry and Fishery Economics. Il est l'économiste industriel principal du Système national des technologies du secteur halieutique marin et membre du Comité exécutif du projet. Il est également membre du Groupe national d'experts en aquaculture et pêche et du Comité académique de l'Université Shanghai Ocean. Il a reçu les distinctions honorifiques suivantes: Meilleurs ouvrages didactiques décerné par le Fond chinois pour la science et l'enseignement agricoles, Meilleurs enseignants décerné par le Fond pour l'éducation de Baogang, Meilleurs jeunes enseignants de Shanghai et Prix pour l'éducation de Shanghai. Ses travaux portent principalement sur l'économie de l'aquaculture, la gouvernance de la pêche fondée sur des quotas, l'économie des ressources environnementales et naturelles et les politiques économiques industrielles. Il préside plus de 20 projets lancés par la Fondation nationale pour les sciences naturelles, le Ministère de l'agriculture, etc.

SESSION 6 – LA GESTION DE LA PÊCHE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Orateur principal

Steven D. Gaines

Recteur et professeur émérite, Université de Californie à Santa Barbara (UCSB), États-Unis d'Amérique

Steve Gaines est Recteur de la Bren School of Environmental Science & Management de l'Université de Californie à Santa Barbara. C'est un écologiste marin qui cherche des solutions de conservation en reliant des innovations en sciences océaniques avec des politiques et une gestion marines plus efficaces. Il étudie la conception de réseaux de réserves marines, les effets du changement climatique sur les écosystèmes océaniques, la gestion durable de la pêche utilisant des réformes fondées sur les marchés, et le rôle joué par l'aquaculture pour répondre à la demande alimentaire future. Dans chacune de ces entreprises scientifiques, il a fortement encouragé les scientifiques océaniques à communiquer plus efficacement afin d'avoir plus d'impact. Il est titulaire d'un doctorat

de l'Université de l'État d'Oregon. Il a reçu une bourse d'étude de la Fondation Pew, la première édition du Prix Marc Hirshman récompensant l'excellence en mentorat d'étudiants, une bourse d'étude de l'American Association for Advancement of Science et le Prix Peter Benchley pour les sciences océaniques.



Oratrice principale

Éva Plagányi

Chercheuse scientifique principale, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), Australie

Éva Plagányi est chercheuse scientifique principale au département Océan et atmosphère de l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) à Brisbane (Australie). Elle est chargée de l'élaboration de méthodes permettant de gérer de manière fiable et efficace les ressources naturelles marines, et d'une approche écosystémique de la gestion de la pêche, y compris des modèles de complexité intermédiaire pour l'évaluation des écosystèmes (MICE, Models of Intermediate Complexity for Ecosystem assessment). Ses travaux portent notamment sur la modélisation de l'estimation des stocks, la modélisation des écosystèmes, l'évaluation des stratégies de gestion, les effets du changement climatique et les adaptations au changement climatique. Elle collabore étroitement avec des propriétaires traditionnels du Détroit de Torrès afin d'intégrer les facteurs biologiques, sociaux, culturels et économiques. En tant que membre de l'équipe spéciale pour les poissons fourrage de Lenfest (Lenfest Forage Fish Task Force), elle a contribué à des travaux de recherche sur des recommandations de gestion à l'échelle mondiale des poissons fourrage. Elle a suivi un double cursus en biologie et mathématiques, fait partie des Australian Women in STEM superstars, a largement collaboré et participé aux travaux de plusieurs groupes de travail scientifiques, et a publié 96 articles notamment un rapport technique de la FAO sur les approches écosystémiques de gestion de la pêche.



Intervenant

Miguel Bernal

Spécialiste des ressources halieutiques, Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM-FAO), Italie

Miguel Bernal est le spécialiste principal de la pêche au sein du Secrétariat de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) de la FAO. Il est chargé de la planification et de la coordination de la production d'avis scientifiques relatifs à la pêche et aux écosystèmes marins en Méditerranée et en mer Noire, ainsi que de la diffusion des résultats afin d'étayer la prise de décisions, notamment en publiant le rapport biennal CGPM-FAO sur La situation des pêches en Méditerranée et en mer Noire. Auparavant, il a travaillé pour un certain nombre d'université de haut niveau et d'instituts de recherche sur la pêche dans le monde entier, en publiant de nombreuses contributions scientifiques dans les domaines de l'estimation des stocks, de la modélisation des écosystèmes et du changement climatique.



Intervenant

Merrick Burden

Directeur, Pêcheries résilientes, Fonds de défense de l'environnement (EDF), États-Unis d'Amérique

Merrick Burden est Directeur du département Pêcheries résilientes du Fonds de défense de l'environnement (EDF) où il s'efforce de faire évoluer la gestion de la pêche de manière à obtenir les résultats économiques, sociaux et environnementaux souhaités, en faisant en sorte que ces résultats résistent au changement climatique. Ses travaux portent plus particulièrement sur l'identification des problèmes de gestion de la pêche causés par le changement climatique et la conception de solutions et de processus pour résoudre ces problèmes. Il travaille sur plusieurs continents, à savoir l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Europe. Avant de rejoindre le Fonds de défense de l'environnement, il a occupé différentes fonctions, notamment dans la gestion de la pêche et comme

responsable d'un grand groupe de parties prenantes du secteur de la pêche en Alaska. Il siège dans le conseil d'administration ou le comité de plusieurs organisations à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la pêche en haute mer et du changement climatique.



Intervenant

John Hampton

Scientifique principal spécialisé dans la pêche, Secrétariat de la Communauté du Pacifique, Nouvelle Calédonie

John Hampton a travaillé pendant plus de 30 ans dans le domaine de la biologie et de l'écologie du thon, de l'estimation des stocks et de la gestion de la pêche. Il a rejoint le Secrétariat de la Communauté du Pacifique en 1987 après avoir travaillé pendant sept ans pour l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) en Australie sur l'estimation des stocks de thon rouge du Sud. Il a joué un rôle central dans la mise en œuvre d'estimations formelles des stocks de thon de l'océan Pacifique occidental et central. Depuis 2002, John Hampton dirige le Programme pêche hauturière de la Communauté du Pacifique, qui est l'un des programmes de recherche sur la pêche pélagique les plus respectés dans le monde et le principal fournisseur de services et d'avis scientifiques sur la pêche au thon aux États insulaires et territoires du Pacifique, à l'Organisme des pêches du Forum et à la Commission des pêches pour le Pacifique central et occidental.



Intervenante

Kirstin Holsman

Biologiste chargée de la recherche halieutique, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique

Kirstin Holsman est biologiste chargée de la recherche halieutique au sein de l'équipe d'écologie des ressources et de modélisation des écosystèmes du Centre des sciences halieutiques de l'Alaska (AFSC) de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) basée à Seattle (États-Unis d'Amérique). Ses travaux portent essentiellement sur l'élaboration de méthodes quantitatives pour la gestion écosystémique des pêches et de méthodes permettant d'évaluer et de gérer les effets du changement climatique sur les communautés de poissons et de pêcheurs de l'Arctique. Elle participe à de nombreuses collaborations visant à élaborer et mettre en œuvre des modèles d'estimation des stocks axés sur les changements climatiques pour les espèces de poissons de l'Alaska (États-Unis d'Amérique), des évaluations intégrées des écosystèmes, des modèles bioénergétiques et de réseaux de nourriture, et des études sur le terrain des effets du changement climatique et de la pêche sur les écosystèmes marins. Elle est coenquêtrice principale pour le projet Alaska Climate Integrated Modeling Project (ACLIM), une collaboration pluridisciplinaire dont l'objectif est de projeter et évaluer les résultats des stratégies de gestion de remplacement dans le cadre de futurs scénarios climatiques.



Intervenante

Abigail Lynch

Chercheuse ichtyobiologiste, Service géologique des États-Unis (USGS), États-Unis d'Amérique

Abigail (Abby) Lynch est chercheuse ichtyobiologiste au Centre national d'adaptation aux changements climatiques du Service géologique des États-Unis. Elle est également professeure auxiliaire à l'Université de l'État du Michigan, à l'Université de l'État du Nouveau Mexique et à l'Université de l'État de Caroline du Nord. Elle est membre du comité exécutif de la Section Pêche internationale de la Société américaine des pêches et coordinatrice du réseau international de recherche InFish. Abigail Lynch étudie les effets des changements mondiaux sur le secteur halieutique à l'échelle locale, nationale et mondiale en utilisant des données collectées sur le terrain et obtenues par télédétection, principalement dans les systèmes continentaux. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences halieutiques et faune de l'Université de l'État du Michigan, d'une maîtrise en sciences de la mer du Virginia Institute of Marine Science (College of William & Mary), d'une licence en biologie et d'une licence en littérature anglaise de l'Université de Virginie.



Intervenante

Flower E. Msuya

Fondatrice et Présidente, Zanzibar Seaweed Cluster Initiative (ZaSCI), Tanzanie

Flower Ezekiel Msuya est une spécialiste de renommée mondiale en culture d'algues marines, aquaculture intégrée et innovation. Elle est titulaire d'un doctorat sur les algues marines dans l'aquaculture intégrée obtenu à l'Université de Tel Aviv (Israël) et d'un master en sciences halieutiques et aquaculture de l'Université de Kuopio (Finlande). Elle a dirigé la première étude sur les effets socioéconomiques et environnementaux de la culture des algues marines, et a été la première à lancer la culture des algues marines dans le sud de la Tanzanie et d'autres endroits. Récemment, ses travaux de recherche et sa formation se sont focalisés sur les technologies et la valeur ajoutée de la culture des algues marines, et sur l'intégration des algues marines avec les animaux d'aquaculture tels que les concombres de mer pour faire face aux effets du changement climatique. Elle est la fondatrice et la Présidente de la Zanzibar Seaweed Cluster Initiative (ZaSCI), qui permet aux cultivateurs d'algues marines d'innover et d'augmenter leur valeur ajoutée, en les mettant en relation avec les universités, les institutions de recherche, les services publics et les marchés. Ses travaux ont aidé particulièrement les femmes marginalisées de Tanzanie à augmenter leurs revenus en produisant des produits issus des algues marines à valeur ajoutée. Elle a publié plus de 40 articles.



Présidente

Hazel Oxenford

Professeure d'écologie marine et sciences halieutiques, Université des Indes occidentales (UWI), Barbade

Hazel Oxenford est une spécialiste mondialement reconnue en biologie marine appliquée et gestion marine, dont les travaux portent plus spécifiquement sur les récifs coralliens et la pêche pélagique, en particulier dans les petits États insulaires en développement. Elle est titulaire d'une licence en zoologie de l'Université d'Exeter et d'un doctorat en sciences halieutiques de l'Université des Indes occidentales, et elle a rejoint l'équipe du Centre de gestion des ressources et d'études environnementales de l'Université des Indes occidentales en 1991. Elle a une grande expérience dans les domaines de la recherche sur les Caraïbes et de l'enseignement, et siège en tant que spécialiste dans un grand nombre de conseils d'administration, de comités et de groupes de travail nationaux, régionaux et internationaux. En tant que scientifique spécialiste de la pêche et écologiste marine, elle s'intéresse tout particulièrement à la gestion des ressources marines dans un monde en mutation. Ses travaux de recherche ont été publiés dans de nombreuses revues soumises à un comité de lecture, ainsi que dans des livres et des rapports techniques.



Intervenant

Ernesto Penas Lado

Consultant international, Espagne

Ernesto Penas Lado est né en Galicie (Espagne) en 1952. Après avoir travaillé pendant 10 ans comme biologiste marin et halieutique, il a rejoint la Commission européenne où il a travaillé pendant 30 ans, dont 28 au sein de la Direction générale de la pêche où il était chargé de divers dossiers sur la gestion de la pêche, à la fois aux niveaux européen et international. En tant que directeur, il a été responsable de la dernière réforme de la politique commune de la pêche en 2013. Il a également été Directeur général chargé de la pêche et de l'aquaculture au sein du gouvernement régional de Galice (Espagne), de 1990 à 1993, et entre 2016 et 2017 il a passé une année universitaire en tant que professeur invité à l'Université de Washington à Seattle (États-Unis d'Amérique). Il est l'auteur de plusieurs publications sur les sciences et les politiques halieutiques, notamment le livre *The Common Fisheries Policy: the quest for sustainability* publié en 2016. Aujourd'hui, il est retraité de la Commission européenne.



Intervenant

John K. Pinnegar

Centre pour les sciences de l'environnement, de la pêche et de l'aquaculture, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

John K. Pinnegar est Scientifique principal et Conseiller principal sur le changement climatique au Centre pour les sciences de l'environnement, de la pêche et de l'aquaculture, qui est le laboratoire de recherche halieutique de l'administration britannique. Il dirige le Collaborative Centre for Sustainable Use of the Seas (CCSUS), une initiative conjointe du CEFAS et de l'Université d'East Anglia. Il est également coprésident de l'Initiative stratégique CIEM/PICES sur les effets du changement climatique sur les écosystèmes marins (SICCME). Ses travaux de recherche portent sur les changements à long terme dans les écosystèmes marins, les effets du changement climatique à venir et de l'acidification des océans sur les populations d'animaux marins, ainsi que sur la modélisation des réseaux trophiques marins et de la pêche. Il s'intéresse particulièrement à l'élaboration de scénarios sociopolitiques pour les océans et à la compréhension par le public des questions relatives aux changements climatiques marins. John K. Pinnegar a travaillé dans le monde entier, y compris plus récemment dans plusieurs petits États insulaires en développement des Caraïbes. Il est l'auteur principal du sixième rapport d'évaluation (RE6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui sera publié en 2021.



Intervenant

Shyam S. Salim

Scientifique principal, Institut central de recherche sur les pêches maritimes (ICAR), Inde

Shyam S. Salim a plus de 20 ans d'expérience dans la recherche dans les domaines spécifiques suivants: économie de la pêche maritime, commercialisation intérieure, commerce international, changement climatique, autonomisation des femmes, étude et gestion des politiques. Il est titulaire d'un doctorat en agroéconomie et d'un diplôme de troisième cycle en administration des affaires. Il a travaillé en collaboration et étendu les réseaux au sein et en dehors de l'ICAR pour soutenir et mettre en œuvre des actions et initiatives de gestion de la pêche par les États ou les pays et de protection sociale des pêcheurs, avec une mobilisation importante des ressources. Il a noué de très nombreux liens avec le Fonds de recherche stratégique entre l'Australie et l'Inde (AISRF), l'Université d'État du Michigan et le Belmont Forum en matière de recherche et de développement internationaux. Il dirige le projet international de recherche sur le changement climatique et ses conséquences sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Shyam S. Salim a mené environ 40 projets de recherche et publié plus de 100 articles de recherche dans des revues soumises à un comité de lecture. Il a participé aux principales contributions de l'Institut central de recherche sur les pêches maritimes à des études mondiales et régionales de référence, et a noué des partenariats stratégiques.



Intervenant

Carl van der Lingen

Expert scientifique, Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches de l'Afrique du Sud

Carl David van der Lingen a obtenu son doctorat en zoologie en 2000 à l'Université du Cap, en Afrique du Sud, suite à ses travaux de recherche sur l'écologie trophique des sardines dans l'écosystème du courant de Benguela méridional. Il est actuellement expert scientifique au sein de la Direction générale: Recherche et développement halieutiques, Gestion de la pêche du ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches de l'Afrique du Sud. Ses recherches portent principalement sur la biologie, l'écologie et la structure démographique des petits poissons pélagiques au large de l'Afrique du Sud et sur leur rôle dans le fonctionnement des écosystèmes. Il contribue à l'approche écosystémique de la gestion de la pêche pour ces espèces. Carl David van der Lingen est membre et ancien président de plusieurs groupes de travail scientifiques au sein de la Direction générale: Recherche et développement halieutiques et fait partie de plusieurs autres équipes spéciales et groupes de travail régionaux et nationaux. Il est également Associé de recherche honoraire à l'Université du Cap.

SESSION 7 – SYSTÈMES D'INFORMATION SUR LA PÊCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES



Oratrice principale

Donatella Castelli*Directrice de recherche, Conseil national italien de la recherche (CNR-ISTI), Italie*

Les travaux de recherche de Donatella Castelli ont essentiellement porté sur la gestion des données. Elle a commencé à travailler sur des modèles conceptuels pour les bases de données, avant de passer à la représentation des connaissances et aux bibliothèques numériques. Depuis 2004, elle travaille principalement dans le domaine des infrastructures de données. Elle a été chercheuse principale dans plusieurs projets financés par des fonds européens et internationaux dans ce domaine, et s'est focalisée sur les infrastructures appuyant les activités de recherche. Parmi ces projets figurent IMarine et BlueBRIDGE, consacrés à la mise en œuvre de l'approche écosystémique de la gestion de la pêche et de la conservation des ressources marines vivantes, ainsi qu'aux activités de prise de décisions et de formation dans ces domaines. Ces projets lui ont permis d'acquérir une expérience considérable sur les besoins informatiques des communautés scientifiques évoluant dans ces domaines. Ses principaux centres d'intérêt scientifiques sont l'interopérabilité des données et les services intelligents axés sur les données pour une production collaborative des connaissances.



Orateur principal

Serge Raemaekers*Directeur général, Abalobi, Afrique du Sud*

Serge Raemaekers est un spécialiste des systèmes de gestion de la pêche. Ses travaux de recherche portent sur la pensée systémique et la pratique de la gestion de la pêche dans le but de recommander des modèles de gouvernance et des approches de gestion qui s'appliquent davantage aux réalités des pêcheurs artisanaux. Il travaille en étroite collaboration avec les travailleurs de la pêche et les patrons de pêches le long de la côte afin de promouvoir et de transformer les processus de production de connaissances dirigés par les parties prenantes. La plupart de ses travaux sont centrés sur les processus d'apprentissage social ciblant les petits pêcheurs locaux, l'objectif étant de s'assurer que les connaissances, les besoins et la vision des communautés sont correctement recueillis et intégrés à l'ensemble des processus de planification et de prise de décisions. En 2015, Serge Raemaekers a lancé l'initiative Abalobi en Afrique du Sud (www.abalobi.org). Il dirige le processus de recherche-développement d'Abalobi, allant des sciences naturelles et sociales à la recherche sur les technologies de l'information et de la communication permettant aux pêcheurs de prendre en charge tous les aspects de la gouvernance de la pêche artisanale et notamment la gestion des ressources marines.



Intervenant

Douglas Beard*Chef du Centre national d'adaptation aux changements climatiques, Service géologique des États-Unis (USGS), États-Unis d'Amérique*

Douglas Beard est le Chef du Centre national d'adaptation aux changements climatiques du Service géologique des États-Unis d'Amérique. Avant de rejoindre le Centre national d'adaptation aux changements climatiques, il était responsable de la coordination du programme des pêches à l'échelle nationale au sein du Service géologique des États-Unis d'Amérique et également biologiste au Département des ressources naturelles du Wisconsin. Il a axé ses recherches sur la pêche récréative continentale et sur les moyens de mieux comprendre l'importance de la pêche continentale dans le monde. Il a beaucoup travaillé aux États-Unis d'Amérique et en Asie du Sud-Est. Il a été Président du Conseil mondial des sociétés de la pêche et de la Section Pêche internationale de la Société américaine des pêches. Douglas Beard est titulaire d'une licence en biologie de l'Université du Wisconsin-Eau Claire, d'une maîtrise en sciences halieutiques et de la faune sauvage de l'Université Penn State et d'un doctorat en zoologie de l'Université du Wisconsin-Madison.



Intervenant

Emmanuel Chassot

Consultant international, Autorité de la pêche seychelloise, Seychelles

Emmanuel Chassot est un scientifique spécialiste de la pêche quantitative, qui s'intéresse à l'écologie du thon et des pêcheries qu'il alimente. Depuis 2008, il participe à la surveillance des pêcheries de haute mer ciblant les thons tropicaux de l'Atlantique Est et de l'océan Indien occidental. Depuis quelques années, il collabore activement aux travaux scientifiques menés au sein des organisations régionales de gestion des pêches thonières, en particulier la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) et la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI). Ses recherches portent sur l'impact de la pêche au thon sur les communautés et les écosystèmes des poissons pélagiques, avec un intérêt particulier pour la conservation et la gestion durable.



Intervenant

Alfred Lee Cook

Directeur de programme de la Commission du thon du Pacifique occidental et central, Fonds mondial pour la nature (WWF), Nouvelle-Zélande

Alfred «Bubba» Cook a passé toute sa vie sur l'océan et 17 ans dans le secteur de la pêche. Il a débuté sa carrière au sein de la marine américaine, une première expérience professionnelle qui l'a amené à parcourir le monde et à s'intéresser à la pêche internationale. Inquiet de constater le déclin de la pêche, il a d'abord obtenu une licence en sciences halieutiques à l'Université Texas A & M, puis un doctorat en droit de l'environnement à l'Université Lewis & Clark. Il a ensuite travaillé pour le Service national de la pêche en mer des États-Unis en Alaska, où il a dirigé la mise en œuvre du programme de quotas des crabes de la mer de Béring. Il a ensuite rejoint le programme Arctique du WWF, qui soutient des projets de pêche en Russie et en Alaska. En 2010, il a rejoint le Corps de la paix américain aux Fidji, où il a appuyé des projets de conservation marine à petite échelle. Depuis 2012, il est Directeur de programme de la Commission du thon du Pacifique occidental et central du WWF hors de la Nouvelle Zélande, où il soutient la pêche durable du thon par des améliorations des politiques, des outils de marché et l'innovation technologique.



Intervenant

Lifeng Cui

Directeur général, Centre national chinois de vulgarisation des technologies de la pêche, Vice-président et Secrétaire général de la Société chinoise des pêches, Chine

Cui Lifeng est l'actuel Directeur général du Centre national chinois de vulgarisation des technologies de la pêche, ainsi que le Vice-président et le Secrétaire général de la Société chinoise des pêches. Il a travaillé dans les domaines suivants: administration des pêches, coopération internationale en matière de pêche, gestion de la pêche, surintendance des ports de pêche, développement de la pêche et recherche en politique industrielle, ainsi qu'en sciences halieutiques et gestion des technologies. Il a effectué des études approfondies sur la conservation des ressources de la pêche et de l'environnement écologique, la gestion des navires de pêche et des ports de pêche, les politiques de construction et de développement de pêcheries modernes, la pêche internationale et d'autres domaines connexes. Il a exercé les fonctions de Directeur général adjoint au Bureau de la gestion de la pêche et du contrôle des ports de pêche dans la région de la mer de Chine méridionale et de Directeur général adjoint du Bureau de la pêche, deux bureaux sous tutelle du Ministère chinois de l'agriculture. Cui Lifeng a également été Président de l'Académie chinoise des sciences halieutiques.



Intervenante

Sara Iverson

Professeure et Directrice scientifique, Ocean Tracking Network, Université Dalhousie (DAL), Canada

Sara Iverson est professeure de biologie et Directrice scientifique du réseau Ocean Tracking Network (OTN), qui est à la fois une plateforme consacrée aux partenariats, à la technologie, à la gestion de données et au suivi des animaux aquatiques, et un centre national de recherche canadien, basé à l'Université Dalhousie à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Le réseau OTN utilise des technologies de suivi électronique et des véhicules sous-marins robotisés pour offrir des capacités de pointe en matière d'observation des océans et de recueil de connaissances sur les mouvements, l'utilisation de l'habitat, les interactions et la survie des animaux aquatiques face à l'évolution des environnements, afin de faire progresser la gouvernance et la durabilité des ressources des océans et de la pêche. Sara Iverson est titulaire d'un doctorat obtenu conjointement à l'Institution Smithsonian et à l'Université du Maryland (États-Unis d'Amérique). Elle est à la tête d'un programme de recherche interdisciplinaire qui a permis de mieux comprendre l'écologie physiologique des animaux marins, les fonctions de la graisse dans les stratégies de cycle biologique, de survie et de reproduction des mammifères, les déplacements des animaux marins ainsi que l'écologie alimentaire. Elle est membre de la Société royale du Canada, Académie des sciences.



Intervenant

Anthony Long

PDG, Global Fishing Watch, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Tony Long est le PDG de Global Fishing Watch, une organisation à but non lucratif indépendante qui vise à améliorer la durabilité de nos ressources océaniques grâce à une transparence accrue des activités de pêche commerciale. Auparavant, il dirigeait les activités financées par les fonds caritatifs Pew dont l'objectif est de mettre fin à la pêche illégale. Global Fishing Watch œuvre dans quatre domaines clés: la plateforme technologique publique et gratuite de surveillance des activités de pêche; la recherche et l'innovation afin de promouvoir le partage d'informations pour l'amélioration des données scientifiques; la mise à disposition d'une cellule de traitement des données et d'analyse pour mieux comprendre l'activité de pêche et les avantages de la transparence; et le programme de transparence conçu pour partager davantage de données de suivi des navires dans la sphère publique, améliorer la conformité et simplifier la lecture de l'empreinte mondiale de la pêche. Il a rejoint le domaine de la conservation des océans après 27 ans passés dans la Royal Navy. Il commandait un chasseur de mines et une frégate, et a servi à la tête de l'équipe stratégique de la marine britannique, assurant la planification de la défense et l'appui aux politiques au niveau ministériel.



Intervenante

Jeannette Germania Mateo Pérez

Directrice, Ressources halieutiques au Conseil dominicain de la pêche et de l'aquaculture (CODOPESCA), République dominicaine

Jeannette Germania Mateo Pérez est biologiste, chercheuse et professeure, diplômée de l'Université autonome de Santo Domingo. Elle est également titulaire d'une maîtrise de l'Université de Porto Rico. Elle a enfin mené des études en aquaculture (PISIE-Italie, Prix du meilleur étudiant de l'ICDF-Taiwan) et en relations internationales caribéennes à la Faculté latino-américaine de sciences sociales. Elle est Directrice des Ressources halieutiques au Conseil dominicain de la pêche et de l'aquaculture depuis 2008. Elle a capitalisé plus de 20 ans d'expérience professionnelle dans l'étude et la gestion des ressources aquatiques, à concevoir et mettre en œuvre des plans de gestion pour les zones côtières et protégées de son pays d'origine. Elle a également supervisé la réalisation de projets communautaires côtiers pour le Guatemala et le

Panama. Elle a exercé des fonctions au sein d'organisations complexes telles que la CARICOM (Communauté des Caraïbes), The Nature Conservancy, le milieu universitaire et l'administration de la République dominicaine. Elle est actuellement membre de l'Autorité scientifique CITES sur la faune, du Réseau Latino-américain des Femmes dans le Secteur de la Pêche et de la Commission des directeurs et directrices de la pêche de SICA/ OSPESCA.



Intervenant

I Nyoman Radiarta

Directeur de l'Institut pour la Recherche et les observations marines (IMRO), Indonésie

I Nyoman Radiarta est Directeur de l'Institut pour la Recherche et les observations marines du Ministère indonésien des affaires maritimes et halieutiques. Il a obtenu son doctorat en océanographie satellitaire à la Faculté des sciences halieutiques de l'Université d'Hokkaido (Japon) en 2009. De 2009 à 2011, il a été nommé chercheur invité post-doctoral au Laboratoire des bioressources marines et de détection de l'environnement, Faculté des sciences halieutiques de l'Université d'Hokkaido. Il a reçu le prix de la meilleure présentation de l'Organisation pour les sciences marines dans le Pacifique Nord (PICES) lors de la réunion annuelle internationale de l'institution à Jeju (Corée) en novembre 2009. Il est cochercheur principal du projet SATREPS sur l'optimisation de la mariculture basée sur les mégadonnées avec un système d'aide à la décision en Indonésie. Ses travaux de recherche portent sur l'utilisation des SIG et de la télédétection pour le développement de l'aquaculture environnementale en milieu marin et côtier en termes de sélection de sites et de planification spatiale marine/ côtière.



Intervenante

Suzuette Soomai

Fonctionnaire régionale principale chargée de la gestion des pêches, Ministère canadien des pêches et des océans, Canada

Suzuette Soomai est chargée de la gestion des pêches pour le Ministère canadien des pêches et des océans, affectée à l'Institut océanographique de Bedford et professeure auxiliaire à l'École de gestion de l'information de l'Université Dalhousie depuis 2018. Elle est également chercheuse interdisciplinaire pour l'initiative Environmental Information: Use and Influence, un programme de recherche lancé en 2008 par l'Université Dalhousie pour étudier l'interface sciences-politiques sous l'angle des sciences sociales. De 1994 à 2009, Suzuette Soomai a été la conseillère scientifique principale pour la pêche du Gouvernement de Trinité et Tobago. Elle collaborait avec des pêcheries multi-engins de petite taille ciblant les crevettes et les poissons de fond, ainsi qu'avec la FAO et des organisations régionales de gestion de la pêche pour les Caraïbes dans des programmes portant sur l'estimation des stocks, l'aquaculture terrestre et la réduction des prises accessoires. Forte de ses 25 années d'expérience dans la gestion des côtes et des océans, la gouvernance durable de la pêche et la gestion de l'information, dans le secteur public et les milieux universitaires en Amérique du Nord et dans la région des Caraïbes, Suzuette Soomai a permis de mieux appréhender les catalyseurs et les difficultés de la prise de décision fondée sur des données probantes.



Intervenante

Lida Teneva

Responsable scientifique, California Ocean Science Trust, États-Unis d'Amérique

Lida Teneva est biologiste marine et écologiste, et possède une grande expérience dans les domaines suivants: science du changement climatique, gestion de la pêche et du littoral, politique des océans, zones protégées et services écosystémiques. Elle a occupé le poste de Responsable scientifique à OceanX et, à ce titre, a mis en place des programmes et des partenariats de recherche en exploration océanique. Avant de rejoindre OceanX, elle avait élaboré des projets de gestion de la pêche et créé des aires marines protégées pour le compte de Conservation International et de la Société

pour la conservation de la faune sauvage à Hawaii et aux Fidji. En tant qu'exploratrice des océans, elle a également été guide d'expéditions pour National Geographic Expeditions dans le monde entier. Lida Teneva est titulaire d'un doctorat en écologie marine de l'Université de Stanford et d'une maîtrise en climatologie et océanographie de l'Université de Columbia.



Président

Francisco Werner

Conseiller scientifique principal et Directeur des programmes scientifiques, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis d'Amérique

Francisco Werner est Conseiller scientifique principal et Directeur des programmes scientifiques du Service de la pêche en mer de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) aux États-Unis d'Amérique. Il dirige les activités du Service visant à fournir les connaissances scientifiques nécessaires pour appuyer des pêcheries et des écosystèmes durables, mettre fin à la surpêche, reconstituer les populations de poissons, protéger les espèces essentielles et préserver les habitats vitaux. Francisco Werner supervise la planification, le développement et la gestion d'une entreprise scientifique multidisciplinaire de recherche fondamentale et appliquée, et encadre les centres scientifiques et le bureau de la science et de la technologie du Service de la pêche en mer. Ses recherches ont notamment porté sur l'élaboration de modèles numériques de la circulation océanique, les effets du forçage physique sur les niveaux trophiques inférieurs et leurs effets subséquents sur la structure, la fonction et l'abondance d'espèces d'importance commerciale et écologique. Il a été Directeur du Southwest Fisheries Science Center de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), Directeur et professeur à l'Institut des sciences marines et côtières de l'Université Rutgers. Il est titulaire d'un doctorat en océanographie de l'Université de Washington.

SESSION 8 – PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ACTION PUBLIQUE AU SERVICE DE LA PÊCHE AU XXIE SIÈCLE



Orateur principal

John Kurien

Professeur invité, Université Azim Premji, Inde

John Kurien a une formation universitaire en statistiques, gestion d'entreprise et sciences sociales. Il a débuté sa vie professionnelle au début des années 1970 en aidant les petits pêcheurs à organiser leurs coopératives de commercialisation du poisson. Plus tard, il a rejoint le Centre d'études sur le développement de Trivandrum, en Inde, où il a pris sa retraite de professeur. Il a été membre fondateur du Collectif consultatif FAO/ ONU pour la recherche halieutique pendant une décennie. Il a travaillé en étroite collaboration avec les communautés de pêcheurs du Cambodge et de la province d'Aceh, en Indonésie, pour organiser des initiatives de cogestion. Il est actuellement professeur invité à la School of Development de l'Université Azim Premji, à Bengaluru (Inde) et membre honoraire du WorldFish Center, dont le siège se trouve à Penang (Malaisie). Ses travaux de recherche, ses publications et sa pratique portent principalement sur la socio-économie, la gestion et l'écologie politique de la pêche artisanale. Il s'efforce d'être un praticien réfléchi.



Oratrice principale

Lori Ridgeway

Consultante internationale, Canada

Lori Ridgeway a participé activement à l'élaboration de la politique nationale et internationale des pêches et des océans en 1999 au sein du Ministère canadien des pêches et des océans, d'abord en qualité de Directrice générale des politiques économiques et horizontales, puis en tant que Directrice générale du Service de l'intégration et des politiques internationales du ministère (intégration des politiques de la pêche, politique/gouvernance des océans, commerce international et développement du commerce international, l'accent étant mis sur l'intégration entre sciences et politiques). Avant de prendre sa retraite en 2013, elle a dirigé la stratégie pour l'Arctique, et la transformation à petite échelle des poissons d'eau douce mise en œuvre par la Garde côtière et le Ministère des pêches et des océans. Lori Ridgeway a été présidente du Comité des pêches de l'OCDE pendant six ans, présidente du Processus consultatif informel des Nations Unies sur les océans et le droit de la mer pendant trois ans et présidente de nombreuses autres réunions et processus internationaux. De même, elle a été cheffe de la délégation canadienne aux rencontres et négociations internationales sur la pêche et les océans de l'OCDE, de l'ONU (diverses agences), de la FAO, de l'OMC et d'autres organisations. Elle a publié des articles dans des revues et des ouvrages, et siège actuellement au comité de rédaction du Journal of Marine Science.



Intervenante

Samantha Burgess

Responsable de la politique maritime, Fonds mondial pour la nature (WWF), Belgique

Samantha Burgess est responsable de la politique maritime du WWF en Europe. En qualité de scientifique maritime, elle travaille à l'intersection entre la science et la politique. Elle a occupé des postes de conseillère scientifique principale et de directrice de recherche dans l'administration, le secteur privé et le milieu universitaire, alliant des connaissances en océanographie et en sciences climatiques pour appuyer la mise en œuvre d'une gouvernance efficace des océans et d'une économie bleue durable à l'échelle mondiale. Ces dernières années, ses travaux ont porté principalement sur le rétablissement et l'amélioration de la résistance des océans, en particulier face aux effets du changement climatique. Titulaire d'un doctorat en géochimie marine de l'Université nationale australienne, elle a travaillé dans les pêches et les écosystèmes océaniques mondiaux, sur des questions allant des cheminées hydrothermales et des récifs d'eau profonde en haute mer aux récifs coralliens tropicaux et aux écosystèmes tempérés et antarctiques.



Intervenant

Michael Dudley Copeland

Cadre, Lucky Star Operations, Groupe Oceana, Afrique du Sud

Michael Dudley Copeland a obtenu une licence (Génie chimique) de l'Université du Cap en 1972. Michael Dudley Copeland a obtenu une licence (Génie chimique) de l'Université du Cap en 1972. Il a rejoint l'industrie de la pêche en 1974 et a été actif dans divers secteurs, notamment les petits pélagiques, le merlu, la langouste du Cap, le calamar, le thon et la crevette, tant au niveau opérationnel que commercial. Il travaille actuellement pour Lucky Star, filiale en propriété exclusive du Groupe Oceana, au Cap, en Afrique du Sud. Il siège au conseil d'administration de l'IFFO (The Marine Ingredients Organization). Il est l'actuel président de l'Association de l'industrie de la pêche pélagique de l'Afrique du Sud (SAPFIA) et fait partie du comité de gestion de FishSA (association représentant l'industrie de la pêche en Afrique du Sud). Il est également membre du groupe de travail scientifique sur les petits pélagiques du Ministère sud-africain de l'environnement, des forêts et des pêches, qui est le comité chargé de formuler des recommandations sur les volumes admissibles des captures dans le secteur des petits pélagiques en Afrique du Sud.



Intervenante

Claire Delpuch

Analyste des politiques, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France

Claire Delpuch est analyste des politiques au sein de l'équipe en charge de la pêche et de l'aquaculture de la Division des politiques agricoles et des ressources naturelles de l'OCDE. Elle supervise la production de l'Examen des pêcheries de l'OCDE et gère la coopération avec les pays en développement et émergents, qui aide les gouvernements à identifier des politiques avisées susceptibles de favoriser une croissance durable, de réduire la pauvreté et de renforcer la sécurité alimentaire tout en préservant les écosystèmes dont dépend le secteur des produits de la mer. Économiste internationale de formation, elle a travaillé sur diverses questions liées au commerce et au développement, notamment la sécurité alimentaire, la régulation des marchés agricoles et l'aide au commerce, tant au sein de l'OCDE que dans le milieu universitaire. Elle était également chargée de cours à Sciences Po Paris où elle a obtenu son doctorat.



Intervenant

Hamady Diop

Responsable des pêches principal, Agence de développement de l'Union africaine (ADUA-NEPAD), Afrique du Sud.

Hamady Diop est de nationalité mauritanienne. Il occupe actuellement le poste de Responsable des pêches principal pour l'AUDA-NEPAD, en Afrique du Sud. Il était auparavant Directeur du programme Gouvernance des ressources naturelles, sécurité alimentaire et nutrition du NEPAD. Avec le NEPAD, Hamady Diop a soutenu la mise en œuvre du cadre politique et de la stratégie de réforme de l'Union africaine pour la pêche et l'aquaculture en Afrique. Il a aidé le Groupe régional africain (ambassadeurs accrédités auprès des agences des Nations Unies basées à Rome) à élaborer des positions communes lors des réunions statutaires du Comité des pêches de la FAO. Il a obtenu des fonds pour divers projets et soutenu leur mise en œuvre. Il a également été Directeur des systèmes de recherche et d'information pour la Commission sous-régionale de la pêche pour l'Afrique de l'Ouest. À ce titre, il était chargé de coordonner les questions de gestion de la pêche, la formulation de politiques, le renforcement des capacités et l'élaboration de points de vue communs dans les forums internationaux pour les sept pays de l'Afrique de l'Ouest. Hamady Diop a été récipiendaire de nombreuses bourses et ses travaux de recherche ont été publiés dans de nombreuses revues scientifiques.



Intervenant

Sergey Leontiev

Chef du Département d'espèces marines, «European Seas» de Russie, Institut russe de recherche des pêches et d'océanographie (VNIRO)

Sergey Leontiev est le chef du Département d'espèces marines, «European Seas» de Russie, Institut russe de recherche des pêches et d'océanographie (VNIRO). Il a fait sa carrière principalement en ichthyologie et est titulaire d'une maîtrise en biologie. Dr. Leontiev s'est spécialisé dans les problématiques de l'état des stocks de poissons destinés au commerce dans les eaux européennes de Russie (Kara, Barents, Noire, Azov, Caspienne et Baltique) mais aussi dans d'autres zones dans le monde. Ses activités se concentrent sur le développement et l'amélioration des réglementations sur les pêches dans les mers européennes de Russie. Dr. Leontiev a participé au travail de nombreuses commissions de pêche internationales en tant que membre de la délégation russe ou en tant qu'expert international invité. Dr. Leontiev a publié plus de 60 documents scientifiques.



Intervenante

Pamela Mace

Scientifique principale, Ministère des pêches de la Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Zélande

Pamela Mace est l'ancienne scientifique principale du Ministère des pêches de la Nouvelle-Zélande et l'actuelle conseillère scientifique principale pour la pêche à Fisheries New Zealand. Dans ces deux postes, elle a été chargée notamment de superviser la qualité et l'intégrité des programmes de recherche sur la pêche, d'estimation des stocks et d'évaluation environnementale du ministère. Au cours des dernières années, elle a été fortement impliquée dans l'élaboration de règles nationales et internationales de contrôle des captures pour la gestion de la pêche, l'élaboration et la mise en œuvre de normes nationales sur les définitions de la surpêche et les plans de reconstitution, l'étude des méthodes permettant d'établir et de mettre en œuvre des approches écosystémiques de la pêche et l'élaboration de critères de qualification des espèces en péril. Elle a également participé à divers projets scientifiques d'assurance de la qualité visant à examiner et à améliorer les estimations des stocks de poissons aux États-Unis d'Amérique, au Canada et en Nouvelle-Zélande. Pamela Mace a présidé de nombreux groupes de travail et équipes spéciales, et publié des articles et des rapports techniques sur ces sujets et des sujets connexes.



Intervenant

Patrick McConney

Maître de conférences, Université des Indes occidentales, Barbade

Patrick McConney est Maître de conférences en planification de la gestion des ressources marines et Directeur du Centre de gestion des ressources et d'études environnementales à l'Université des Indes occidentales, Campus Cave Hill, à la Barbade. Ses travaux couvrent de nombreux aspects de la pêche artisanale et des aires marines protégées, notamment la gouvernance, les moyens d'existence, la socio-économie, le genre ainsi que le développement des capacités d'adaptation dans les contextes de la résilience et des systèmes socio-écologiques.



Président

Atsushi Sunami

Président et directeur exécutif, Institut de recherche sur les politiques océaniques, Fondation Sasakawa pour la paix, Japon

Atsushi Sunami est Président de l'Institut de recherche sur les politiques océaniques de la Fondation Sasakawa pour la paix. Il est également Conseiller exécutif du Président et professeur adjoint en politique scientifique et technologique à l'Institut national d'études politiques de Tokyo. Il est actuellement membre du Conseil consultatif pour la promotion de la diplomatie scientifique et technologique du Ministère japonais des affaires étrangères, et siège également au Conseil des sciences et de la technologie du Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie. Il a été auparavant chercheur au département Recherche sur les politiques de l'Institut de recherche Nomura (1989-1991), membre de l'Institut de recherche japonais sur l'économie, le commerce et l'industrie (2001-2003) et chercheur invité à l'Unité de recherche sur les politiques scientifiques, Université du Sussex (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ainsi qu'à l'Université de Tsinghua (Chine). Il a également été Conseiller spécial auprès du Bureau du Cabinet en charge de la science, de la technologie et de l'innovation (2015-2018).



Intervenant

Yi Tang

Professeur et Doyen, Université océanique de Shanghai, Chine

Tang Yi est professeur et Doyen de la Faculté de la culture et du droit maritimes, à l'Université océanique de Shanghai. Son enseignement et ses travaux de recherche portent sur les lois, les politiques et la gestion relatives à la pêche et au milieu marin. Il a dirigé des travaux de recherche sur le terrain et la production en mer pour des pêcheries hauturières pendant quatre ans. En 2003, il a occupé un poste temporaire au Bureau de la pêche et a participé à l'élaboration du Programme d'action sur la conservation des ressources aquatiques vivantes de la Chine. Il a également été Directeur adjoint du Bureau de la protection de l'environnement du district de Yangpu (Shanghai) de 2005 à 2006. Depuis 2003, il a dirigé plus de 40 projets de recherche financés par le Bureau national de planification de la philosophie et des sciences sociales, le Ministère de l'agriculture, l'Administration océanique nationale chinoise ainsi que d'autres bailleurs, et supervise aujourd'hui les activités visant à modifier la législation sur la pêche en Chine ainsi que les règlements relatifs à la gestion des licences de pêche.



Intervenante

Veronika Veits

Directrice, Direction pour la politique de la pêche dans la mer Méditerranée et la mer Noire et Direction pour la gouvernance internationale des océans et la pêche durable de la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne

Veronika Veits a débuté sa carrière à la Commission européenne en 1996. Elle a été nommée Cheffe de l'Unité des politiques structurelles, à la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche en 2005. Pendant les cinq années suivantes, elle a supervisé la mise en œuvre des programmes du Fonds pour la pêche de 17 États membres ainsi que le bon déroulement des programmes de collecte de données de l'ensemble des États membres. En 2011, elle a repris la direction de l'Unité en charge des affaires internationales, du droit de la mer et des organisations régionales de pêche au sein de la même Direction générale. Elle a également représenté l'Union européenne aux niveaux multilatéral et bilatéral. En 2016, Veronika Veits a été nommée Directrice de la Direction pour la politique de la pêche dans la mer Méditerranée et la mer Noire au sein de la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche. Le 1er septembre 2019, Veronika Veits a été nommée Directrice de la Direction pour la gouvernance internationale des océans et la pêche durable. Ces départements sont chargés notamment des organisations régionales de gestion de la pêche, des accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable et la lutte contre la pêche INDNR.



Intervenante

Sally Yozell

Associée principale et Directrice du programme de sécurité environnementale, Centre Stimson, États-Unis d'Amérique

Sally Yozell est Associée principale et Directrice du programme de sécurité environnementale du Centre Stimson. Ses travaux portent sur la sécurité des océans, la sécurité climatique et la protection de la faune. Sally Yozell dirige une équipe qui a pour mission d'étudier les liens entre la criminalité environnementale et la sécurité, et d'élaborer des stratégies globales de sécurité visant à lutter contre la pêche INDNR, neutraliser les réseaux illicites et accroître la transparence le long de la chaîne d'approvisionnement des produits de la mer. Elle élabore également des stratégies de

résilience pour faire face aux risques climatiques et océaniques. Sally Yozell joue un rôle consultatif pour les conférences «Notre océan». Elle a été Conseillère principale au sein du secrétariat d'État de John Kerry, où elle a fait progresser les politiques américaines sur la scène internationale en matière de protection des océans, du climat et de la faune. Au cours de sa carrière, elle a également été Directrice des politiques et Sous-secrétaire adjointe de l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), Directrice régionale pour la conservation marine au sein de l'organisation The Nature Conservancy et Vice-présidente de l'Institut Battelle Memorial. Enfin, elle a travaillé pendant une décennie au Sénat américain.

ANNEXE B

Résumés

SESSION 1 – État des lieux de la gestion durable de la pêche aux niveaux mondial et régional et conséquences en termes d'élaboration des politiques et de gestion

GROUPE DE DISCUSSION 1.1

ÉTAT DES STOCKS AUX NIVEAUX MONDIAL ET RÉGIONAL: OÙ EN SOMMES-NOUS ET QUELLE EST LA DIRECTION À PRENDRE?

PRÉSENTATION PRINCIPALE: ÉVALUER LA DURABILITÉ DE LA PÊCHE MONDIALE

Ray Hilborn, Faculté des sciences aquatiques et halieutiques, Université de Washington, États-Unis d'Amérique.

Il est communément admis que le développement durable repose sur trois piliers – social, économique et environnemental. La définition de Brundtland est probablement la plus largement adoptée: «un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs». Il existe une autre définition plus spécifique (Matson, Clark, Anderson): «un développement dans lequel le bien-être humain inclusif ne diminue pas». Dans le monde de la pêche, la durabilité est généralement évaluée en fonction de l'abondance des populations de poissons exploitées, mais aussi à l'aune de la pression de pêche, de la production par rapport au potentiel, du système de gestion et de l'incidence de la pêche sur la structure écosystémique. L'abondance et la pression de pêche sont déterminées par des évaluations scientifiques accessibles au public de stocks de poissons qui représentent la moitié de la production mondiale de poissons marins (Ricard *et al.*, 2012). Pour l'autre moitié, ces paramètres sont tout au plus évalués par des experts à l'aide de différents indicateurs. La FAO (2018) estime que le pourcentage des stocks surveillés qui sont surexploités est passé de 10 pour cent en 1974 à 33 pour cent en 2015, des chiffres qui se basent uniquement sur l'abondance des stocks par rapport à un objectif de production maximale équilibrée (PME).

En se penchant d'un peu plus près sur les stocks évalués dans le monde, on constate que la pression de pêche et l'abondance des stocks de poissons ont en moyenne respectivement diminué et augmenté ces 20 dernières années, et qu'elles sont maintenant en moyenne respectivement inférieure et supérieure aux objectifs de PME. On estime que 3 à 5 pour cent de la production potentielle sont pour l'instant perdus en raison de la pression excessive exercée sur ces stocks évalués. En général, la pêche se porte mieux là où il existe des plans de recherche, d'évaluation et de gestion que là où ces activités sont moins développées. Si l'on observe une tendance positive d'augmentation de la gestion de la pêche et de diminution de la pression de pêche dans beaucoup de régions du monde, la pression demeure excessive dans certaines régions – la Méditerranée, la mer Noire et les espèces démersales du nord-ouest de l'Afrique se caractérisent par leur mauvais état biologique.

Les stocks non évalués se trouvent majoritairement dans les régions en développement à faible intensité de gestion, et la relation observée dans les stocks évalués entre l'intensité de gestion et l'état des stocks laisse présumer que les stocks qu'abritent ces régions sont dans un piètre état. D'après le rapport de la FAO sur La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture, ces observations ne concernent pas toutes les régions, et les données semblent se contredire pour certaines d'entre elles. Les niveaux observés par la

FAO (2018) dans les régions Pacifique Centre-Ouest et Océan indien Est, par exemple, ne dépassent pas la proportion moyenne de stocks surexploités, alors que l'intensité de gestion y est très faible.

La grande tâche qui s'impose sera d'assurer l'évaluation scientifique des stocks, la gestion de la pêche et la reconstitution des stocks là où la pression de pêche est encore trop élevée. La plupart des régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique centrale ne font pas l'objet d'une évaluation scientifique des stocks et les mesures de gestion de la pêche y sont relativement peu efficaces, mais la pêche peut avoir une importance considérable s'agissant de la sécurité alimentaire et de l'emploi pour les populations qui y vivent. La pêche continentale et la pêche artisanale sont particulièrement méconnues.

Il n'existe pas d'analyse systématique de la durabilité économique et sociale de la pêche mondiale, mais à en juger par les données disponibles, les performances environnementales, sociales et économiques ne présentent pas nécessairement une forte corrélation: certaines pêcheries continuent de générer des bénéfices sociaux majeurs malgré un état biologique relativement médiocre.

GROUPE DE DISCUSSION 1.2

PARVENIR À UNE GESTION DURABLE DE LA PÊCHE: LE POINT DE VUE DU MONDE EN DÉVELOPPEMENT

PRÉSENTATION PRINCIPALE: GESTION DE LA PÊCHE FONDÉE SUR DES ÉLÉMENTS PROBANTS: COMMENT FAIRE EN SORTE QUE LA PÊCHE MONDIALE SOIT BIOLOGIQUEMENT VIABLE?

Ana M. Parma, Centro Nacional Patagónico (CONICET), Argentine.

La capacité des systèmes de gestion de la pêche à maintenir la pression de pêche à des niveaux compatibles avec une pêche productive dépend: i) des données disponibles sur l'état des ressources et les tendances quant aux niveaux souhaitables; ii) de la capacité à adapter les mesures d'encadrement des captures à l'évolution de l'abondance des stocks; iii) des moyens d'application et de contrôle de l'application des normes. Les approches qui ont fait leurs preuves dans de nombreuses pêcheries industrielles des pays développés reposent sur des méthodes complexes d'évaluation des stocks visant à déterminer des quotas de captures, et sur un modèle de mise en œuvre centralisé de type «commandement et contrôle». On ne saurait s'attendre à ce que ces recettes fonctionnent dans la pêche artisanale et/ou dans les régions pauvres en ressources économiques et techniques où les systèmes de gouvernance sont déficients.

La recherche de solutions alternatives convenables tourne souvent autour des données restreintes qui sont généralement disponibles dans ces situations pour étayer les décisions de gestion. Beaucoup de nouvelles méthodes d'évaluation des stocks et mesures d'encadrement des captures reposant sur des indicateurs simples ont donné des résultats satisfaisants dans des contextes marqués par un déficit de données, mais ces avancées techniques n'ont pas encore produit d'effets positifs sur le terrain à l'échelle voulue. En effet, les lacunes en matière de données vont souvent de pair avec un manque de ressources et de moyens techniques qui nuit aux trois piliers du système de gestion. La conception de programmes de suivi et de règles judicieuses d'encadrement des captures, même simples, requiert un savoir-faire qui fait souvent défaut dans les pays en développement. Certes, des informations sont parfois disponibles, mais elles ne sont pas harmonisées et les compétences nécessaires pour les analyser sont restreintes. Par ailleurs, des facteurs tels que l'éloignement des sites de débarquement ou les restrictions budgétaires, qui compliquent la collecte de données à l'échelle appropriée, affaiblissent aussi souvent la capacité à faire respecter les règles. Ainsi, la stratégie globale de suivi, d'évaluation et de réglementation des captures ne peut être dissociée des contraintes pratiques de chaque pêcherie. À cela vient souvent s'ajouter le problème fondamental de la difficulté politique que suppose la

gestion de l'accès et de l'effort excessifs face à la pauvreté et à la rareté des moyens d'existence alternatifs.

Les cadres intégrés proposés pour parvenir à une gestion durable de la pêche artisanale vont au-delà des outils spécifiques d'évaluation et de gestion et mettent l'accent sur les processus institutionnels qui conduisent aux décisions de gestion. Ils plaident en faveur de la participation des communautés de pêcheurs à tous les stades de gestion (collecte et interprétation des données, prise de décisions et mise en œuvre) et prévoient un rôle essentiel pour les agents locaux chargés d'apporter une aide technique, qui doivent être équipés des bons outils et avoir de bonnes aptitudes d'analyse et de communication.

Les méthodes d'évaluation et de gestion participatives de ce type ont donné de bons résultats dans beaucoup de situations, mais il n'existe pas de solution de facilité et l'efficacité des outils était étroitement liée au contexte. Il ne s'agit donc pas de reproduire à plus grande échelle les recettes gagnantes mises à l'essai localement, mais de travailler sans relâche pour renforcer les moyens techniques locaux de collecte, de gestion et d'analyse des données et déterminer et perfectionner les règles d'encadrement des captures adaptées pour chaque pêcherie. Différentes organisations ont mis au point des outils à cette fin, mais l'appui constant des gouvernements et des organismes de financement sera indispensable pour maintenir des relations à long terme avec les parties prenantes locales et favoriser la mise en place de communautés de pratique qui tirent des enseignements de l'expérience de différentes pêcheries. Enfin, il sera fondamental, pour assurer une pêche durable et productive, de trouver des solutions alternatives satisfaisantes pour la capacité de pêche excessive.

SESSION 2 – Gestion durable de la pêche: établir des liens entre conservation de la biodiversité et sécurité alimentaire

GROUPE DE DISCUSSION 2.1

GROUPE DE DISCUSSION 2.1 – VERS UN AVENIR DURABLE: FACILITER L'ADOPTION D'OBJECTIFS COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE CONSERVATION

PRÉSENTATION PRINCIPALE: CONJUGUER BIODIVERSITÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE – COMMENT S'EN SORTIR?

Elizabeth Fulton, Océans et atmosphère, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, Université de Tasmanie, Australie.

Les changements planétaires, en particulier l'augmentation de la population et les empreintes croissantes dans tous les écosystèmes terrestres, affaiblissent les mécanismes de protection des capacités en matière d'approvisionnement alimentaire et de la biodiversité. L'approvisionnement alimentaire et la conservation de la biodiversité sont depuis très longtemps au centre de l'attention de différents groupes aux objectifs parfois incompatibles. Il est aujourd'hui communément admis que ces deux objectifs sont étroitement liés dans les systèmes aquatiques, et que ni l'un, ni l'autre ne peuvent être négligés dans la recherche d'un avenir sain et durable. Si les approches écosystémiques ont été étudiées et parfois mises à l'essai, il reste encore beaucoup à faire pour agir concrètement et simultanément au service des objectifs de biodiversité et de sécurité alimentaire, tâche que viennent compliquer deux éléments. Premièrement, il n'existe pas de solution unique: les possibilités et solutions disponibles dépendront de chaque écosystème et de chaque nation (selon ses objectifs en matière de biodiversité et de sécurité alimentaire). Deuxièmement, nous vivons une période de transition: de nouvelles techniques de collecte de données, de nouvelles méthodes d'analyse et de nouvelles perspectives en matière de gestion commencent à révolutionner les stratégies visant à appuyer la pêche, l'aquaculture et la conservation durables. De nombreux systèmes sont donc face à un éventail plus large de possibilités. Notons cependant que ces techniques n'ont pas encore fait leurs preuves – l'ADN numérique, les estimations démographiques par l'identification des individus apparentés, l'échantillonnage autonome (et opportuniste) et la chaîne de blocs, par exemple, sont des technologies concrètes. D'autre part, les capacités prévisionnelles en temps quasi réel et pluridécennales commencent à s'écarter

des variables environnementales pour s'intéresser plus directement aux ressources naturelles et aux communautés de poissons (mais les incertitudes demeurent importantes). La capacité d'accélération de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique (ainsi que des domaines informatiques et statistiques connexes) commence seulement à se concrétiser. Il y a encore du chemin à parcourir pour que ces technologies et ces outils prévisionnels soient en mesure de produire des résultats aux échelles voulues. Par ailleurs, les moyens nationaux et régionaux quant à l'exploitation de ces techniques sont variables, ce qui limite parfois les solutions possibles. Des activités parallèles de définition et de mise à l'essai de seuils écosystémiques empiriques et d'indicateurs de structure et de fonction permettent, dans une certaine mesure, de remédier à ce problème. Des approches pragmatiques et flexibles en ce qui concerne l'utilisation des données disponibles aux fins de la conception de méthodes utiles de gestion de la pêche fondées sur les écosystèmes commencent aussi à voir le jour, même si les initiatives de mise en œuvre restent rares. Étant donné que toutes ces solutions sont nouvelles, leur forme exacte et l'étendue de leurs atouts et faiblesses ne sont pas encore tout à fait connus, mais cette réalité concerne toutes les nouvelles approches et ne saurait justifier un report de leur mise en œuvre avisée. Elles commencent en effet à être utilisées, et c'est dans les années à venir: a) qu'elles pourront se généraliser grâce à la baisse des coûts de mise en œuvre; b) que l'on en saura rapidement plus sur leurs applications les plus judicieuses; c) que les anciennes approches seront abandonnées au profit de ces nouveaux outils (le cas échéant); d) que de nouvelles techniques seront mises au point grâce à l'élargissement actuel des capacités et aux évolutions dans d'autres domaines. Il convient donc de trouver un bon moyen de naviguer entre ce qui est possible aujourd'hui et ce qui le sera peut-être demain pour favoriser à la fois l'approvisionnement alimentaire et la conservation de la biodiversité à court, moyen et long terme. Ces outils et technologies ne doivent pas être considérés comme étant uniquement accessibles aux économies développées. À l'instar des technologies mobiles, qui ont permis aux réseaux de communication de passer outre la nécessité d'installer des infrastructures fixes, ces nouvelles techniques et approches d'évaluation et de gestion sont susceptibles d'agir directement sur ces objectifs parallèles. Il s'agit d'un aspect important car chaque pays doit définir et mettre en œuvre sa propre combinaison d'objectifs en matière de biodiversité et de sécurité alimentaire. Dans ce contexte, la clé d'une bonne gestion sera de conserver suffisamment de latitude pour donner forme au système global (l'écosystème et les utilisateurs qui en dépendent) selon les besoins et objectifs locaux et en fonction du potentiel de production et des facteurs de stress. Il faudra pour cela tenir compte du besoin constant de flexibilité et de diversité dans les différentes méthodes – les systèmes et les objectifs changent, et il sera fondamental, compte tenu du rythme actuel des changements, de pouvoir modifier les plans selon l'évolution des outils et des besoins.

GROUPE DE DISCUSSION 2.2

CONCRÉTISER DES OBJECTIFS COMMUNS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE CONSERVATION

PRÉSENTATION PRINCIPALE: STIMULANTS À LA CONCRÉTISATION COMMUNE DES OBJECTIFS DE BIODIVERSITÉ ET D'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS COMESTIBLES DE LA MER

Christopher Costello, Laboratoire de solutions commerciales pour l'environnement (emLab), Université de Californie à Santa Barbara, États-Unis d'Amérique.

La conservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire sont deux des objectifs les plus fréquents de la gestion des océans. Pourtant, la capacité des océans à fournir ces services écosystémiques aujourd'hui et dans les années à venir suscite une inquiétude croissante. Cette discussion sera l'occasion de présenter de nouvelles perspectives sur la répartition mondiale et le chevauchement de ces services écosystémiques importants pour mettre en évidence les difficultés sous-jacentes qui expliquent la mobilisation insuffisante des institutions existantes en faveur de la biodiversité ou de la sécurité alimentaire, voire souvent les deux. Je passerai ensuite aux solutions possibles et décrirai différents mécanismes reposant sur des stimulants – tantôt purement locaux, tantôt mondiaux – susceptibles de faire concorder, d'une part, les intérêts des pêcheurs, des communautés, des gouvernements régionaux et même des organismes internationaux et, d'autre part, la préservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire. Certaines solutions sont déjà bien implantées dans différentes régions et pourraient directement être

transposées ailleurs, tandis que d'autres sont récentes et nécessiteront de nouvelles recherches et, éventuellement, une conception institutionnelle. Pour un ensemble non négligeable de cas, je conclurai que la biodiversité et la sécurité alimentaire vont déjà de pair et que les efforts de mise en œuvre devraient être axés sur le renforcement de la gouvernance et des institutions. Il importe néanmoins de noter que ces objectifs ne sont pas toujours liés et qu'il faut parfois faire des compromis difficiles et créer toute une série de stimulants pour obtenir les résultats escomptés. Les difficultés que suppose la réalisation conjointe des objectifs de biodiversité et de sécurité alimentaire sont fondamentalement liées aux différences que présentent ces objectifs (un pays privilégiera la sécurité alimentaire, tandis qu'un autre mettra davantage l'accent sur la biodiversité), aux mesures d'incitation (des régimes fonciers vulnérables peuvent desservir les deux objectifs et favoriser une extraction rapide et néfaste), à la chronologie (des perspectives à court terme ou à long terme entretenues par des problèmes de gouvernance) et à l'incertitude (on ne sait pas toujours quels aspects de la biodiversité sont déterminants pour la sécurité alimentaire). On ne saurait donc compter exclusivement sur des solutions «centralement planifiées» ayant pour fonction de réguler toutes les marges d'utilisation des océans; nous devons nous employer à mettre en œuvre des mécanismes qui créent un ensemble de stimulants à la réalisation conjointe de ces objectifs. Pour être efficaces, ces mécanismes doivent aligner les mesures d'encouragement privées des pêcheurs, des communautés de pêcheurs et des États souverains sur l'approvisionnement actuel et futur de biens publics mondiaux. Je me pencherai sur les dispositifs existants (comme les processus des Nations Unies et le transfert technique d'informations) ainsi que sur les mécanismes moins courants (comme le paiement des services écosystémiques et les crédits de conservation transférables) qu'il peut être intéressant d'aborder dans le cadre d'un dialogue mondial sur la mise en œuvre conjointe de la conservation de la biodiversité et de la sécurité alimentaire.

SESSION 3 – Le rôle du poisson dans la sécurité alimentaire et la nutrition: de la mer à l'assiette

GROUPE DE DISCUSSION 3.1

GROUPE DE DISCUSSION 3.1 – ÉLÉMENTS PROBANTS ET PERSPECTIVES EN CE QUI CONCERNE L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION DANS LES MILIEUX À FAIBLES RESSOURCES

PRÉSENTATION PRINCIPALE: LES PRODUITS ALIMENTAIRES AQUATIQUES AMÉLIORENT LES RÉGIMES ALIMENTAIRES ET NOURRISSENT LES NATIONS

Shakuntala Thilsted, WorldFish, Cambodge.

La présence en abondance de nombreux nutriments dans le poisson et dans d'autres produits alimentaires aquatiques – vitamines et minéraux, acides gras essentiels et protéines animales hautement biodisponibles – sous-tend la nécessité d'incorporer le poisson aux aliments variés et nutritifs qui améliorent les régimes alimentaires. Le poisson est par exemple une grande source de vitamine B12, que l'on ne trouve que dans les aliments d'origine animale et qui est essentielle à de nombreuses fonctions, comme la croissance, le fonctionnement du cerveau et l'entretien du système nerveux. La poudre de petits poissons séchés est remplie de nombreux nutriments essentiels pour les jeunes enfants qui mangent peu. Par ailleurs, le poisson améliore l'assimilation des nutriments provenant des aliments d'origine végétale consommés simultanément. La composition nutritionnelle des espèces de poissons varie énormément: les petites espèces autochtones exploitées dans la pêche de capture présentent par exemple une plus grande concentration en micronutriments que les grandes espèces issues de l'aquaculture. Beaucoup de petites espèces sont mangées en entier, ce qui réduit le gaspillage lors du nettoyage et à la consommation. Elles sont aussi cuites avec des légumes et des épices, ce qui favorise la diversité alimentaire et les apports nutritifs. Une approche fondée sur des systèmes alimentaires tenant compte de la nutrition, avec plusieurs points d'entrée pour augmenter la consommation de produits alimentaires aquatiques variés, nutritifs et sûrs chez les groupes vulnérables de la population, comme les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants (durant leurs 1 000 premiers jours) renforcera la capacité du secteur halieutique à améliorer les régimes alimentaires et à nourrir les nations.

GROUPE DE DISCUSSION 3.2

PISTES D'AMÉLIORATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES HALIEUTIQUES: ENVIRONNEMENT, POLITIQUES ET TECHNOLOGIE

PRÉSENTATION PRINCIPALE: INVERSER LA TENDANCE: DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AQUATIQUES DURABLES AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Christopher Golden, École de santé publique T.H. Chan de l'Université Harvard, États-Unis d'Amérique.

Quel rôle le poisson et les produits comestibles de la mer jouent-ils actuellement dans l'apport en micro et macronutriments des populations de la planète? Comment les changements environnementaux attendus, comme la hausse de la température de la mer, influenceront-ils la contribution du poisson à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale et régionale? L'objectif de cette présentation sera de répondre à ces questions et de mettre en évidence les populations qui seront en principe les plus vulnérables face aux changements alimentaires et nutritionnels associés à l'évolution possible de l'environnement et des captures de poissons. D'aucuns s'attendent à un recul de la pêche de capture dans les zones qui abritent des populations pauvres et vulnérables dont l'apport alimentaire et nutritionnel dépend de cette activité. Deux pistes d'intervention sont proposées pour faire face à ces enjeux: d'une part, une gestion de la pêche et une conservation du milieu marin qui tiennent compte de l'environnement et, d'autre part, la modernisation technique de l'aquaculture au service des populations les plus vulnérables au plan nutritionnel. Au centre de ces efforts se trouve la mise en place d'un cadre analytique qui permettra aux décideurs d'évaluer les incidences sanitaires et nutritionnelles de différentes stratégies de gestion du milieu marin. Des études de cas réalisées au Bangladesh, au Cambodge, à Kiribati et à Madagascar seront utilisées comme toile de fond pour estimer l'évolution de la charge de morbidité associée à l'accès restreint aux produits comestibles de la mer.

SESSION 4 – Assurer des moyens d'existence durables aux pêcheurs

GROUPE DE DISCUSSION 4.1

COMMENT ASSURER DES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES DANS LA PÊCHE EN TENANT COMPTE DE LEURS DIMENSIONS SOCIALES, CULTURELLES ET D'ÉQUITÉ?

PRÉSENTATION PRINCIPALE: CONSERVATION OU TRANSFORMATION: VERS DES MOYENS D'EXISTENCE ÉQUITABLES ET GARANTIS DANS LA PÊCHE ARTISANALE

Philippa Cohen, WorldFish, Malaisie.

Au cours de cette session, nous nous intéresserons aux moyens d'existence d'environ 100 millions de femmes et d'hommes dans les pays en développement, ainsi que des millions de personnes supplémentaires qui bénéficient grâce à eux d'apports alimentaires et nutritifs. Les moyens d'existence découlant de la pêche artisanale sont décrits d'innombrables façons qui sont parfois diamétralement opposées: le summum de l'inefficacité économique, un piège de pauvreté, un filet de sécurité sociale, une source d'aliments riches en nutriments irremplaçables, ou encore un moteur caché pour les économies locales et nationales. Je résumerai brièvement les situations dans lesquelles chacune de ces descriptions sont proches de la réalité ou controversées, et la mesure dans laquelle elles peuvent nous aider à faire en sorte que les populations jouissent de moyens d'existence équitables et garantis dans un monde en mutation.

Toute une série d'instruments de politique générale et de stratégies d'investissement – comme les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté – visent à créer des conditions favorables à l'amélioration du fonctionnement de la pêche

artisanale et des conditions dans le secteur. À partir des résultats de recherches mondiales et locales, je détaillerai les nouvelles connaissances et innovations «au-delà des solutions techniques rapides». Pour commencer, une analyse mondiale récente montrera quels sont les avantages concrets possibles à tirer d'un changement d'orientation dans la pêche artisanale en matière de lutte contre la malnutrition et de sécurité alimentaire. J'évoquerai ensuite une initiative locale qui s'est intéressée aux inégalités de genre dans les moyens d'existence découlant de la pêche et les pertes après capture au moyen d'une approche intégrée et participative. Ces exemples de concrétisation des principes formulés dans les Directives sur la pêche artisanale témoignent de l'élargissement des horizons de la recherche, de la gestion et de la gouvernance halieutiques.

Mais comment les moyens d'existence de la pêche artisanale et ces innovations rentrent-ils dans le cadre de la croissance bleue, de la «transformation du système alimentaire», des ressources halieutiques limitées, du changement climatique et de l'explosion indéniable de l'aquaculture? Face à de telles transformations, ces innovations permettront-elles de relever les défis liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'équité sociale et à l'équité hommes-femmes, et au bien-être humain en général grâce aux moyens d'existence de la pêche artisanale? Je présenterai plusieurs recommandations pour faire en sorte que la gestion et la gouvernance soient plus à même de transformer notre manière d'envisager et de planifier les moyens d'existence de la pêche artisanale, ainsi qu'une série d'obstacles que la communauté des chercheurs devra relever pour se trouver un rôle nouveau dans la gestion de ces transformations.

GROUPE DE DISCUSSION 4.2

APPROCHES INNOVANTES EN FAVEUR DE COALITIONS INCLUSIVES, D'UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE ET DE LA PARTICIPATION DES PÊCHEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA PÊCHE – HOMMES COMME FEMMES – DANS LE CADRE DE LA GOUVERNANCE HALIEUTIQUE

PRÉSENTATION PRINCIPALE: LA MER DANS LE REGARD DES PÊCHEURS

Mitchel Lay, Réseau des organisations de pêcheurs des Caraïbes et Institut des pêcheries du golfe du Mexique et des Caraïbes, Belize.

«Le résumé ne va pas tarder – je suis à la pêche!»

SESSION 5 – L'économie de la pêche

GROUPE DE DISCUSSION 5.1

L'ÉCONOMIE DANS LES POLITIQUES HALIEUTIQUES

PRÉSENTATION PRINCIPALE: LA GESTION DE LA PÊCHE À LA CROISÉE DES CHEMINS: CONTRIBUTION DE L'ÉCONOMIE À L'AMÉLIORATION DES DÉCISIONS DE POLITIQUE HALIEUTIQUE

Carl Christian Schmidt, Groupe de réflexion maritime nordique, Norvège.

Si l'économie de la pêche est une science qui existe depuis plusieurs décennies, l'économie demeure un facteur ignoré ou, au mieux, inconnu de la gestion de la pêche dans de nombreux pays du monde. Certaines pêcheries se sont néanmoins dotées d'outils économiques, comme des modèles de gestion de la pêche fondés sur le marché, avec parfois d'excellents résultats. Cependant, les décideurs du secteur de la pêche qui cherchent à adopter des outils économiques fondés sur le marché font souvent face à des compromis perçus entre l'efficacité de la pêche et différentes considérations sociales, ce qui conduit à la création d'un espace de discussion dans lequel les parties prenantes revendiquent leur propre vision des objectifs de la pêche. Il s'agit d'un exercice difficile pour les décideurs, qui complique les débats de politique publique sur le sujet. À ce problème viennent s'ajouter les statistiques insuffisantes sur les variables économiques pour créer une situation dans laquelle les décisions de gestion halieutique sont opaques, ce qui fait que beaucoup de pêcheries ne sont pas viables sur le plan économique. Beaucoup continuent donc de présenter une mauvaise santé économique, les pêcheurs sont plongés dans la pauvreté et, ce qui est tout aussi préoccupant, la société en général passe à côté de nombreuses retombées économiques potentielles.

Pour améliorer l'efficacité économique de la gestion de la pêche, il est fondamental de commencer par répondre à la question suivante: «à qui appartient le poisson»? Aux pêcheurs? Aux communautés locales qui dépendent des activités de la pêche? Ou à la société? Plus généralement, comment veiller à ce que le secteur halieutique dans sa globalité contribue à notre bien-être économique, de la capture à la commercialisation sur les marchés internationaux?

Plusieurs obstacles se dresseront sur la voie d'une gestion plus efficace de la pêche, notamment concernant les données disponibles sur l'économie de la pêche, l'amélioration de la communication dans le secteur, et l'adéquation de nos structures de gouvernance avec les exigences en matière d'efficacité économique. Ce ne sont là que quelques éléments que nous devons mieux cerner pour faire en sorte que l'économie de la pêche porte ses fruits et soit en mesure de contribuer de façon utile à une gestion économique plus durable dans le secteur.

GROUPE DE DISCUSSION 5.2

DIMENSION SOCIALE DE LA CONTRIBUTION DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE À L'ÉCONOMIE

PRÉSENTATION PRINCIPALE: DIMENSION SOCIALE DE LA CONTRIBUTION DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE À L'ÉCONOMIE

Claudia Beltrán, El Salvador.

Les comportements humains déterminent dans une large mesure la réussite ou l'échec de la gestion durable de la pêche. Certains problèmes, tels que la surpêche, la pêche illégale ou la protection insuffisante des écosystèmes aquatiques, sont fondamentalement liés aux décisions humaines.

Assurer la gestion de la pêche suppose d'adopter une approche interdisciplinaire et intersectorielle pour obtenir de meilleurs outils de prise de décisions, un concept qui figure également dans l'approche écosystémique des pêches. Étant donné que la gestion durable de la pêche fait face à des problèmes et défis à moyen et à long terme, la feuille de route établie devrait reposer sur des politiques publiques et des règles et orientations internationales tout en restant assez souple pour pouvoir être adaptée aux plans de développement formulés par chaque gouvernement. Par ailleurs, elle doit dans tous les cas être formulée à partir de données scientifiques interdisciplinaires.

D'un point de vue social, la création d'emplois décents tenant compte de l'équité entre les sexes dans toute la chaîne de valeur peut être un objectif prioritaire. Il est important pour cela de pouvoir compter sur des statistiques fiables et actualisées et d'appliquer les instruments nationaux et internationaux de responsabilité sociale dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. De plus, bien qu'elle soit rarement pleinement reconnue, la contribution des femmes à la chaîne de valeur est considérable. Les femmes étant sous-représentées dans la prise de décisions au niveau des pouvoirs publics et dans le secteur privé, leurs connaissances et expériences pourraient être considérablement sous-utilisées ou tout simplement perdues. Elles sont davantage actives dans le traitement et la commercialisation que dans la production, l'administration et la direction.

Si les consommateurs savent que les produits de la pêche qu'ils achètent encouragent des pratiques de capture responsables ou irresponsables et que la gestion durable de la pêche dépend d'eux, ils seront peut-être plus enclins à s'informer au sujet des espèces, de leur origine et de la mesure dans laquelle elles sont menacées pour exiger des vendeurs des pratiques compatibles avec le développement durable. De la même manière, si les commerçants savent qu'une partie de leur offre ne satisfait pas aux normes de durabilité et à la demande des acheteurs, ils se montreront plus exigeants envers leurs fournisseurs en matière de durabilité, de traçabilité et de qualité. L'association entre formation technique et travail social peut être plus efficace qu'une simple intervention technique/ environnementale.

La gestion durable de la pêche ne se résume pas aux règles, au suivi et à la surveillance, mais repose également sur l'engagement des pêcheurs et leur comportement responsable. Une formation technique adaptée (sur les règles, la pêche responsable et le changement climatique), un dialogue dynamique et la prise de conscience par les pêcheurs et les communautés de leur rôle dans la gestion durable de la pêche peuvent être décisifs pour obtenir de meilleurs résultats grâce aux stratégies de gestion et de cogestion.

SESSION 6 – La gestion de la pêche face au changement climatique

GROUPE DE DISCUSSION 6.1

MESURES TECHNIQUES NOVATRICES D'ADAPTATION DES SYSTÈMES DE GESTION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

PRÉSENTATION PRINCIPALE: ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION ET DE POLITIQUES POUR RÉDUIRE ET NON EXACERBER L'INCIDENCE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA PÊCHE

Steven Gaines, Faculté Donald Bren des sciences et de la gestion de l'environnement, Université de Californie, Santa Barbara, Californie, États-Unis d'Amérique.

Si l'incidence attendue du changement climatique sur la pêche fait l'objet de vastes études, les difficultés à venir y occupent une place bien plus importante que les solutions possibles. Il est indéniable que les effets nets de l'évolution du climat sur la pêche mondiale seront négatifs, et ce, même dans les scénarios les plus optimistes. La principale difficulté, cela étant, tient au fait que bon nombre de ces effets négatifs seront probablement exacerbés par les solutions inadaptées des pêcheurs et des institutions de la pêche. Nous considérons que les répercussions futures du changement climatique sur la pêche sont à regrouper dans trois grandes catégories. Premièrement, la productivité de l'océan changera. Elle augmentera dans certaines régions, mais les baisses de productivité liées aux changements de température, de pH, de concentration en oxygène et d'autres paramètres physiques annuleront largement tout avantage éventuel. On s'attend donc à une diminution de la productivité dont l'ampleur augmentera de façon alarmante avec l'intensité du changement climatique. Deuxièmement, à ces changements de productivité moyenne s'ajoute une augmentation spectaculaire de la variabilité de la productivité d'une année à l'autre. L'augmentation de la variation du rendement interannuel est problématique sur le plan économique et pour la sécurité alimentaire. Enfin, les espèces se déplacent. Les altérations modérées de la productivité mondiale prévues masquent des modifications bien plus inquiétantes dans différentes régions. Certaines connaîtront un effondrement catastrophique de la productivité de la pêche, tandis que d'autres profiteront d'une croissance exceptionnelle. On peut aisément savoir quelles seront les régions gagnantes et les régions perdantes: alors la pêche enregistrera des pertes considérables sous les basses latitudes, les gains potentiels seront impressionnants sous les hautes latitudes.

Si ces contrecoups prévoient d'être particulièrement difficiles à gérer, tous risquent d'être fortement aggravés par les solutions humaines inadaptées. L'évolution progressive de la démographie des espèces du fait du changement climatique peut accélérer leur disparition si les politiques de gestion adoptées ne tiennent pas compte de cette évolution. Par ailleurs, l'augmentation de la variabilité interannuelle peut avoir des effets négatifs disproportionnés car supposer que les écosystèmes restent constants d'une année à l'autre conduit à ignorer les conséquences plus profondes des mauvaises années par rapport aux bonnes années. Enfin, le déplacement des espèces vers des latitudes plus élevées suscitera probablement toute une série de réactions humaines inadaptées. Dans les situations où les espèces sont, du reste, actuellement bien gérées, la perspective de la disparition des stocks de la région réduit la motivation locale à poursuivre cette bonne gestion. De plus, la pêche n'est généralement pas réglementée dans les régions vers lesquelles les stocks se dirigent. Par conséquent, même les nombreuses pêcheries qui sont actuellement bien gérées et dans lesquelles on prévoit une hausse de la productivité risquent de se dégrader considérablement en l'absence de nouvelles innovations.

Pour faire face à ces défis, nous tenterons de déterminer quelles mesures de gestion et stratégies de politique générale sont de nature à réduire plutôt qu'à aggraver les répercussions de l'évolution du climat. Chacune de ces catégories renferme des possibilités dignes d'intérêt qui amélioreront probablement l'avenir de la pêche face au changement climatique.

GROUPE DE DISCUSSION 6.2

INTERVENTIONS VISANT À ATTÉNUER LES RETOMBÉES ET À OPTIMISER LES POSSIBILITÉS

PRÉSENTATION PRINCIPALE: MODIFIER LA GESTION DE LA PÊCHE POUR PARVENIR À DES SOCIÉTÉS ET À DES ÉCONOMIES DYNAMIQUES ET PRÊTES À AFFRONTER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Éva Plagányi, Océans et atmosphère, Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, Australie.

Les effets du changement climatique sur les ressources aquatiques vont au-delà des moyens d'existence des pêcheurs et des chaînes de valeur qui alimentent plus d'un milliard de consommateurs qui en dépendent. Pourtant, les recherches menées sur les stratégies d'adaptation visant à réduire ses répercussions sur les sociétés qui sont tributaires de la pêche ou à les préparer à des changements positifs sont délaissées au profit des considérations biophysiques. Si les pêcheurs et les communautés de pêcheurs ont déjà dû s'adapter à plusieurs reprises aux variations environnementales par le passé, le rythme et l'ampleur du changement climatique requièrent une modification radicale des interventions. De plus en plus de données montrent que les solutions adoptées actuellement en réponse aux événements climatiques sont inadaptées, et peuvent nous orienter dans les modifications à apporter. La théorie fondée sur l'équilibre qui sous-tend ces interventions et le recours à des points de référence de gestion statiques sont un échec. Face à la modification des données de référence et des assemblages et à l'augmentation de la variabilité, il faut privilégier une approche plus dynamique pour rechercher l'équilibre idéal entre conservation et utilisation durable.

Les pêcheurs qui dépendent de leur activité citent presque tous la nécessité de réduire la variabilité comme objectif clé de la gestion de la pêche en raison de ses retombées au niveau des moyens d'existence, de la logistique et des économies. L'adaptation à la hausse de la variabilité passera nécessairement par l'adaptation aux altérations qui s'opéreront au niveau de la composition des captures, des pratiques de pêche et des technologies, ainsi que par l'élargissement des préférences alimentaires et des marchés. Il ne sera vraisemblablement possible de concilier utilisation durable optimale et rendement économique maximal que grâce à des méthodes axées sur la collaboration entre l'industrie, la société, les pouvoirs publics et les secteurs non gouvernementaux, qui tiennent compte des changements au niveau des assemblages et non des stocks individuels et qui aboutissent à la création collective de chaînes de valeur dynamiques capables de résister aux chocs climatiques. Les stratégies de gestion et système d'administration qui favorisent un développement inclusif sont intéressantes: les pêcheuses peuvent jouer un rôle positif dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la sensibilisation aux questions environnementales et le renforcement de la cohésion des communautés, et apporter des aptitudes nécessaires en matière de règlement des conflits. Il est plus facile d'adapter en amont les solutions de gestion ou les zones de pêche dans les pays riches en ressources ou les stocks pour lesquels un système de suivi fiable a été mis en place que dans les pays qui manquent de ressources ou les stocks pour lesquels les données sont insuffisantes, mais ces derniers sont généralement davantage en mesure de mettre l'accent sur les assemblages plutôt que sur les stocks uniques, et leurs institutions de marché sont souvent moins rigides.

La gestion efficace de la pêche dépendra de la mesure dans laquelle les activités humaines seront alignées de façon adaptative sur les changements sans précédent que l'on observera dans l'abondance, la répartition et les variations saisonnières futures des poissons et des ressources halieutiques. Il est possible de conjuguer différents types de savoirs et de systèmes de valeur pour créer des solutions et des possibilités d'adaptation dans le cadre de la planification afin de hiérarchiser et d'exécuter les initiatives et de mettre en évidence les occasions à saisir et les obstacles à surmonter. L'importance d'une bonne gouvernance et de l'adhésion des parties prenantes augmente avec l'évolution du climat en raison de difficultés telles que les règles de gestion variables et la nécessité d'adopter des approches de précaution, d'assurer une gestion coopérative des stocks transfrontières et de faire reposer l'adaptation des activités humaines sur un raisonnement scientifique plus complexe. Il est indispensable d'engager des réformes pour renforcer la participation des parties prenantes ou la cogestion, et augmenter ainsi la résilience et l'adhésion. Le recours à des groupes de gestion halieutique pluridisciplinaires, la reconnaissance des connaissances et pratiques de gestion autochtones traditionnelles, la mise au point de stratégies de capture transparentes et modulables en étroite consultation avec les parties prenantes et le renforcement des stratégies grâce à la prise en compte des principes d'équité et d'inclusion sont quelques exemples de bonnes pratiques. Les effets ascendants du changement climatique sur les systèmes aquatiques se feront ressentir du niveau local au niveau mondial, ce qui montre à quel point il est urgent de mener des interventions pratiques à différentes échelles pour conserver les stocks sauvages, mais aussi soutenir les communautés, les sociétés et les économies qui en dépendent.

SESSION 7 – Systèmes d'information sur la pêche et nouvelles technologies

GROUPE DE DISCUSSION 7.1

AU CŒUR DU PROBLÈME: QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER POUR FAIRE EN SORTE QUE LES DONNÉES/INFORMATIONS SUR LA PÊCHE DEVIENNENT UN BIEN PUBLIC QUI CONTRIBUE À SATISFAIRE LES BESOINS DU SECTEUR?

PRÉSENTATION PRINCIPALE: COMMENT LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION PEUVENT-ELLES RÉPONDRE À CERTAINES QUESTIONS LIÉES AUX MÉGADONNÉES DANS LA PÊCHE ARTISANALE?

Serge Raemaekers, Abalobi, Afrique du Sud.

Il est reconnu dans le monde entier que la pêche artisanale, en ce compris toutes les activités de la chaîne de valeur, joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté, le développement équitable et l'utilisation durable des ressources. Il s'agit en général d'une pêche qui requiert un investissement de capital limité, qui emploie des engins et bateaux de pêche traditionnels et dont les captures sont destinées à la subsistance et aux marchés locaux, mais aussi, de plus en plus, aux marchés internationaux. On estime que près de la moitié des captures mondiales de ressources marines sont réalisées par des pêcheurs artisanaux. Pourtant, contrairement à celle des pêcheurs industriels, leur contribution économique demeure largement invisible et ils ne bénéficient que d'un soutien public limité sous la forme de recherches spécialisées, de collecte de données, d'élaboration de politiques ou de subventions de fonctionnement. On considère donc que la pêche artisanale n'est pas bien gérée et que les méthodes employées ont été largement inefficaces pour encadrer l'effort de pêche, gérer toute une série de conflits, rendre compte du changement climatique et des besoins socioéconomiques ou incorporer des structures de cogestion efficaces. L'investissement dans des systèmes solides et pérennes de collecte de données peut être qualifié de faible, tandis que les mécanismes proposés sont souvent jugés encombrants, pas assez personnalisés et difficiles à faire fonctionner au-delà d'un cycle de financement. Il est clair que la gouvernance de la pêche artisanale doit reposer davantage sur la collaboration, et qu'il est plus que jamais nécessaire de créer des systèmes d'information sur la pêche qui soient complets, économiquement accessibles, modulables, personnalisables et interopérables et qui appuient la prise de décisions dans différents domaines en faisant intervenir toute une série de parties prenantes, notamment les pêcheurs artisanaux eux-mêmes.

L'initiative ICT4Fisheries (les technologies de l'information et de la communication au service de la pêche) encourage l'utilisation des technologies numériques, comme les systèmes liés à Internet, les applications mobiles ou les plateformes radio ou satellites, pour résoudre les problèmes sociaux, écologiques et économiques dans le secteur de la pêche. De la sécurité maritime à l'accès aux débouchés commerciaux, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont commencé à contribuer à l'amélioration du bien-être des communautés de pêcheurs dans le monde entier et sont susceptibles de profiter au secteur de la pêche artisanale en particulier. Cela dit, à mesure que le recours aux technologies numériques dans le secteur gagne du terrain dans le monde entier, il apparaît pertinent de veiller à ce que cette initiative soit mise en œuvre de manière participative et inclusive, de façon à amener une transformation et à contribuer à la mise en œuvre des Directives de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale. C'est d'ailleurs d'autant plus important au regard de l'arrivée de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et les bases de données réparties (y compris la chaîne de blocs), ou les transactions financières reposant sur la chaîne de blocs. Exploiter l'espace numérique dans le domaine de la pêche supposera donc de prêter une attention particulière aux méthodes de transformation qui associent l'humain à la technologie et permettent aux communautés de pêcheurs artisanaux d'adopter ces techniques.

Une réflexion approfondie sur l'utilisation des TIC au service de la pêche, les principaux éléments intégrés à ces systèmes, et leur efficacité pour ce qui est d'évaluer les stocks ou même de réaliser des audits de traçabilité dans la chaîne de valeur et des paiements numériques automatisés, sera nécessaire pour permettre une expérience d'apprentissage partagé en temps voulu et tirer les premiers enseignements au sein d'une communauté de pratique. Un exposé des initiatives menées récemment en Afrique australe sera présenté, de même qu'un exemple de création conjointe d'un cahier de pêche électronique pour les pêcheurs

artisans ayant rendu possible la mise en place d'un marché entièrement traçable qui a à son tour stimulé l'organisation de la communauté, l'adoption de systèmes d'identification automatique par satellite ainsi que la mise sur pied de projets locaux de référencement et d'amélioration de la pêche. Les enseignements et difficultés associés à la qualité des données, à la propriété des données et à leur utilisation dans la gestion de la pêche seront présentés et mis en rapport avec les conclusions d'une réunion organisée récemment au Cap avec des spécialistes de l'utilisation des TIC au service de la pêche provenant de 15 pays et travaillant dans une myriade de pêcheries différentes.

GROUPE DE DISCUSSION 7.2

UNE VISION POUR L'AVENIR: QUELLES TECHNOLOGIES FAUT-IL GÉNÉRALISER ET ADOPTER, ET QUELLES LACUNES LES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES DOIVENT-ELLES COMBLER?

PRÉSENTATION PRINCIPALE: ALLER PLUS LOIN QUE L'INTELLIGENCE AUGMENTÉE (SANS FAIRE DE LAISSÉS POUR COMPTE)

Donatella Castelli, CRN-ISTI, Italy.

L'objectif de cette discussion sera de procéder à un examen global de ce que l'on peut attendre des systèmes d'information à partir des tendances observées actuellement dans le domaine des TIC, et de formuler des suppositions quant aux tendances futures. Nous aborderons également les conséquences pour la société humaine et présenterons des clés pour comprendre dans quelle mesure ces technologies accompagneront et favoriseront les changements en matière de gestion durable de la pêche.

Au cœur des mutations profondes que connaîtront les systèmes d'information dans les cinq à dix prochaines années se trouvent sans conteste l'intelligence artificielle et les structures de mégadonnées que ces systèmes intégreront. Cette intelligence sera renforcée par la disponibilité d'une quantité considérable de données hétérogènes produites dans une large mesure par les technologies de détection dont la variété, la répartition et les objectifs augmenteront de façon exponentielle, des satellites, bouées et engins terrestres et sous-marins aux outils que détiennent les citoyens et les scientifiques.

L'exploitation massive de ces données sera rendue possible par l'évolution radicale des technologies de traitement (infrastructures électroniques, informatique en périphérie, exainformatique, calcul quantique) et des réseaux de communication, y compris les réseaux mobiles (p. ex. 5G, 6G) qui, associés à de nouveaux paradigmes et solutions, permettront de relever des défis plus complexes que ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui.

Une part considérable des données générées sera accessible au public. Leur utilisation uniforme et transparente dans tous les domaines, dans toutes les organisations et à toutes les fins deviendra la norme, et ce phénomène sera favorisé par la convergence des fournisseurs de données vers des critères communs et par des solutions informatiques intelligentes qui faciliteront automatiquement la fédération et l'harmonisation lorsqu'une telle convergence est difficile à assurer.

Les algorithmes, les modèles et, surtout, les nouvelles formes de raisonnement reposant sur toute une série d'approches (comme l'apprentissage automatique et l'apprentissage profond) qui sont issus des investissements actuels considérables réalisés dans l'intelligence artificielle permettront aux systèmes d'apprendre, d'informer, d'anticiper et de décider. L'intelligence augmentée englobera un large éventail de fonctionnalités, d'une meilleure extraction des données multimédia et un meilleur accès à celles-ci à des prévisions fondées sur des hypothèses (y compris dans les contextes pauvres en données, en compétences et en ressources), en passant par la découverte automatique de phénomènes et les environnements de collaboration en réalité virtuelle alimentés par des systèmes de recommandation intelligents.

Confiance et transparence seront des éléments indispensables du scénario complexe de systèmes d'informations intelligents connectés ainsi créé (systèmes qui appuieront la prise de décisions et prendront

eux-mêmes des décisions). Les résultats des recherches actuelles sur la gestion des données FAIR (trouvables, accessibles, interopérables et réutilisables), la chaîne de blocs, la traçabilité et l'intelligence artificielle apporteront des solutions utiles dans le cadre de ces enjeux importants, et les chercheurs ne peuvent procéder de manière isolée.

Ce nouveau scénario devra être encadré par une gouvernance claire et des décisions pour résoudre les questions d'éthique et éviter de concentrer le pouvoir entre les mains d'une poignée de parties prenantes. Certains aspects, comme les données choisies pour entraîner un algorithme d'apprentissage profond, la propriété des connaissances qui alimentent l'intelligence augmentée et l'accès aux données et au modèle informatique choisi, seront fondamentaux pour faire en sorte que chacun puisse participer et que personne ne soit laissé pour compte.

SESSION 8 – Perspectives en matière d'action publique au service de la pêche au XXI^e siècle

GROUPE DE DISCUSSION 8.1

AU-DELÀ DU CODE DE CONDUITE: PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'ACTION PUBLIQUE POUR LA GESTION DE LA PÊCHE AU XXI^e SIÈCLE

PRÉSENTATION PRINCIPALE: NAVIGATION EN EAUX INCONNUES

Lori Ridgeway, Canada.

Les conditions dans lesquelles la gestion et l'élaboration des politiques halieutiques devront être assurées à l'avenir seront très différentes de celles de ces dernières décennies et nécessiteront un nouvel encadrement pratique et conceptuel solide. On assistera probablement à plusieurs changements, notamment en ce qui concerne la gestion des priorités dans le secteur de la pêche. Par exemple:

- dans le secteur de la pêche, le plan de croissance bleue élargit les perspectives de la pêche et de l'aquaculture, et peut-être même les paramètres d'évaluation de la durabilité;
- le marché et les règles du marché, en tant qu'outils de durabilité et de contrôle de l'accès au marché pour les produits halieutiques, gagnent en importance, tout comme les moyens d'existence;
- les objectifs mondiaux intégrés (comme les objectifs de développement durable) définis à l'issue de processus mondiaux forcent l'attention et la transparence;
- la conservation de la biodiversité (terrestre et marine), qui a ses propres objectifs et méthodes d'évaluation, est devenue le grand cadre global (des démarches ont été entreprises pour créer un régime juridiquement contraignant pour la conservation de la biodiversité marine dans les zones qui ne relèvent pas des juridictions nationales);
- comprendre et affronter les effets du changement climatique constitue une priorité absolue pour les États développés et moins développés.

En raison de changements de contexte comme ceux-ci, et bien d'autres encore, le secteur halieutique sera peut-être beaucoup moins en mesure de contrôler lui-même son destin et son avenir qu'auparavant, à moins qu'il ne devienne un partenaire dynamique et engagé pour d'autres parties prenantes à tous les niveaux. Beaucoup d'autres groupes d'experts, organisations intergouvernementales, agences et organisations non gouvernementales internationales – et par la suite, les gouvernements nationaux – élaborent des plans et prennent des mesures dans le cadre de leur mandat légitime, ce qui aura peut-être une incidence sur la

capacité des responsables de l'encadrement et de la gestion de la pêche à définir leurs propres priorités et à obtenir de résultats fructueux selon leur point de vue. On observera par exemple un risque accru quant à la définition d'objectifs inconciliables, à la création d'outils incompatibles, aux lacunes en matière de données et à l'utilisation de données et d'informations contradictoires, ainsi qu'une opposition des limites de tolérance au risque dans les cas d'incertitude inévitable.

Il est évident qu'il faudra déployer des efforts de coordination, d'intégration et de collaboration plus en amont avec d'autres parties prenantes pour que la pêche garde le contrôle sur son avenir en tant que secteur viable de l'exploitation des océans. Les cadres, les méthodes, les comportements et, surtout, les modes de gouvernance actuels sont-ils à la hauteur? Quelles lacunes faut-il combler pour progresser?

PRÉSENTATION PRINCIPALE: ASSURER UNE GESTION DURABLE DE LA PÊCHE SANS FAIRE DE LAISSÉS-POUR-COMPTÉ: TROIS PERSPECTIVES FONDAMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION PUBLIQUE AU XXI^e SIÈCLE

John Kurien, Université Azim Premji, Inde.

Cette présentation s'intéressera à trois perspectives fondamentales en matière d'action publique au XXI^e siècle.

La gestion durable de la pêche à long terme ne pourra se concrétiser que si l'on donne un rôle central aux acteurs qui interviennent dans le secteur de la pêche artisanale. Ils sont bien trop nombreux et leurs activités sont bien trop importantes pour que l'on se permette de les ignorer. La difficulté sera cependant de mettre en évidence des perspectives originales qui donneront aux responsables politiques de nouvelles raisons de valoriser et de soutenir la pêche artisanale.

Si l'imminence d'une crise climatique terrestre et maritime indéniable est aujourd'hui plus largement acceptée, il nous faut dépasser les «faits scientifiques» associés au changement climatique. Nous devons nous pencher sérieusement sur la «réalité expérientielle et la réalité concrète vécue» des communautés de pêcheurs face aux événements climatiques qui les frappent au plan local. Au cœur de ces projets de collaboration se trouve une perspective majeure d'action publique inclusive en matière de gestion durable de la pêche dans le contexte du changement climatique.

Le poisson et la pêche ne représentent qu'une petite partie de l'économie bleue par rapport aux autres domaines dans lesquels les débats sur les technologies futuristes, les marchés et les bénéfices l'emportent sur les populations, mais les questions de justice et d'équité s'imposeront petit à petit du fait de l'augmentation actuelle et future de la mobilisation humaine dans le secteur de la pêche. Par ailleurs, ces préoccupations ne peuvent pas se limiter exclusivement aux droits des êtres humains d'aujourd'hui: les décisions économiques et morales que nous prenons aujourd'hui doivent tenir compte du bien-être des générations futures.

Nous terminerons enfin par quelques recommandations concises de la part d'un sage d'antan indien aux responsables de l'élaboration et de l'application des politiques.

ANNEXE C

Pour aller plus loin

- **Alonso-Población, E. & Siar, S.V.** 2018. *Women's participation and leadership in fisherfolk organizations and collective action in fisheries: a review of evidence on enablers, drivers and barriers*. FAO Fisheries and Aquaculture Circular No. 1159, FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i8480en/I8480EN.pdf>).
- **Asche, F., Garlock, T.M., Anderson, J.L., Bush, S.R., Smith, M.D., Anderson, C.M., Chu, J., Garrett, K.A., Lem, A., Lorenzen, K. Oglend, A. Tveteras, S. & Vannuccini, S.** 2018. «Three pillars of sustainability in fisheries», *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(44): 11221–11225. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1073/pnas.1807677115>)
- **Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M.C.M., Cochrane, K.L., Funge-Smith, S. & Poulain, F.** (sous la dir. de). 2018. *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options*, FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 627. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/policy-support/resources/resources-details/en/c/1152846/>)
- **Béné, C., Devereux, S., & Roelen, K.** 2015. *Social protection and sustainable natural resource management: initial findings and good practices from small-scale fisheries*. FAO Fisheries and Aquaculture Circular No. 1106. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i4620e.pdf>)
- **Cochrane, K., De Young, C., Soto, D., & Bahri, T.** (sous la dir. de). 2009. *Climate change implications for fisheries and aquaculture: overview of current scientific knowledge*. FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper. No. 530. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/newsroom/docs/FTP530.pdf)
- **CSA.** 2012. *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i2801f/i2801f.pdf>)
- **CSA.** 2014. *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>)
- **FAO et FIDA.** 2019. *Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028. Plan d'action global*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4672fr/ca4672fr.pdf>)
- **FAO.** 1995. *Code de conduite pour une pêche responsable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-v9878f.pdf>)
- **FAO.** 1995. *L'approche de précaution appliquée aux pêches de capture et aux introductions d'espèces*. Directives techniques pour une pêche responsable no 2, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-w3592e.pdf>)
- **FAO.** 1999. *Indicateurs pour le développement durable des pêcheries marines*. Directives techniques pour une pêche responsable no 8. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-x3307f.pdf>)
- **FAO.** 1999. *Plan d'action international pour la conservation et la gestion des requins*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/ipoa-sharks/fr/>)
- **FAO.** 2005. *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-y7937f.pdf>)

- **FAO.** 2009. *Directives internationales sur la gestion de la pêche profonde en haute mer*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i0816t/i0816t00.htm>)
- **FAO.** 2010. *Les aires marines protégées et la pêche*. Directives techniques pour une pêche responsable no 4, Suppl. 4. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i2090f/i2090f.pdf>)
- **FAO.** 2010. *Une approche écosystémique de l'aquaculture*. Directives techniques pour une pêche responsable no 5, Suppl. 4. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i1750f/i1750f00.htm>)
- **FAO.** 2011. *Directives internationales sur la gestion des prises accessoires et la réduction des rejets en mer*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-ba0022t.pdf>)
- **FAO.** 2015. *Assessing climate change vulnerability in fisheries and aquaculture: Available methodologies and their relevance for the sector*, Cécile Brugère et Cassandra De Young. FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 597. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5109e.pdf>)
- **FAO.** 2015. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i4356fr.pdf>)
- **FAO.** 2016. *Renforcer les politiques sectorielles pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition*. Note d'orientation politique sur les pêches et l'aquaculture. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/b-i6227f.pdf>)
- **FAO.** 2016. *Scoping study on decent work and employment in fisheries and aquaculture*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5980e.pdf>)
- **FAO.** 2017. *Agriculture et systèmes alimentaires sensibles à la nutrition*. Boîte à outils et course en ligne à l'intention des décideurs et des planificateurs. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/nutrition/politiques-programmes/boite-a-outils/fr/>)
- **FAO.** 2017. *La pêche dans les zones arides d'Afrique subsaharienne – «Le poisson vient avec la pluie». Favoriser la résilience dans les zones arides pour la sécurité alimentaire et la nutrition des populations qui dépendent de la pêche*, Jeppe Kolding, Paul van Zwieten, Felix Marttin et Florence Poulain. Circulaire sur l'aquaculture et la pêche no 1118. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5616f.pdf>)
- **FAO.** 2017. *Towards gender-equitable small-scale fisheries governance and development - A handbook. In support of the implementation of the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication*, Nilanjana Biswas. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i7419e.pdf>)
- **FAO.** 2018. *Deep-ocean climate change impacts on habitat, fish and fisheries*, Levin, L., Baker, M., et Thompson A. (sous la dir. de). FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 638. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca2528en/ca2528en.pdf>)
- **FAO.** 2018. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Atteindre les objectifs de développement durable*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/i9540fr/i9540fr.pdf>)
- **FAO.** 2019. *FAO yearbook. Fishery and Aquaculture Statistics 2017 / FAO annuaire. Statistiques des pêches et de l'aquaculture 2017 / FAO anuario. Estadísticas de pesca y acuicultura 2017*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca5495t/CA5495T.pdf>)
- **FAO.** 2019. *GLOBEFISH Highlights; Une analyse trimestrielle des marchés mondiaux des produits comestibles de la mer*. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4185en/ca4185en.pdf>)

- **FAO.** 2019. *Report of the Sixth FAO Expert Advisory Panel for the Assessment of Proposals to Amend Appendices I and II of CITES Concerning Commercially Exploited Aquatic Species*, Rome, 21-25 January 2019. FAO Fisheries and Aquaculture Report No. 1255. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3576en/CA3576EN.pdf>)
- **FAO.** 2019. *Securing sustainable small-scale fisheries: sharing good practices from around the world*, Westlund, L. & Zelasney, J. (sous la dir. de). FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 644. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA3041EN/ca3041en.pdf>)
- **FAO.** 2019. *The State of the World's Aquatic Genetic Resources for Food and Agriculture*. Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/CA5256EN/CA5256EN.pdf>)
- **FAO.** 2019. *Voluntary Guidelines on the Marking of Fishing Gear. Directives volontaires sur le marquage des engins de pêche. Directrices voluntarias sobre el marcado de las artes de pesca*. Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca3546t/ca3546t.pdf>)
- **FAO.** 2019. Vulnerable marine ecosystems database, iMarine MPA information system 2014, 2017. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/in-action/vulnerable-marine-ecosystems/about-vme-database/en/>)
- **Friedman, K., Garcia, S. & Rice, J.** 2018. «Mainstreaming biodiversity in fisheries», *Marine Policy*, 95: 209-220. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.03.001>)
- **Funge-Smith, S.** 2018. *Review of the state of world fishery resources: inland fisheries*. FAO Fisheries and Aquaculture Circular No. C942 Rev.3, FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/inland-fisheries/resources/detail/en/c/1145511/>)
- **Garcia, S.M., Zerbi, A., Aliaume, C., Do Chi, T. & Lasserre, G.** 2003. *The ecosystem approach to fisheries. Issues, terminology, principles, institutional foundations, implementation and outlook*. FAO Fisheries Technical Paper. No. 443. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-y4773e.pdf>)
- **Groupe d'experts de haut niveau.** 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*, FAO, Rome. (également disponible à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-12_FR.pdf)
- **Kitolelei, J., Einarsson, S., Lord, H.J. & Ogawa, T.** (sous la dir. de). 2019. *Proceedings of Tenure and User Rights in Fisheries 2018, Achieving Sustainable Development Goals by 2030, Yeosu, Republic of Korea, 10-14 September 2018*. FAO Fisheries and Aquaculture Proceedings No. 64. FAO, Rome.
- **Kolding, J., van Zwieten, P., Marttin, F., Funge-Smith, S. & Poulain, F.** 2019. *Freshwater small pelagic fish and fisheries in major African lakes and reservoirs in relation to food security and nutrition*. FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper No. 642. FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca0843en/ca0843en.pdf>)
- **OCDE/FAO.** 2019. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2019-2028*, Éditions OCDE, Paris/FAO, Rome. (également disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/ca4076fr/ca4076fr.pdf>)
- **Organisation des Nations Unies.** 1995. *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants*. (également disponible à l'adresse http://legal.un.org/avl/pdf/ha/aipuncs/aipuncs_ph_f.pdf)
- **Tveterås, S., Asche, F., Bellemare, M.F., Smith, M.D., Guttormsen, A.G., Lem, A., Lien, K. & Vannuccini, S.** 2012. «Fish Is Food - The FAO's Fish Price Index», *PLoS ONE*, 7(5): e36731. (également disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0036731>)

ANNEXE D

Comité d'organisation local

LES SPÉCIALISTES DE LA FAO SUIVANTS ONT CONTRIBUÉ À L'ORGANISATION DU COLLOQUE:

Nom	Fonction à la FAO
Vera Agostini	Présidente du Comité d'organisation local. Directrice adjointe de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Claudia Aguado Castillo	Assistante de bureau, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Molly Ahern	Nutritionniste, Sous-Division chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Manuel Barange	Organisateur du colloque de la FAO. Directeur de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Pilar Bravo de Rueda	Adjointe de bureau, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Giuliano Carrara	Spécialiste des pêches, Sous-Division des opérations et des technologies de pêche, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Silvio Alejandro Catalano	Spécialiste de l'information et de la communication, Programme FishCode, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Diana Fernandez de la Reguera	Spécialiste de la gestion de projets et du changement climatique, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Dina Franchi	Assistante de bureau, Sous-Division chargée de la pêche marine et continentale, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Nicole Franz	Analyste de la planification des pêches, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Nicolas Gutierrez	Spécialiste des ressources halieutiques, Sous-Division chargée de la pêche marine et continentale, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Gaelle Hermanus	Secrétaire, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Amber Himes-Cornell	Spécialiste des pêches, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO

Name	Position at FAO
Daniela Kalikoski	Spécialiste des industries de la pêche, Équipe chargée de la gestion du programme Réduction de la pauvreté rurale (PS3), Division des partenariats et de la coopération Sud-Sud
Blaise Kuemlangan	Chef du Bureau juridique de la FAO
Audun Lem	Directeur adjoint de la Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Luca Limongelli	Spécialiste de l'information, Sous-Division des statistiques et de l'information, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Rebecca Metzner	Chef de la Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Roxane Misk	Spécialiste de la problématique hommes-femmes, Sous-Division des statistiques et de l'information, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Omar Penarubia	Spécialiste des pêches, Sous-Division chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
John Ryder	Chef de la Sous-Division chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Stefania Savore	Chargée de l'information (pêches), Sous-Division des statistiques et de l'information, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Ben Siegelman	Consultant en pêche artisanale, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Kimberly Sullivan	Chargée des publications, Bureau de la communication de l'Organisation
Marc Taconet	Chef de la Sous-Division des statistiques et de l'information, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Sandra Tardioli	Adjointe de bureau, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Rumiana Uzunova	Chargée des réunions, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Jiaxi Wang	Spécialiste des pêches, Sous-Division des politiques, de l'économie et des institutions, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Weiwei Wang	Spécialiste des pêches, Sous-Division chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO
Yimin Ye	Chef de la Sous-Division chargée de la pêche marine et continentale, Division des politiques et des ressources des pêches et de l'aquaculture de la FAO

ISBN 978-92-5-131967-3



9 789251 319673

CA6763FR/1/11.19